



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

ED/EPS/2009/PI/1  
Paris, août 2009  
Version originale: Anglais

# **L'INCIDENCE DE LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE SUR LE SECTEUR DE L'EDUCATION**

**N° 1 :**

**L'incidence de la crise sur les dépenses publiques  
consacrées à l'éducation : conclusions de l'enquête  
rapide menée par l'UNESCO**

**30 juin 2009**

**Le Secteur de l'éducation**

## Note préliminaire

Ce rapport est le premier d'une série d'études relatives à *L'incidence de la crise financière et économique mondiale sur le secteur de l'éducation*, dont la coordination est assurée par la Division des stratégies de l'éducation et de renforcement des capacités, en collaboration avec d'autres unités de l'UNESCO.

Le présent rapport, qui a pour thème *L'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation*, s'appuie sur l'enquête rapide lancée, en mars 2009, par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO dans le but d'évaluer l'incidence de la crise sur les dépenses consacrées par ses Etats membres à l'éducation.

Compte tenu du caractère incomplet des données recueillies dans certains questionnaires d'enquête qui ont été retournés, d'autres sources d'information ont été utilisées pour compléter les réponses fournies par les pays et vérifier, plus spécialement, la validité des informations concernant les perspectives macroéconomiques et les flux d'Aide publique au développement (APD).

Pour tout renseignement complémentaire, prière de contacter :

[eps@unesco.org](mailto:eps@unesco.org)

Section des politiques et stratégies éducatives  
Division des stratégies de l'éducation et de renforcement des capacités

Publié par le  
Secteur de l'éducation  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO, 2009

# Table des matières

<b>Résumé analytique.....</b>	<b>1</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>7</b>
<b>1. Incidence de la crise mondiale sur la croissance économique et les ressources publiques.....</b>	<b>9</b>
1.1 Evaluer l'ampleur et l'incidence de la crise actuelle .....	9
1.2 Perspectives économiques à compter de juin 2009 : conclusions de l'enquête rapide	13
Afrique subsaharienne.....	14
Asie et Pacifique.....	15
Région des Etats arabes .....	17
Amérique latine et Caraïbes .....	19
1.3 Conclusions.....	21
<b>2. Perspectives en matière de dépenses publiques des pays consacrées à l'éducation ....</b>	<b>23</b>
2.1 Les crises et l'éducation : les enseignements du passé.....	23
2.2 Les budgets de l'éducation sont-ils protégés ? .....	25
Afrique subsaharienne.....	26
Asie et Pacifique.....	28
Région des Etats arabes .....	32
Amérique latine et Caraïbes .....	33
2.3 Quels sont les postes de dépenses les plus exposés à de possibles coupes ? .....	36
Dépenses d'investissements ou dépenses courantes.....	36
Conclusions de l'enquête rapide .....	37
2.4 Conclusions.....	41
<b>3. L'aide publique au développement (APD) peut-elle compenser les effets préjudiciables de la crise ?.....</b>	<b>43</b>
3.1 Aide extérieure en temps de crise : les enseignements du passé.....	43
3.2 Evolution des flux d'APD d'ici à 2010 : sous l'effet de la crise ? .....	45
3.3 Evolution de l'Aide programmable par pays (APP) à l'éducation .....	47
3.4 Etablissement de priorités concernant les flux d'aide : le cas de l'Afrique subsaharienne.....	49
<b>4. Conclusions et actions ultérieures .....</b>	<b>54</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>57</b>
Annexe 1 : Enquête rapide sur l'impact de la crise sur les dépenses éducatives .....	57
Annexe 2 : Perspectives économiques – Informations pays .....	60
Annexe 3 : Hypothèses relatives à l'APD en % du Revenu national brut (RNB).....	72
Annexe 4 : Prévisions relatives à l'aide programmable par pays – Scénario de base .....	73
Annexe 5: APD – Aide à l'éducation à l'échelon mondial et en Afrique subsaharienne (4 scénarios) .....	75

Annexe 6 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en Arménie .....	77
Annexe 7 : Références .....	80
Annexe 8 : Acronymes et abréviations .....	82

## Résumé analytique

1. La crise financière et économique actuelle aura probablement des conséquences préjudiciables sur l'expansion de l'éducation dans de nombreux pays en développement. Bien qu'il soit encore trop tôt pour en évaluer l'ampleur, plusieurs organismes de développement ont, au cours des derniers mois, averti des effets négatifs de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation.

2. En mars 2009, le Secteur de l'éducation de l'UNESCO a lancé une enquête rapide dans le but d'évaluer l'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées par ses Etats membres à l'éducation. Le présent rapport, élaboré en juin 2009, détaille les conclusions et les points marquants qui se dégagent des questionnaires, remplis par les Bureaux hors Siège dans cinquante et un pays ; d'autres sources d'information ont été utilisées pour compléter les réponses des pays à cette enquête.

3. Une grande incertitude règne encore quant à **l'incidence de la crise sur la croissance du produit intérieur brut (PIB)**, les prévisions économiques publiées par les grandes institutions économiques, telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), faisant régulièrement l'objet de révisions. Au moment de l'établissement du présent rapport (juin 2009), le FMI laissait entendre qu'il fallait s'attendre à ce que le PIB mondial se contracte en 2009 – en l'occurrence de 1,3 % – et ce, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Les pays développés devraient être plus affectés que les pays en développement, puisque c'est maintenant une contraction du PIB de quelque 3,8 % qui est à prévoir en 2009 dans les économies avancées.

4. On prévoit que la crise actuelle occasionnera d'importants bouleversements dans les pays en développement :

- En **Afrique**, on s'attend à ce que la croissance économique tombe de 5,1 % en 2008 à 2 % en 2009. Ce tassement contraste nettement avec la période 2000-2008 durant laquelle les pays africains avaient connu une croissance économique plus rapide et plus constante (de 5,3 % en moyenne sur l'ensemble du continent) que durant les décennies précédentes. Sur les quatorze pays d'Afrique subsaharienne ayant répondu au questionnaire, seuls deux (Guinée et Kenya) ont enregistré une baisse de leur PIB entre 2007 et 2008, alors qu'ils devraient être cinq à subir le même sort entre 2008 et 2009. Dans cinq pays sur quatorze, le PIB escompté, calculé en dollars des Etats-Unis, sera plus faible en 2009 qu'en 2007. Globalement, la croissance du PIB durant la période 2007-2009 sera à la fois plus inégale et sujette à des écarts de résultats importants d'un pays à l'autre.
- Dans la région **Asie et Pacifique**, les grands pays émergents comme la Chine et l'Inde continueront de connaître une croissance économique positive, avec des taux compris entre 5 et 7 % en 2009, loin des taux de croissance record enregistrés lorsque la crise a éclaté. Sur les dix-sept pays enquêtés, un seul (Kazakhstan) a enregistré une baisse de son PIB entre 2007 et 2008, alors qu'ils seront huit à voir leur PIB baisser entre 2008 et 2009. Cinq pays dégageront un PIB plus faible en 2009 qu'en 2007.
- Dans la **région des Etats arabes**, la croissance économique sera en net recul, passant de 5,5 % en 2008 à 3,3 % en 2009. Sur les huit pays ayant répondu à l'enquête, quatre verront leur taux de croissance diminuer. Les pays gros producteurs de pétrole seront directement touchés par la baisse des cours du pétrole et il est à prévoir que le ralentissement de l'activité économique aura des conséquences directes sur les pays non exportateurs de pétrole avec lesquels ils ont des liens

étroits.

- Dans la **région Amérique latine et Caraïbes**, après six ans de forte croissance (de quelque 5 % par an) due à la prospérité induite par le cours élevé des produits de base, on s'attend maintenant à un repli de 0,3 % de la croissance du PIB, en raison de la contraction (Chili, Mexique) ou de la stagnation (Brésil) des économies dominantes de la région. En 2009, le PIB du Mexique sera plus faible qu'en 2007.

5. **Contexte et propagation de la crise.** Contrairement à la crise d'ajustement structurel des années 1980, la crise actuelle a éclaté après huit années de croissance économique vigoureuse durant lesquelles de nombreux pays en développement ont accompli des progrès significatifs en termes de croissance et de réduction de la pauvreté. Initialement cantonnée aux pays développés où elle a pris naissance, la crise actuelle gagnera les pays en développement, se traduisant par une diminution des taux de croissance dans 40 des 51 pays considérés dans l'enquête ou par une contraction du PIB réel dans les 11 autres en 2009.

6. Les modes de propagation de la crise devraient prendre des formes variables : chute des investissements directs étrangers (IDE), baisse du cours des produits de base, diminution des envois de fonds et déclin des flux d'Aide publique au développement (APD), effets négatifs sur les ressources publiques et les revenus des ménages en raison du fléchissement de l'activité commerciale et de la hausse du chômage. Les études se poursuivent au sein de plusieurs agences internationales, groupes de recherche et organisations non gouvernementales (ONG) dans le but d'évaluer l'incidence prévisible de la crise dans les différents pays en fonction de leur degré de dépendance à l'égard de ces dispositifs.

7. L'expérience passée montre que les crises ont une incidence variable selon le contexte de développement. Les effets négatifs ont été très vivement ressentis dans les pays et les ménages les plus pauvres et se sont accompagnés (i) d'une diminution des ressources publiques consacrées à l'éducation, entraînant une dégradation des conditions d'apprentissage et d'enseignement dans les écoles publiques ; (ii) d'un accroissement des effectifs scolaires dans le privé, au détriment des établissements d'enseignement public de qualité médiocre délaissés par les familles aisées ; (iii) de compressions des budgets de dépenses affectés à l'éducation plus importantes dans le cycle primaire et dans d'autres sous-secteurs associés à l'Education pour tous (EPT) que dans des cycles d'enseignement supérieur.

8. **Réponses apportées par les gouvernements.** La crise actuelle est plus « mondiale » que les crises antérieures, dans la mesure où elle touche toutes les économies, quoique à des degrés divers. Jusqu'à présent, la communauté internationale a estimé qu'une méthode appropriée pour restaurer la confiance et sortir de la crise consistait à relancer la demande globale via la combinaison de déficits budgétaires et d'une augmentation de l'aide publique au développement (APD). Ces derniers mois, les pays développés, imités par plusieurs pays émergents à revenu intermédiaire, ont pris des initiatives audacieuses tandis que les économies des pays à faible revenu manquent de la flexibilité budgétaire nécessaire pour suivre leur exemple, à moins de bénéficier d'un soutien de la communauté internationale. A l'inverse des crises antérieures, l'orthodoxie budgétaire n'est plus aujourd'hui l'une des priorités des politiques économiques. Des programmes d'investissement en matière d'infrastructures sont mis en place ici ou là pour stimuler la demande, créant ainsi des conditions plus propices au maintien de l'offre de services publics et, par là même, des budgets de l'éducation.

9. **Les budgets de l'éducation sont-ils « protégés » ?** Globalement, sur la base des données recueillies à la mi-2009, l'enquête a identifié neuf pays « en difficulté », c'est-à-dire des pays susceptibles de réduire le montant (calculé en dollars des Etats-Unis) du budget

consacré à l'enseignement public durant la période 2008-2009 : trois en Afrique subsaharienne, trois dans la région Asie et Pacifique, un dans la région des Etats arabes et deux dans la région Amérique latine et Caraïbes. Dans cinq pays ayant participé à l'enquête, on prévoit que le montant du budget alloué à l'éducation sera plus faible en 2009 qu'en 2007. Un tableau plus précis de la situation se dessinera à mesure que l'on approchera de la fin de l'année calendaire/exercice budgétaire, car davantage de pays seront alors en mesure de communiquer des données relatives à leurs dépenses réelles pour 2009. La situation au plan régional se présente de la manière suivante :

- **Afrique subsaharienne.** Pour l'heure, les données recueillies dans le cadre de l'enquête rapide ne laissent entrevoir aucun signe indiquant que des coupes systématiques ont été opérées dans les dépenses publiques consacrées à l'éducation, que ce soit en pourcentage du PIB ou en pourcentage du revenu national. Cependant, la répercussion du ralentissement économique sur l'éducation n'est peut-être qu'une question de temps. Sur les onze pays ayant répondu au questionnaire, trois (Cameroun, Congo et Soudan) auront réduit en 2009 le montant, calculé en dollars des Etats-Unis, des dépenses publiques consacrées à l'éducation par rapport à 2008 et, dans un pays (Kenya), ce montant sera plus faible en 2009 qu'en 2007.
- **Asie et Pacifique.** Globalement, exception faite du Pakistan et de Samoa, le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation est demeuré inchangé en dépit des effets de la crise, qu'on le mesure à l'aune de la part du PIB qu'il représente ou à celle de l'enveloppe budgétaire consentie par les gouvernements. Dans certains cas (par exemple en Mongolie, à Singapour), le maintien, voire l'augmentation des sommes investies dans l'éducation, est prôné. Le montant de celles-ci, calculé en dollars des Etats-Unis, ne devrait accuser une baisse sur la période 2007-2009 que dans deux seulement (Kirghizistan et Pakistan) des huit pays ayant répondu au questionnaire et pour lesquels des données sont disponibles.
- **Région des Etats arabes.** Puisque, pour de nombreux pays ayant répondu à l'enquête, on ne dispose que de données incomplètes, il n'est pas possible de procéder à une évaluation précise et pertinente de l'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation dans cette région. Cependant, si l'on s'en tient aux pays qui ont répondu, le tableau d'ensemble est contrasté. Au Yémen, au Liban et en Egypte, on s'attend à une augmentation du montant du budget consacré à l'éducation, calculé en dollars des Etats-Unis. Au Soudan, en revanche, on prévoit une diminution des dépenses publiques en matière d'éducation.
- **Amérique latine et Caraïbes.** Les données relatives aux dix pays considérés dans le cadre de l'enquête montrent que les dépenses publiques consacrées à l'éducation, mesurées en pourcentage du PIB et en pourcentage du revenu national, demeureront stables, voire augmenteront durant la période 2007-2009, exception faite de Saint-Vincent. Toutefois, dans deux (Mexique et Saint-Vincent) des huit pays ayant répondu à l'enquête, les dépenses publiques consacrées à l'éducation calculées en dollars des Etats-Unis ont diminué en 2008 et 2009 et, au Mexique, elles seront plus faibles en 2009 qu'en 2007.

10. Dans plusieurs pays, de vastes programmes d'investissement en infrastructures destinés au secteur éducatif sont envisagés et bénéficient du soutien de donateurs multilatéraux. Les perspectives d'un maintien des dépenses d'investissements sont donc plutôt encourageantes.

11. **Perspectives en matière d'APD :** Pour l'heure, la perspective d'une augmentation des flux d'APD pour contrebalancer les conséquences négatives de la crise sur la croissance et

les recettes publiques dans les pays en développement est encouragée par une prise de conscience de plus en plus générale au sein de la communauté internationale du rôle que jouent les secteurs sociaux dans le relèvement économique.

12. Un renforcement très substantiel des ressources du FMI par le G20 est intervenu dernièrement et une possible réorientation de sa « doctrine » pourrait ouvrir la voie à un accroissement des dépenses consacrées aux infrastructures et aux secteurs sociaux, y compris l'éducation. La Banque mondiale propose la création d'un Mécanisme de financement en faveur des pays vulnérables (VFF) afin de « *rationaliser son appui dans le but de protéger les pauvres et les plus vulnérables, en période de choc économique mondial* ». Les banques régionales de développement devraient lui emboîter le pas.

13. Pour ce qui est de l'**APD bilatérale**, les perspectives sont moins encourageantes, car il est probable que la situation budgétaire des donateurs aura des répercussions importantes sur cette forme d'aide. Globalement, les donateurs seront moins enclins à honorer les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide. Même s'ils maintiennent leurs engagements, c'est par milliards que se chiffre la diminution potentielle de l'APD en raison de la crise. Certains pays ont déclaré qu'ils accorderaient des montants identiques, voire supérieurs, mais d'autres ont déjà pris des mesures contraires.

14. **Tendances à prévoir pour l'aide programmable par pays (APP) en matière d'éducation.** Sur la base des hypothèses posées par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE/CAD), on prévoit que l'aide apportée aux pays dans le domaine de l'éducation aura augmenté de quelque 30 % entre 2007 (6,3 milliards) et 2010 (8,3 milliards) et qu'elle aura doublé entre 2007 et 2015 (montant calculé en dollars des Etats-Unis de 2007).

15. **Etablissement de priorités concernant les flux d'aide : le cas de l'Afrique subsaharienne (SSA).** Trois arguments plaident en faveur d'une redistribution de l'APD à destination de l'Afrique subsaharienne : (i) la plupart des pays de la région sont fortement dépendants de l'APD pour leurs investissements en matière d'infrastructure, (ii) en dépit des progrès spectaculaires accomplis jusqu'ici, de nombreux pays de la région sont encore loin d'atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015, et (iii) les effets négatifs de la crise sur leurs économies respectives entravent les efforts qu'ils déploient en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT à l'horizon 2015.

16. A la lumière des divers scénarios analysés dans ce rapport sur la base des données fournies par l'OCDE, on peut conclure que :

- même en tenant compte des annonces d'engagement au titre de l'aide faites par les donateurs, si les montants versés au titre de l'aide à l'éducation restent au même niveau que dans le passé (scénario de base), ils seront insuffisants ;
- il n'est pas souhaitable que le montant de l'aide allouée demeure similaire à ce qu'il était en 2007 (scénario pessimiste) et, si les donateurs ne respectent pas l'engagement qu'ils ont pris à Gleneagles, la situation sera catastrophique ;
- l'option la plus souhaitable est celle qui consiste, pour les membres du CAD, à respecter la cible fixée par l'ONU, à savoir consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD (scénario optimiste) et accroître la part de cette aide qu'ils allouent à l'Afrique.

17. **Conclusions préliminaires:** Abstraction faite des réserves habituelles et légitimes que l'on peut avoir à l'égard des données recueillies dans le cadre de l'enquête rapide et de la nécessité de les affiner, on peut d'ores et déjà en tirer cinq enseignements qui semblent indiscutables :

- la présente crise est différente des précédentes du fait qu'elle a pris naissance dans les économies avancées ;

- ses répercussions ne sont pas encore pleinement perceptibles dans les statistiques relatives au financement de l'éducation ;
- pour sortir de la crise, il est « préférable » d'avoir recours à l'accroissement des déficits budgétaires plutôt que de s'en remettre à l'orthodoxie budgétaire, car ils permettent de mettre en place des conditions plus favorables au maintien des budgets alloués à l'éducation que ce n'était le cas dans le passé ;
- les pays à faible revenu, nombreux en Afrique subsaharienne, ne peuvent pas se permettre de creuser davantage leurs déficits publics et ils devraient donc bénéficier en priorité de l'augmentation de l'APD ;
- une nouvelle confirmation doit être donnée par la communauté internationale qu'elle respectera les engagements qu'elle a souscrits en matière d'augmentation de l'APD, en particulier par les donateurs bilatéraux.

18. Au moment de l'établissement du présent rapport, les budgets alloués à l'éducation pâtissaient de la crise actuelle, mais à des degrés divers. Dans plusieurs pays, on s'attendait à une diminution des dépenses consacrées à l'éducation en 2009 (comptabilisées en dollars des Etats-Unis) par rapport à 2008. Dans d'autres, même si le budget consacré à l'éducation semblait être maintenu, on tablait pour 2009 sur une augmentation beaucoup moins importante que les années précédentes. Comme les chiffres des budgets 2009 indiqués dans les réponses aux enquêtes sont souvent des estimations prévisionnelles, il est possible que les dépenses réelles enregistrées à la fin de l'exercice budgétaire soient nettement inférieures aux chiffres déclarés. Dans les pays où la scolarisation est en augmentation rapide, une croissance négative ou minime des dépenses consacrées à l'éducation aboutira dans la pratique à une diminution des coûts unitaires par élève, à une compression des dépenses de fonctionnement des établissements scolaires et à une détérioration accrue de la qualité de l'éducation.

19. Dans les réponses politiques qu'ils apportent à la crise, les gouvernements devront être particulièrement attentifs à renforcer le soutien ciblé. En temps de crise, les transferts sociaux envisagés dans plusieurs pays doivent être développés dans le sens d'une meilleure protection sociale, afin d'assurer l'accès, la participation et la réussite des élèves les plus vulnérables.

20. Pour l'heure, rien n'indique que les budgets alloués à l'éducation seront davantage réduits que ceux d'autres secteurs. En effet, la part des budgets gouvernementaux alloués à l'éducation demeure constante ou augmente dans un grand nombre de pays enquêtés (en l'occurrence, dans 16 des 25 pays pour lesquels on dispose de données). Des plans de relance économique, parmi lesquelles des transferts sociaux accrus vers l'éducation, sont annoncées non seulement dans les pays développés, mais aussi dans de nombreux pays à revenu intermédiaire. Dans certains pays couverts par l'enquête, en particulier les pays à revenu intermédiaire, il est de plus en plus couramment admis qu'il faut inscrire l'éducation dans une politique d'investissement à long terme conçue pour alimenter régulièrement le marché du travail et restaurer la croissance économique. Toutefois, les économies des pays à faible revenu n'ont pas la capacité budgétaire nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre des programmes sociaux ou intensifier les programmes existants ; aussi est-il indispensable que la communauté internationale leur apporte son appui sans tarder.

L'UNESCO continuera d'étudier les effets de la crise financière et économique sur l'offre éducative et sur la demande sociale d'éducation dans les Etats membres, notamment la manière dont les dépenses destinées au système éducatif sont redistribuées entre les divers cycles d'enseignement, et l'incidence éventuelle de la crise sur la scolarisation et sur la qualité de l'enseignement dispensé. Des échanges réguliers avec les ministères de l'éducation des Etats membres, par l'intermédiaire des Bureaux hors Siège, permettront de mieux cerner l'incidence de la crise sur l'éducation et les réponses politiques apportées. Ce

suivi permettra à l'Organisation d'ajuster son soutien à l'échelon des pays sous la forme de conseil technique, et politique ainsi que de développement des capacités.

## Introduction

1. La crise financière et économique actuelle aura probablement des conséquences préjudiciables majeures sur l'éducation dans les pays en développement. Il est encore trop tôt pour en évaluer l'ampleur. Néanmoins, plusieurs organismes de développement, parmi lesquels l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI, ont, au cours des derniers mois, averti des effets négatifs de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation. Diverses organisations non gouvernementales (ONG), en particulier la Campagne mondiale pour l'éducation et Education International, ont fait part de leurs préoccupations. L'UNESCO a également pris une part active aux efforts de réflexion engagés par la communauté internationale pour évaluer l'incidence de la crise.

2. En mars 2009, le Secteur de l'éducation de l'UNESCO a lancé une « Enquête rapide » dans le but d'évaluer l'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées par ses Etats membres à l'éducation. Le présent rapport expose les résultats préliminaires qui se dégagent des questionnaires, remplis par les Bureaux hors Siège de l'UNESCO dans cinquante et un pays (pour la liste complète des pays ayant participé à l'enquête, voir Annexe 1). Ces résultats sont appelés à évoluer à mesure que des réponses supplémentaires contenant des données précises et actualisées seront collectées par les Bureaux de l'UNESCO sur le terrain et examinées au Siège. D'autres sources d'information ont été utilisées pour compléter les réponses des pays à cette enquête et vérifier, plus spécialement, la validité des informations concernant les perspectives macroéconomiques et les flux d'APD.

3. Le présent rapport comprend quatre chapitres. Le chapitre 1 a pour objet d'examiner l'incidence de la crise financière mondiale sur la croissance économique et les ressources publiques. Il se base sur des données collectées sur le terrain jusqu'en juin 2009, tout en gardant présent à l'esprit que la situation et les prévisions font régulièrement l'objet de révisions de façon à prendre compte d'éventuels éléments nouveaux.

4. Le chapitre 2 traite des variations, actuelles et prévisibles, des dépenses publiques consacrées à l'éducation et tente de répondre à la question de savoir si les budgets de l'éducation sont « protégés » des effets néfastes de la crise. Tout porte à croire que cette crise, parce qu'elle a pris naissance dans les pays développés, se traduira par une pression à la baisse sur les flux d'APD. Les tendances et les perspectives relatives à l'APD, tant dans son ensemble qu'au niveau du secteur de l'éducation, notamment en Afrique, sont analysées dans le chapitre 3. Ce chapitre aborde également la question des engagements pris par la communauté internationale de soutenir la mobilisation des gouvernements vis-à-vis des objectifs de l'EPT et insiste sur la nécessité, en cette période de crise, de prendre d'urgence un certain nombre de mesures, notamment en faveur des pays les plus en difficulté dans la réalisation des objectifs de l'EPT. Le chapitre 4 propose des conclusions et des mesures complémentaires que pourrait prendre l'UNESCO.

5. Le présent rapport porte **uniquement sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation**, même s'il ne fait aucun doute que la crise actuelle aura aussi des effets préjudiciables sur la capacité des ménages à financer la scolarité de leurs enfants inscrits dans des établissements privés ou à soutenir les charges directes liées à l'inscription de leurs enfants dans des établissements publics (par exemple, des frais souvent destinés à couvrir une part importante des coûts de fonctionnement des écoles dans de nombreux pays). Pour l'heure, il est prématuré de recueillir des données sur les effets de la crise sur le revenu des ménages, ainsi que sur l'augmentation ou la diminution des coûts d'opportunité en fonction des pays ou des niveaux d'enseignement, qui pourraient affecter la demande

sociale en matière d'éducation pendant et après la crise. Toutefois, certaines remarques tirées des expériences des crises passées sont ajoutées lorsqu'elles s'avèrent appropriées.

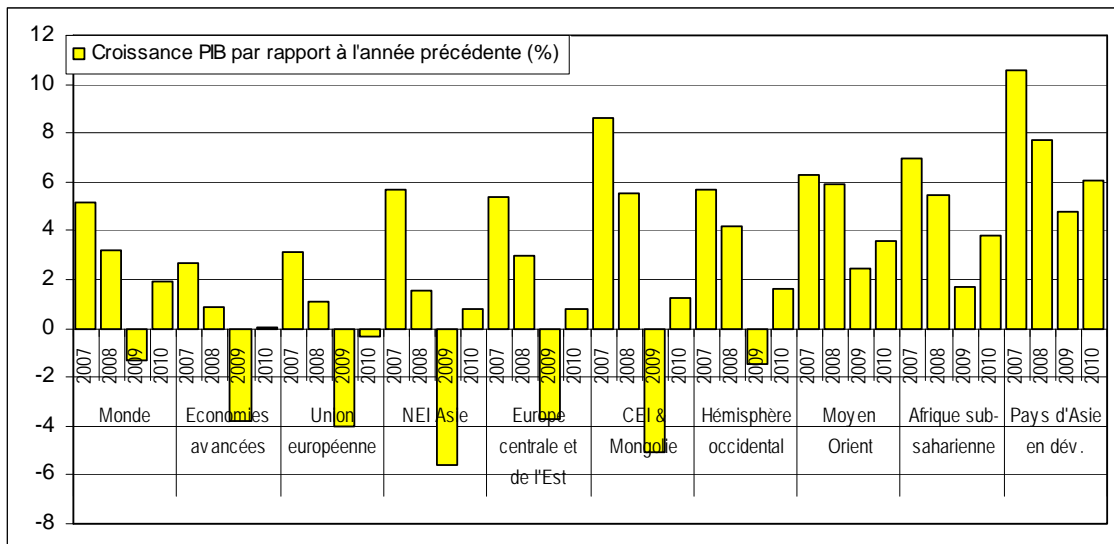
6. Ce rapport entend fournir aux organes directeurs de l'UNESCO et autres partenaires une base de recherche empirique et actualisée sur l'incidence que la crise peut avoir sur le budget national de l'éducation de ses Etats membres et sur le soutien extérieur qu'ils peuvent recevoir ; ce, afin de faciliter l'élaboration de réponses appropriées par les pouvoirs publics. Il ne faut pas oublier que les données 2009 indiquées dans ce rapport sont appelées à être révisées, tant par les autorités nationales que par la communauté internationale.

# 1. Incidence de la crise mondiale sur la croissance économique et les ressources publiques

## 1.1 Evaluer l'ampleur et l'incidence de la crise actuelle

7. Une grande incertitude règne encore quant à l'ampleur de la crise actuelle qui s'est développée au cours de l'année 2008, les prévisions économiques publiées par les grandes institutions économiques que sont le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), faisant régulièrement l'objet de révisions. Au moment de la rédaction du présent rapport (juin 2009), il faut s'attendre, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, à une croissance négative (- 1,3 %) du produit intérieur brut (PIB) mondial. Les pays développés devraient être bien plus affectés que les pays en développement, puisque c'est maintenant une contraction du PIB de quelque 3,8 % qui est à prévoir dans les économies avancées (une situation sans précédent depuis la crise de 1929), tandis que, dans la plupart des pays en développement, les taux de croissance marqueront un recul sensible (Graphique 1).

**Graphique 1 : Croissance annuelle du PIB (% annuel d'écart)**



Source : Base de données, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2009.

### Incidence de la crise sur la croissance économique, par région

8. Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), un tassement de la croissance économique en **Afrique** de 5,1 % en 2008 à 2 % en 2009 est à prévoir, sous réserve de révisions ultérieures durant l'année. Tout en restant globalement positives, les performances économiques risquent d'être négatives dans les pays les plus gravement atteints par la crise. Jusqu'en 2008, les pays africains ont – pour la première fois en l'espace de deux décennies – enregistré une croissance économique régulière comparable à celle de tous les pays en développement (hormis la Chine et l'Inde). Grâce à la mise en place de politiques économiques avisées et à la hausse du prix des produits de base dans de nombreux pays, la croissance de l'Afrique s'est accélérée, passant de 5,7 % en 2006 à 6,1 % en 2007 pour s'établir, d'après les prévisions, à 6,4 % en 2008. La région n'a cependant pas été épargnée par la crise économique mondiale et on s'attend à ce que les taux de croissance retombent à 2 % en 2009, c'est-à-dire moins de la moitié du taux

moyen de croissance enregistré au cours des cinq dernières années. Certes, même à 2 %, cela n'est rien, comparé à la croissance zéro ou négative annoncée pour les Etats-Unis ou l'Europe. Mais une baisse de la croissance de 2 à 3 points de pourcentage pourrait avoir des conséquences désastreuses dans des pays à faible revenu. Une étude réalisée par le FMI montre que, durant les 30 dernières années, lorsque la croissance baissait de 1 % dans le reste du monde, il s'ensuivait une baisse correspondante de 0,5 % en Afrique subsaharienne. Le processus d'intégration progressive de ce continent dans l'économie mondiale qui s'est poursuivi ces 15 dernières années a eu pour résultat d'accroître la vulnérabilité de l'Afrique face à la diminution brutale des flux financiers, tels que les investissements directs étrangers, les crédits commerciaux et envois de fonds, ainsi qu'à la chute des recettes d'exportation.

9. Dans la **région Asie et Pacifique (APA)**, la plupart des pays ont été confrontés à une montée de l'inflation due à l'envolée du prix des denrées alimentaires et des combustibles au début de l'année 2008. Depuis le début de la crise financière, en septembre 2008, tous les pays à revenu intermédiaire de la région ont subi une accélération des turbulences financières. La crise financière prenant de l'ampleur au point d'entraîner un ralentissement de l'activité économique, tous les pays d'Asie, y compris les pays à faible revenu, ont été durement touchés. La diminution des richesses, de la confiance et de l'offre de crédit dans les économies avancées a provoqué une baisse de la consommation, de la production et des investissements. Il est, dès lors, probable que la dépendance de la région à l'égard des exportations la rendra encore plus vulnérable à l'incertitude de la relance économique dans les pays industrialisés. On peut s'attendre à ce que les pays à faible revenu soient les plus gravement atteints par la crise, étant donné leur marché intérieur restreint, leur très grande dépendance à l'égard des exportations et la diminution des envois de fonds. Les grands pays émergents que sont la Chine et l'Inde continueront de connaître une croissance positive, avec des taux compris entre 5 et 7 %, mais les pays nouvellement industrialisés accusent un recul de quelque 4 %. La Banque asiatique de développement (BAsD) prévoit un ralentissement de la croissance du PIB réel dans les pays en développement d'Asie de l'Est, laquelle passerait de 8 % en 2008 à 5,3 % cette année. La croissance en Asie du Sud s'est tassée, pour s'établir à 6 % en 2008 contre 8 % en 2007. Elle devrait continuer à baisser à 5 % en 2009, avant de remonter à 6 % en 2010.

10. Dans la **région des Etats arabes (ARB)**, les pays ont vu leur richesse économique augmenter rapidement en 2008. Parallèlement, ils ont dû faire face à une envolée des prix des denrées alimentaires et des matières premières. En juillet 2008, les répercussions de la crise financière et la forte décélération attendue de la croissance mondiale ont provoqué la chute du prix du pétrole. Les pays arabes exportateurs de pétrole ont, par conséquent, accusé une baisse de leurs recettes provenant des hydrocarbures, une détérioration des termes de l'échange et une réduction de l'excédent de leur balance des paiements. Le FMI met en garde contre des turbulences économiques mondiales qui, si elles devaient se prolonger, pourraient inciter les pays exportateurs de pétrole à revoir leurs estimations de l'évolution des prix du pétrole à long terme et, par conséquent, à réduire leurs plans de dépenses en matière d'infrastructures et leurs investissements dans la production pétrolière. L'économie de toute la région en subirait les conséquences, puisqu'il en résulterait un fléchissement de la demande de travailleurs arabes dans les Etats riches en pétrole, qui ne manquerait pas de se répercuter sur leurs envois de fonds. Les recettes provenant du tourisme interarabe déclineraient et, de ce fait, les pays arabes riches seraient enclins à réduire leurs investissements dans les pays plus pauvres. D'une manière générale, les pays arabes connaîtront une croissance économique plus lente (en baisse, de 5,5 % en 2008 à 3,3 % en 2009, d'après les estimations de la Banque mondiale), des difficultés pour équilibrer leur balance des paiements et une progression du chômage en 2009. La plupart des prévisions laissent entrevoir que le ralentissement de la croissance économique durera au moins un an. On peut donc s'attendre dans la région à un renforcement des tensions socioéconomiques, et même politiques, qui aggraveront l'instabilité et la pauvreté dans de

nombreux Etats arabes, en particulier dans ceux où une proportion élevée de la population vit tout juste au-dessus du seuil de pauvreté (Egypte, Maroc et Yémen).

11. Dans la région **Amérique latine et Caraïbes (LAC)**, après six ans de croissance soutenue (de quelque 5 % par an), la croissance du PIB, qui devait tomber à moins de 2 % en 2009 d'après les prévisions faites en début d'année, on s'attend maintenant à un repli de 0,3 % selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), en raison de la contraction (Chili, Mexique) ou de la stagnation (Brésil) des grandes économies de la région. Il est toutefois intéressant de noter que la crise actuelle ne devrait pas avoir de conséquences aussi désastreuses que la crise financière des années 1990 sur les économies des pays d'Amérique latine. A l'heure actuelle, les systèmes économiques des pays de la région sont plus résistants grâce à un faible taux d'inflation, à la fiabilité de leurs systèmes bancaires et aux excédents extérieurs et budgétaires qu'ils génèrent<sup>1</sup>. Ce contexte relativement favorable permet aux pays d'Amérique latine d'instaurer des mesures anticycliques pour protéger leur économie et leur marché du travail.

### **Contexte et propagation de la crise**

12. Globalement, contrairement à la crise d'ajustement structurel des années 1980, la crise actuelle a éclaté après huit années de croissance économique vigoureuse durant lesquelles de nombreux pays en développement ont accompli des progrès significatifs en termes de croissance et de réduction de la pauvreté. Comme évoqué précédemment, les pays africains avaient, durant la période 2000-2008, profité d'une croissance économique plus rapide et plus constante (de 5,3 % en moyenne sur l'ensemble du continent) que durant les décennies précédentes. La prospérité économique induite par le niveau élevé du cours des produits de base dans les pays d'Amérique latine entrainait dans sa neuvième année. Dans l'ensemble de l'Asie, les taux de croissance atteignaient des chiffres record dans la plupart des pays émergents lorsque la crise a éclaté.

13. En 2007, les pays en développement ont bénéficié du contexte financier relativement favorable qui s'était constitué au fil des années, comme en témoignent (i) le flux régulier et croissant des investissements directs étrangers (IDE), qui atteignaient 300 milliards en 2007<sup>2</sup>, (ii) la progression vigoureuse des envois de fonds, qui, d'après les estimations de la Banque mondiale, se chiffraient à 250 milliards dans le monde en 2007, et (iii) l'augmentation tendancielle de l'aide publique au développement (APD) qui franchissait le cap des 100 milliards de dollars des Etats-Unis en 2007, soit un quasi-doublement de l'aide en cinq ans, selon les estimations du Comité d'aide au développement (OCDE/CAD).

14. Tous les observateurs s'accordent à dire que la crise actuelle, qui, contrairement à la crise d'ajustement structurel survenue dans les années 1980, n'est pas imputable aux déséquilibres commerciaux ou budgétaires des pays en développement, mais à l'effondrement des systèmes financiers des pays développés, risque fort de bousculer cet environnement favorable<sup>2</sup>. Reste à savoir dans quelles proportions et pour combien de temps. Aujourd'hui, nul ne peut encore prédire ce que sera la durée du ralentissement actuel de l'économie. Pour certains observateurs, des signes de relance économique au début de l'année 2010 sont perceptibles dans les pays développés. Pour d'autres, les systèmes financiers de ces pays n'ont pas encore été suffisamment purgés des éléments toxiques pour qu'on ait la garantie d'une relance stable et l'orientation à la baisse des cours des

---

<sup>1</sup> *Los dilemas de la política económica en tiempos sin precedente. Como enfrentar la crisis global en America Latina y el Caribe*, Alejandro Izquierdo, Ernesto Talvi, BID, 2009.

<sup>2</sup> *The global financial crisis: financial flows to developing countries set to fall by one quarter*, M. Cali, I. Massa, W. te Velde, ODI, 13 novembre 2008

produits de base – hormis peut-être du pétrole – considérée comme durable aura des effets négatifs sur les pays en développement dans les années à venir.

15. En outre, les pays en développement ne seront pas tous frappés dans les mêmes proportions. Le caractère hétérogène de l'incidence de la crise donnera matière à de nombreux débats au sein de la communauté internationale.

16. Dans l'intervalle, l'effondrement des systèmes financiers a immédiatement provoqué une perte de confiance, donnant ainsi un coup d'arrêt brutal aux mouvements de capitaux, tandis que les prix des produits de base chutaient fortement à cause de la baisse de la demande globale et du resserrement du volume des échanges commerciaux internationaux. En Europe centrale, en Europe de l'Est et en Asie de l'Est, les pays à revenu intermédiaire, très dépendants de ces flux et de l'accès aux marchés des pays en développement pour leurs exportations, ont été les premières victimes. Selon un rapport de la Banque mondiale<sup>3</sup> destiné à préparer la réunion des ministres des finances du G20 en mars 2009, la majorité des pays à revenu intermédiaire, y compris les grands pays (Inde, Brésil, Indonésie, Philippines et Turquie), ont enregistré une chute vertigineuse de leurs exportations en 2008 et tout semble indiquer que cette baisse tendancielle se poursuivra en 2009.

17. Les modes de propagation de la crise dans les pays à faible revenu (PFR) prendront des formes variables<sup>4</sup> telles que :

- chute des investissements directs étrangers (IDE) : le choc sera particulièrement rude pour l'Afrique subsaharienne, car les mouvements de capitaux à destination de cette région avaient considérablement augmenté entre 2002 et 2007 ;
- baisse du cours des produits de base : elle mettra sérieusement à mal les pays largement tributaires des exportations de produits de base non pétroliers, même s'il est probable que les pays importateurs de pétrole tireront profit du faible niveau des cours. Le solde global sera probablement négatif ;
- amenuisement des recettes publiques en raison de la forte dépendance à l'égard des taxes sur le commerce ;
- diminution des envois de fonds : par suite du fléchissement de l'activité dans les pays avancés, les envois de fonds, qui constituent une source importante de devises et de soutien aux ménages pauvres dans les PFR, diminuent ;
- déclin des flux d'APD dans la mesure où les apports d'aide et les décaissements sont en corrélation avec le niveau d'activité des pays donateurs.

18. Un rapport récent du PNUD, consacré à une analyse des principaux mécanismes qui contribuent à propager les effets de la crise dans les pays en développement, à savoir les envois de fonds, les mouvements de capitaux et le commerce, concluait que (i) les envois de fonds diminueront en 2009 (entre - 1 % et - 6 %), voire chuteront plus fortement si la récession s'aggrave, (ii) les flux d'IDE vers l'Amérique latine et l'Afrique avaient déjà baissé de 10 % en 2008, il faudrait donc s'attendre à ce que cette baisse se poursuive en 2009 et (iii) les échanges commerciaux ressentiront les effets de la croissance négative des exportations, compte tenu de la baisse tendancielle des volumes et des prix des produits de base<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> *Swimming Against the Tide: How Developing Countries Are Coping with the Global crisis*, Document d'information élaboré par le personnel de la Banque mondiale à l'occasion de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20, Horsham, Royaume-Uni, 13-14 mars 2009

<sup>4</sup> *The Implications of the Global Financial Crisis for Low-Income Countries*, FMI, mars 2009

<sup>5</sup> *The financial crisis and its impact on developing countries*, S. Griffith-Jones et J. A. Ocampo, Centre international de politiques pour la croissance inclusive, PNUD, 2009

19. Pour l'heure, nul ne peut dire ce que sera l'incidence globale de la crise dans chaque PFR. On peut néanmoins imaginer que les pays les plus durement frappés seront ceux qui ont bénéficié d'un volume d'IDE élevé ces dernières années, développé une agriculture principalement axée sur l'exportation et où les envois de fonds constituent une part importante de leur PIB. A l'opposé, les pays n'ayant qu'un accès limité aux flux de capitaux privés et étant largement tributaires de l'agriculture domestique seront temporairement à l'abri des effets directs de la crise, mais de plus en plus dépendants à l'égard de l'APD et des emprunts contractés à des conditions de faveur.

20. Début 2009, le PNUD a tenté d'évaluer l'incidence de la crise en s'appuyant sur une enquête réalisée par ses bureaux sur le terrain. Selon la Réponse consolidée<sup>6</sup>, élaborée sur la base des réponses fournies par 46 bureaux de pays du PNUD, l'impact sur l'emploi dans certains secteurs clés, tels que tourisme, habillement et textile, bâtiment, est déjà perceptible dans plusieurs pays. Le rapport indique en outre que « *dans la quasi-totalité des pays, les recettes fiscales ont diminué ou devraient diminuer en raison du ralentissement de la croissance et de l'activité commerciale... et, en tout état de cause, les budgets sont déjà sous pression du fait de la nécessité croissante de mesures de stimulation de l'économie et d'assistance sociale.* »

21. Dans un document d'analyse (2009)<sup>7</sup> l'OIT met en garde contre une prolongation de l'incidence de la crise mondiale sur le marché de l'emploi : « *... après quatre années consécutives de baisse, le nombre de chômeurs a augmenté de 11 millions en 2008. Et comme la crise continue et que les suppressions d'emplois se multiplient, le monde pourrait compter 40 millions de chômeurs de plus à la fin de cette année...* » Selon l'OIT, les secteurs axés sur les exportations qui sont les principales sources d'emplois formels dans bon nombre de pays en développement, sont confrontés à la perspective d'un repli des marchés mondiaux et il faut s'attendre à ce que les emplois informels et le nombre de travailleurs pauvres augmentent. « *Les enseignements tirés des crises financières antérieures montrent que le marché du travail ne se redresse généralement que quatre ou cinq ans après la reprise de l'économie (laquelle n'est pas attendue avant la fin de 2009). Cela tient au fait qu'il est extrêmement difficile de revenir à la normale après une hausse massive du chômage de longue durée ...– encore accentuée par le retour des travailleurs migrants et d'importants flux migratoires inversés – depuis les zones urbaines vers les zones rurales. Si ces tendances se confirment, les effets de la crise se feront durablement sentir, provoquant de graves problèmes sociaux et privant l'économie de précieuses ressources.* »

## **1.2 Perspectives économiques à compter de juin 2009 : conclusions de l'enquête rapide**

22. Ce chapitre détaille les conclusions de l'enquête rapide portant sur les tendances du PIB, le revenu national et la dépendance à l'égard de l'APD par région. Les cinquante pays couverts par l'enquête sont répartis en quatre grandes catégories de région (AFR – Afrique subsaharienne; APA – Asie et Pacifique ; ARB – région des Etats arabes ; LAC – Amérique latine et Caraïbes).<sup>8</sup> Il tente également d'identifier les effets potentiels de la crise en fonction des perspectives de développement économique de ces pays.

---

<sup>6</sup> *Consolidated REPLY/Impact of the financial crisis and responses by developing countries*, PNUD, Réduction de la pauvreté, mars 2009

<sup>7</sup> *Lutter contre la crise économique et financière par le travail décent*, rapport d'analyse de l'OIT, mars 2009.

<sup>8</sup> L'Arménie étant le seul pays de la région Europe et Amérique du Nord (EUR) à avoir répondu à l'enquête, ce rapport ne traite pas de cette région, exception faite de l'Arménie (Annexe 6).

23. On trouvera ci-après une présentation, par région, des caractéristiques majeures des perspectives économiques, tels qu'elles ressortent de réponses de chaque pays.<sup>9</sup> Pour les informations relatives à chaque pays, par région, on se reportera à l'Annexe 2.

### Afrique subsaharienne

24. Sur les quatorze pays d'Afrique subsaharienne ayant fourni des données sur leur PIB en répondant au questionnaire de l'enquête rapide, deux seulement font état d'un recul du PIB entre 2007 et 2008, contre les cinq escomptés entre 2008 et 2009. Dans cinq de ces quatorze pays, le PIB sera plus faible en 2009 qu'en 2007 (Tableau 1).

25. Dans l'ensemble, il semblerait que la croissance du PIB dans les pays d'Afrique subsaharienne durant la période 2007-2009 soit à la fois plus inégale et sujette à des écarts de résultats importants d'un pays à l'autre, situation qui contraste nettement avec les résultats remarquables de ces pays durant la dernière décennie. Les répercussions sur les pays se manifestent sous des formes variables, selon leur degré d'ouverture, leur dépendance à l'égard de l'aide et des envois de fonds, leur intégration financière, leurs structures économiques et commerciales et leurs institutions.

**Tableau 1 : Tendances du produit intérieur brut (en milliards de dollars des Etats-Unis)**

Pays	PIB, milliards de \$ EU			'+' hausse ; '-' baisse		
	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
Bénin	5,6	6,9	7,5	+	+	+
Botswana	12,2	13,9	9,7	+	-	-
Burkina Faso	6,8	8,1	8,1	+	+	+
Cameroun	20,6	23,6	21,3	+	+	-
Congo, République démocratique du	9,0	9,5	10,0	+	+	+
Congo, République du	7,6	10,7	7,6	+	-	-
Ghana	15,0	16,1	16,1	+	+	-
Guinée	4,6	4,0	4,2	-	-	+
Kenya	32,8	29,7	32,5	-	-	+
Malawi	2,4	2,6	2,7	+	+	+
Mali	6,7	7,2	7,7	+	+	+
Mozambique	8,0	9,7	10,1	+	+	+
Sénégal	11,2	12,9	14,0	+	+	+
Soudan	46,3	49,5	43,0	+	-	-
<i>Comptage</i>	<i>14</i>	<i>14</i>	<i>14</i>	<i>12</i>	<i>9</i>	<i>9</i>

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

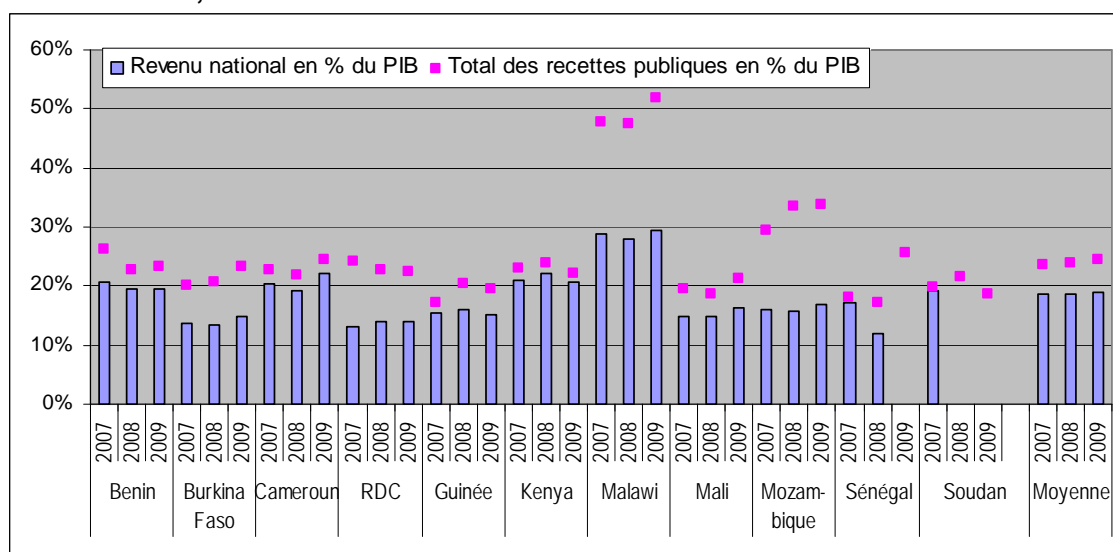
26. En 2007 et 2008, la croissance du PIB était particulièrement forte dans les pays exportateurs nets de pétrole (environ 6,7 % en moyenne) en raison de la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation de la production dans de nombreux pays allant de pair avec l'accroissement des investissements publics et privés. On prévoit, cependant, que la croissance du PIB sera sensiblement plus faible en 2009, tant dans les pays exportateurs

<sup>9</sup> Les chiffres de la croissance économique fournis par chaque pays en réponse à l'enquête ont été, lorsque cela était possible, vérifiés et comparés à ceux figurant dans la base de données du FMI et, en cas d'écart important, remplacés par ces derniers. Toutefois, lorsque l'écart entre les chiffres fournis par les pays et les chiffres du FMI était faible, ce sont les premiers qui ont été retenus. Les données relatives aux ressources publiques correspondent, dans la plupart des cas, aux données fournies par les pays dans leur réponse à l'enquête.

nets de pétrole que dans les pays importateurs nets de pétrole et il est probable que l'incidence de la crise mondiale sera ressentie plus durement dans les pays exportateurs nets de pétrole (et les pays exportateurs de minerais) que dans les économies plus diversifiées et dans les pays qui exportent certains produits de base agricoles, comme des boissons. On s'attend à ce que le PIB des pays importateurs nets de pétrole s'élève à 3,3 % en 2009, contre 2,4 % dans les pays exportateurs nets de pétrole. Jusqu'à présent, les économies diversifiées semblent mieux résister à la crise financière et économique que d'autres pays.

27. Dans la majorité des pays, le revenu national représente moins de 20 % du PIB (Graphique 2). Dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'écart entre le total des ressources publiques et le revenu national est relativement important, ce qui laisse supposer qu'ils sont largement tributaires de l'APD sous la forme de prêts et de dons. L'écart est appréciable dans des pays tels que le Burkina Faso, la République démocratique du Congo (RDC), le Malawi et le Sénégal. La part du revenu national dans le total des ressources publiques atteignait 79,2 % en 2007 et 77,9 % en 2008 et elle devrait baisser à 77,5 % en 2009 dans les neuf pays représentés sur le Graphique 2, signe d'une augmentation de la dépendance de ces pays à l'égard de l'aide.

**Graphique 2 : Revenu national et ressources publiques en % du PIB, Afrique subsaharienne, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009  
*N.B.* : Les neuf pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, RDC, Guinée, Kenya, Malawi, Mali et Mozambique.

### Asie et Pacifique

28. Globalement, la croissance du PIB ralentit dans les dix-sept pays de cette région couverts par l'enquête. En 2007-2008, le PIB était en hausse dans tous ces pays sauf un, mais dans huit d'entre eux seulement en 2008-2009. On prévoit une diminution du PIB dans neuf pays. Dans cinq pays, le PIB sera plus faible en 2009 qu'en 2007. Dans les grands pays, la situation est très contrastée : en Inde, la croissance se maintiendra en 2009, tandis que le Pakistan et la Thaïlande doivent s'attendre à une contraction de leur PIB (Tableau 2).

29. La croissance économique faiblit dans la plupart des pays. Les pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé (par ex. Singapour, Kazakhstan, Thaïlande, etc.) seront les

plus durement touchés, car ils sont directement exposés au commerce international et aux flux financiers internationaux, alors que les pays à faible revenu semblent relativement mieux protégés contre les turbulences financières, étant donné l'intégration limitée de leurs marchés financiers locaux dans les marchés financiers mondiaux. A l'inverse, compte tenu de leur structure économique, ces pays à faible revenu sont vulnérables à la deuxième vague probable de répercussions de la crise financière, parce que leurs économies dépendent, pour une part non négligeable, des exportations d'un nombre souvent restreint de produits de base, des envois de fonds et du tourisme. Bas niveau du cours des produits de base, recul des envois de fonds et diminution des recettes provenant du tourisme sont autant de facteurs susceptibles d'entraîner une expansion du chômage ou du sous-emploi, une plus grande vulnérabilité des pauvres et une baisse du revenu national.

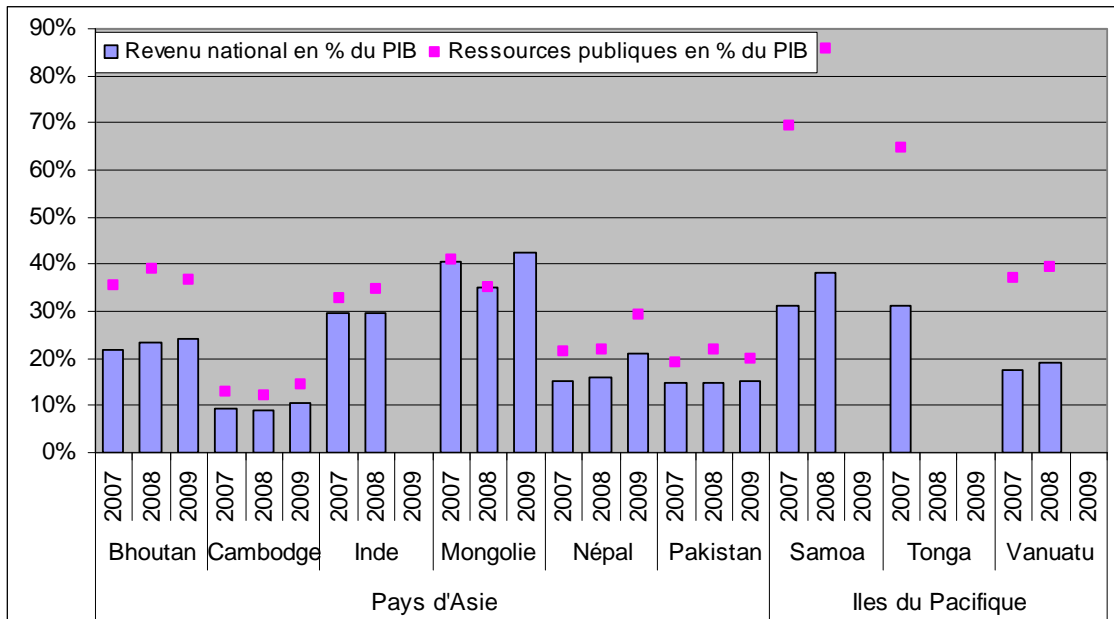
**Tableau 2 : Tendances du produit intérieur brut (en milliards de dollars des Etats-Unis)**

Pays	PIB, milliards de \$ EU			'+' hausse ; '-' baisse		
	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
Bhoutan	1,1	1,3	1,4	+	+	+
Cambodge	8,8	11,0	11,8	+	+	+
Inde	834,6	1.073,8	1.185,7	+	+	+
Kazakhstan	108,5	102,4	101,9	-	-	-
Kiribati	0,13	0,14	0,11	+	-	-
Kirghizistan	2,9	2,9	2,5	+	-	-
RDP lao	4,1	5,2	5,9	+	+	+
Mongolie	3,9	5,2	4,8	+	+	-
Népal	10,4	11,3	10,2	+	-	-
Pakistan	143,9	170,2	158,2	+	+	-
Samoa	0,4	0,4	0,5	+	+	+
Singapour	189,0	193,0	180,0	+	-	-
Sri Lanka	32,3	38,7	39,6	+	+	+
Thaïlande	245,5	281,6	280,3	+	+	-
Tonga	0,246	0,258	0,259	+	+	-
Vanuatu	0,51	0,57	0,55	+	+	-
Vietnam	71,5	89,9	90,5	+	+	+
<i>Total</i>	<i>1.657,7</i>	<i>1.987,8</i>	<i>2.074,2</i>	<i>+</i>	<i>+</i>	<i>+</i>
<i>Comptage</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>16</i>	<i>12</i>	<i>8</i>

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

30. Les pays à revenu intermédiaire de la région tentent d'atténuer l'incidence de la crise sur les catégories les plus vulnérables de leur population en maintenant et, dans certains cas, en renforçant les dispositifs de transferts sociaux et « filets de sécurité » existants, notamment en matière de distribution de repas scolaires et de soutien ciblé, afin d'éviter que les familles pauvres ne souffrent du poids accru que la scolarisation de leurs enfants fait peser sur le ménage. Pour les pays à faible revenu, qui n'ont pas une grande flexibilité budgétaire, aider les populations pauvres est un défi de plus en plus lourd à relever, à moins qu'ils ne bénéficient d'aide extérieure.

**Graphique 3 : Revenu national et ressources publiques en % du PIB, Asie et Pacifique, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

31. Le revenu national en pourcentage du PIB varie considérablement d'un pays à l'autre dans cette région, passant de quelque 10 % au Cambodge à 40 % en Mongolie (Graphique 3).

32. Le graphique ci-dessus montre que la plupart des pays de la région sont très dépendants de l'aide extérieure pour compléter leur revenu national, par exemple sous forme de prêts et dons de l'étranger, puisque les ressources non nationales représentent plus de 30 % du total du budget public. L'écart entre le revenu national et les ressources publiques est particulièrement élevé dans les pays à faible revenu (par ex. Bhoutan, Cambodge, Népal et Pakistan) et dans les îles du Pacifique. Une réduction de l'aide financière (consentie par des pays à revenu élevé fortement éprouvés par la crise financière) aura un effet dévastateur sur les finances publiques dans les pays les moins développés.

### Région des Etats arabes

33. L'enquête rapide a fourni des données sur huit Etats arabes. La région peut être divisée en quatre groupes selon le mode de classement couramment utilisé par les organismes de développement pour évaluer les performances économiques de ces pays :

- Pays qui font partie du Conseil de coopération du Golfe (CCG), exportateurs de pétrole et peu peuplés : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Emirats arabes unis.
- Pays exportateurs de pétrole avec une population élevée par rapport à leur richesse pétrolière : Algérie, Irak, Iran, Libye, Soudan et Syrie.
- Pays non exportateurs de pétrole qui ont des liens forts avec le CCG : Jordanie, Liban, Yémen et Palestine.
- Economies diversifiées qui ont des liens forts avec l'EU et les pays de l'OCDE : Maroc, Tunisie et Egypte.

34. Le Tableau 3 illustre les tendances de la croissance du PIB dans les pays de la région ayant répondu à l'enquête. En dépit du petit nombre de pays représentés, on peut dire que,

dans l'ensemble, la région a enregistré une croissance relativement soutenue en 2007 et 2008 (hormis deux exceptions notables, l'Irak et les Territoires palestiniens).

**Tableau 3 : Tendances du taux de croissance du PIB dans la région des Etats arabes, 2007-2009**

Pays	PIB, milliards de \$ EU			'+' hausse ; '-' baisse		
	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
Egypte	414,1	442,6	473,0	+	+	+
Irak	68,4	79,8	83,5	+	+	+
Jordanie	16,0	19,0	20,0	+	+	+
Liban	24,6	28,9	31,3	+	+	+
Territoires palestiniens	2,8	3,9	4,2	+	+	+
Qatar	71,0	102,3	99,7	+	+	-
Soudan	46,3	49,5	43,0	+	-	-
Yémen	53,6	55,3	55,7	+	+	+
Comptage	8	8	8	8	7	6

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

35. Les pays membres du CCG sont les plus à même d'amortir les secousses économiques parce qu'ils jouissent d'une position financière exceptionnellement solide, ce qui leur permet d'absorber l'impact initial de la crise financière mondiale (par ex. Qatar). Lorsque les prix du pétrole ont amorcé une baisse au milieu de l'année 2008, les pays du CCG ont, comme il fallait s'y attendre, enregistré une forte diminution de leurs recettes, d'où un ralentissement de leur croissance en 2009 par rapport à l'année précédente. Selon l'Agence américaine pour l'information sur l'énergie, les revenus pétroliers des Etats arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) continueront de diminuer, passant de 678 milliards de dollars en 2008 à 268 milliards de dollars en 2009. D'après les prévisions, les recettes d'exportation de l'Arabie saoudite tomberont de 285 milliards de dollars à 111 milliards de dollars et celles de l'Irak de 59 milliards de dollars à 23 milliards de dollars.<sup>10</sup>

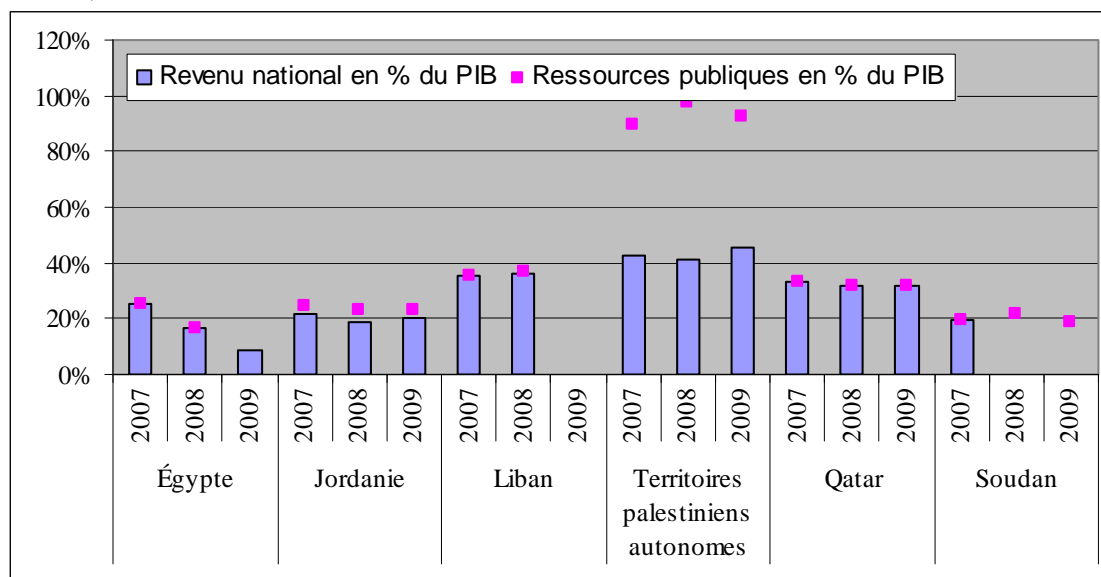
36. Si la prudence s'impose en matière de prévisions, ces estimations n'en paraissent pas moins raisonnables. Elles auront une incidence directe sur les économies des grands producteurs de pétrole. A titre d'exemple, le budget de l'Arabie saoudite devrait être déficitaire – pour la première fois depuis 2002 – et pourrait se chiffrer à 11-12 % du PIB. La croissance économique s'est ralentie, passant de quelque 4 % en 2008 pour devenir quasiment nulle en 2009. Dans les Emirats arabes unis, le budget largement excédentaire en 2008 deviendra déficitaire en 2009. La croissance économique a chuté brutalement, tombant de 8 % en 2008 à moins de 1 %. Actuellement, les dépenses publiques sont élevées et combler le vide laissé par le repli de l'activité du secteur privé dans les pays producteurs de pétrole. C'est le cas, par exemple, du Koweït, de la Libye et de l'Arabie saoudite.

37. Dans l'ensemble, l'incidence de la crise sur le CCG n'a rien d'alarmant, mais un ralentissement de l'activité économique des pays du CCG aura un impact direct sur des pays non exportateurs de pétrole qui ont des liens forts avec le CCG au travers de licenciements de ressortissants d'Etats n'appartenant pas au CCG (par ex. Egypte, Jordanie et Liban), d'une diminution des envois de fonds vers des Etats n'appartenant pas au CCG et d'une baisse des flux d'APD en provenance des Etats du CCG. Dans cette région du monde, un marché transnational de l'emploi s'est rapidement développé durant les dernières décennies et les pays non producteurs de pétrole sont extrêmement sensibles à tout fléchissement de l'activité économique dans des pays producteurs de pétrole. Les répercussions sur les

<sup>10</sup> "The impact of the global economic crisis on the Arab World", dans The Quarterly Journal InFOCUS, Volume III, N° 2, Paul Rivlin, été 2009.

économies des pays non exportateurs de pétrole qui ont des liens forts avec le CCG (par ex. Jordanie, Liban, Yémen et Territoires palestiniens) se traduiront par une diminution des envois de fonds, des IDE et du tourisme en provenance des Etats du CCG et par une expansion du chômage liée au retour dans leur pays d'origine de travailleurs qui auront été licenciés dans l'un des pays du CCG.

**Graphique 4 : Revenu national et ressources publiques en % du PIB, région des Etats arabes, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

38. Le revenu national en pourcentage du PIB est compris entre 20 % et 40 % dans la région. A l'exception des Territoires palestiniens, la plupart des pays ayant répondu à l'enquête sont, semble-t-il, moins dépendants de l'aide extérieure pour leurs dépenses que les pays d'autres régions<sup>11</sup>.

### Amérique latine et Caraïbes

39. L'enquête rapide a fourni des données pour onze pays, que l'on a répartis en deux groupes : un premier groupe où la croissance du PIB en 2009 sera négative (Mexique, Equateur et Chili) et un second groupe où un ralentissement significatif de la croissance du PIB sera observé (Costa Rica, République dominicaine, Haïti, Honduras, Nicaragua, Salvador et Saint Vincent). En 2009, le PIB du Mexique sera plus faible qu'il ne l'était en 2007.

<sup>11</sup> A revérifier pour ce qui concerne l'Égypte. Là encore, les données utilisées dans ce rapport sont le plus souvent extraites de l'enquête. Tout en continuant à vérifier les données fournies, il n'en faut pas moins être prudent vis-à-vis de certaines données figurant dans ce rapport.

**Tableau 4 : Tendances du produit intérieur brut (en milliards de dollars des Etats-Unis)**

Pays	PIB, milliards de \$ EU			'+' hausse ; '-' baisse		
	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
Mexique	901,48	1 176,89	853,63	+	-	-
Equateur	45,79	52,57	51,11	+	+	-
Chili	202,70	234,40	233,40	+	+	-
St. Vincent	0,55	0,60	0,62	+	+	+
Haïti	11,33	11,59	11,82	+	+	+
Nicaragua	5,69	6,35	6,55	+	+	+
République dominicaine	38,52	44,29	45,02	+	+	+
Costa Rica	26,27	28,30	30,18	+	+	+
Honduras	12,40	14,30	16,50	+	+	+
<i>Comptage</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>9</i>	<i>7</i>

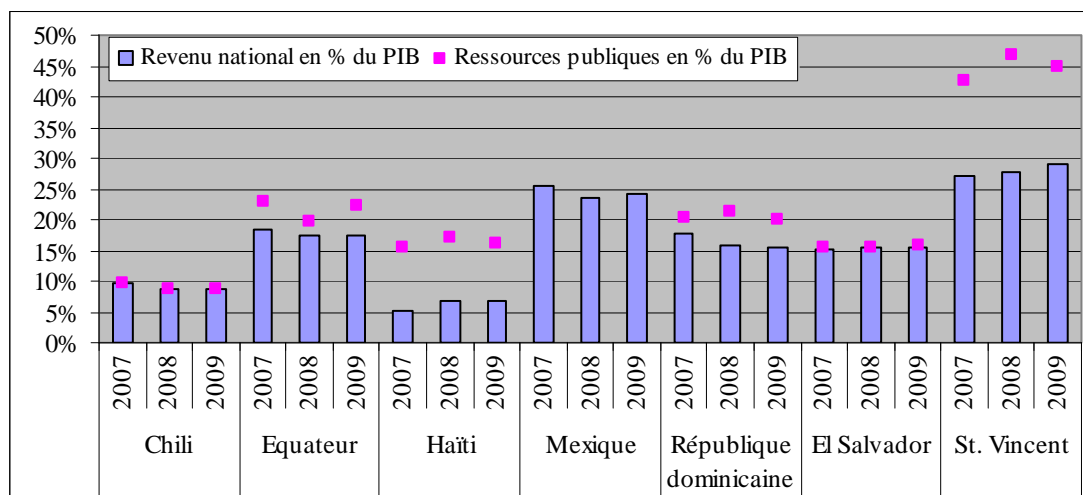
Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

40. Il ne fait aucun doute que la crise financière frappe de façon particulièrement aiguë les pays à revenu intermédiaire de cette région dont les économies sont, en majorité, des économies de marché ouvertes, sensibles aux mouvements de capitaux, mais aussi et surtout, aux prix des produits de base. Il semble que l'incidence de la crise sur les économies de la région LAC, ressentie dès le second semestre 2008, ait été plus visible en 2009. La contraction du PIB dans les grandes économies (Mexique, Chili) de la région, ajoutée à la stagnation au Brésil, devrait entraîner la stagnation de l'économie dans l'ensemble de la région en 2009.

41. La majorité des pays d'Amérique latine visés par l'enquête sont conscients de la nécessité de relancer la demande globale via l'instauration de mesures anticycliques énergiques, comme le montre l'augmentation du volume des dépenses publiques. Le principal objectif est de limiter les effets néfastes de la crise sur le niveau de l'emploi. Ainsi, la réponse de ces pays est très similaire à celle des pays développés. Il y a donc une différence radicale avec les crises passées pour lesquelles les gouvernements de la région, confrontés à une diminution de leurs recettes budgétaires induite par une croissance faible et des déficits de leur budget, ont, pour la plupart, choisi de réduire leurs programmes de soutien social et le poids de l'Etat, souvent en licenciant des fonctionnaires, et de tabler sur des mesures de stimulation du secteur privé. A l'heure actuelle, on prévoit que le secteur public jouera un rôle central dans la réponse des pouvoirs publics à la crise, en misant sur l'adoption de mesures anticycliques de soutien au secteur public. Les perspectives pour les secteurs sociaux de l'éducation et de la santé, sont moins sombres que par le passé, dans la mesure où les dépenses publiques sont désormais perçues comme un moyen efficace de se prémunir contre la crise financière et d'éviter une crise sociale de grande ampleur. Les investissements à long terme en matière d'éducation et les dépenses d'investissement sont considérés comme des politiques à long terme destinées à améliorer le capital humain et à assurer la relance économique.

42. Pour mettre en œuvre ces réponses politiques, les pays de la région LAC ont besoin de financements extérieurs. Nombre d'entre eux souscrivent des emprunts auprès d'organismes internationaux de financement, comme la Banque interaméricaine de développement (BID) par exemple.

**Graphique 5 : Revenu national et ressources publiques en % du PIB, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

43. Le revenu national représente une part relativement faible du PIB, avoisinant les 20-25 % dans la plupart des pays. La dépendance à l'égard de l'aide est, semble-t-il, forte dans la plupart des pays (Equateur, Haïti, République dominicaine et St Vincent), alors qu'elle est nulle ou marginale au Chili.

### 1.3 Conclusions

44. En résumé, on peut dire à ce stade que, en 2009, les pays en développement pâtiront moins de la crise actuelle que les pays de l'OCDE. Contrairement à la zone OCDE où la contraction réelle du PIB est quasi-générale (- 4,3 en 2009 et - 0,10 % en 2010 d'après les dernières estimations de l'OCDE), on prévoit que cette contraction ne se sera qu'exceptionnelle dans les pays en développement et qu'elle sera plutôt rare dans les grands pays en développement, exception faite de l'Amérique latine. Certes, les taux de croissance du PIB sont en baisse dans l'ensemble du monde en développement, mais leur niveau initial était souvent élevé.

45. Sur le plan régional, les perspectives d'une relance dans un proche avenir sont également plus clairement visibles dans les grandes économies d'Asie (Chine, Inde, Indonésie et Philippines) que dans celles de la région LAC (Brésil, Chili et Mexique). La remontée récente des prix du pétrole peut aussi laisser supposer que les difficultés rencontrées par les pays producteurs et exportateurs de pétrole et par les économies des pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord qui ont des liens forts avec le CCG (Conseil de coopération du Golfe) seront de courte durée. C'est en Afrique subsaharienne que les répercussions sur la croissance et les services sociaux pourraient être les plus marquées, comme le montre l'expérience des crises passées. En dépit de récents progrès, l'économie de nombreux pays d'Afrique subsaharienne demeure fragile et très vulnérable aux bouleversements du monde extérieur. Les pays de cette région sont, pour la majorité d'entre eux, largement tributaires de l'aide extérieure, en particulier de l'APD, pour améliorer l'offre publique des services sociaux d'importance majeure, notamment de services éducatifs. La plupart des pays à faible revenu ayant répondu à l'enquête de l'UNESCO indiquent que la part de l'aide dans leurs ressources publiques se situe autour de 20 à 30 %.

46. La pénurie des ressources publiques due à la crise est difficile à évaluer avec exactitude. Pour l'heure, on considère que, même si la crise a, partout dans le monde, un impact défavorable sur les recettes publiques, les mesures prises pour y faire face en relançant la demande et en renforçant les investissements pourront peut-être éviter qu'elle n'ait des effets négatifs sur les dépenses publiques en général et sur les dépenses consacrées à l'éducation en particulier.

47. Dans un tel contexte, l'APD est d'une importance cruciale pour permettre la poursuite des activités en cours et la mise en place de nouveaux programmes d'investissement.

## 2. Perspectives en matière de dépenses publiques des pays consacrées à l'éducation

### 2.1 Les crises et l'éducation : les enseignements du passé

48. La crise économique qui a sévi dans la plupart des pays du Tiers Monde durant les années 1980, a contraint de nombreux pays à instaurer des mesures sévères d'austérité pour compenser les déséquilibres budgétaires, réduire la dette et juguler l'inflation. **Réduire le déficit budgétaire de l'Etat était devenu l'un des principaux objectifs des politiques économiques** et, à défaut d'un accroissement des recettes publiques, la compression des dépenses du secteur public était l'un des éléments, sinon l'élément majeur, pour une stabilisation à court terme d'une part, et d'autre part un ajustement structurel à plus long terme.

49. Ces politiques, dites politiques d'ajustement structurel, ont été très controversées, notamment par ceux qui y voyaient un risque d'aggraver la pauvreté et de provoquer la suspension de l'offre gouvernementale de services publics, en particulier de l'éducation. Le FMI et la Banque mondiale se sont au contraire posés en ardents défenseurs de ces politiques et ont conçu de nouveaux instruments, destinés à apporter un soutien aux pays qui le souhaiteraient pour l'instauration d'un programme d'ajustement. Le Mécanisme d'ajustement structurel introduit en 1986 par le FMI avait pour but d'aider les pays à faible revenu à financer une réforme politique à moyen terme. Des prêts à l'ajustement structurel, différents des prêts-projets, ont été lancés par la Banque mondiale au début des années 1980 dans le but de financer des ajustements structurels dans des secteurs spécifiques. Diverses institutions des Nations Unies, plus particulièrement l'UNICEF, le PNUD et l'UNESCO, se sont montrées beaucoup plus réservées vis-à-vis du cours nouveau qui était pris en matière d'aide au développement, soulignant ses effets néfastes sur la situation des groupes les plus vulnérables, premiers bénéficiaires de la participation des gouvernements à l'offre de services dans le domaine de l'éducation et de la santé. L'UNICEF a ainsi préconisé des politiques d'ajustement « à visage humain ». Le PNUD a, quant à lui, plaidé en faveur des « dimensions sociales » de l'ajustement, tandis que l'UNESCO faisait remarquer que, durant les années 1980, les taux de scolarisation avaient baissé dans la moitié des pays africains.

50. En 1989, un Groupe de travail OIT-UNESCO sur l'austérité, l'ajustement et les ressources humaines a été constitué pour analyser les réponses du secteur éducatif aux programmes d'austérité et d'ajustement. Ce groupe de travail débuta ses travaux en déclarant que «... la réduction des budgets publics, qui est manifestement l'une des conséquences majeures de l'alourdissement du fardeau de la dette, des mesures de stabilisation et d'ajustement, a mis de nombreux systèmes éducatifs en état de choc. Les gouvernements ont réagi en réduisant leurs dépenses d'éducation, ce qui a entraîné une baisse du montant des dépenses réelles d'éducation par élève, en particulier en Afrique et en Amérique latine... » Le groupe de travail affirmait également que « La réduction des dépenses d'éducation représente une sérieuse menace pour la qualité de l'éducation et l'équité...<sup>12</sup> ». Les conséquences prévisibles des compressions budgétaires en termes de classes surchargées, de fournitures et d'équipements scolaires inadaptés, d'enseignants sous-payés et de rapports élèves/enseignant élevés étaient considérables aux yeux des membres du groupe de travail, d'où leur décision d'entreprendre une analyse approfondie

---

<sup>12</sup> Samoff, J. et Groupe de travail (1994) *Crisis and adjustment: Understanding National Responses*, dans J. Samoff (Ed) *Coping with crisis* (UNESCO Cassell).

des réponses apportées, dans cinq pays, par le secteur éducatif aux compressions budgétaires.

51. Les premières conclusions du groupe de travail ne satisfaisaient pas complètement aux premières estimations car les gouvernements des pays étudiés avaient trouvé des solutions pour maintenir plus ou moins au même niveau la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation, alors que les programmes d'ajustement exerçaient de fortes pressions pour réduire la masse salariale. Des mesures avaient été prises pour réduire le nombre d'enseignants, leurs salaires ou les deux, telles que la déqualification (abaissement du niveau de formation), la hausse de salaires à un taux inférieur à celui de l'inflation ou l'augmentation du rapport élèves/enseignant. Les compressions budgétaires avaient également eu pour résultat une pénurie de matériels pédagogiques et une dégradation des installations. Tout en suspectant une détérioration de la qualité, on ne disposait pas de preuves suffisantes pour en étayer la réalité, faute d'indicateurs de qualité mesurables.

52. Les effets défavorables des politiques d'ajustement structurels étaient ressentis de façon plus nette au-delà des budgets de l'éducation, une partie des dépenses consacrées à l'éducation ayant été privatisée, via l'instauration ou l'augmentation des frais de scolarité ou via des incitations à la création d'écoles privées. Les ressources personnelles s'étaient donc substituées aux ressources publiques. « *Dans tous les pays étudiés, l'inégalité d'accès et de progression dans le système scolaire s'est, semble-t-il, creusée. Soit les familles les plus aisées ont pu financer un enseignement privé de meilleure qualité, soit elles se sont organisées pour préserver le niveau ou le type d'enseignement auquel elles avaient accès, laissant ainsi le reste du système se détériorer* ». Mais le plus important, dans la perspective actuelle d'une campagne de grande ampleur en faveur de la réalisation des objectifs de l'EPT, était que « *... crise et ajustement semblent avoir usé la volonté largement proclamée de donner la priorité à l'enseignement primaire* »<sup>13</sup>, étant donné la part de plus en plus grande que représente l'enseignement supérieur dans le budget de l'éducation.

53. L'observation superficielle de nombreux systèmes éducatifs, fonctionnant constamment sous pression fiscale, à plus forte raison en temps de crise, ajoute du crédit à ces conclusions :

- les effectifs dans l'enseignement privé augmentent, les familles plus aisées s'efforçant d'échapper à la dégradation des conditions et de la qualité des écoles publiques et ayant les moyens de financer une éducation payante de meilleure qualité ;
- ce transfert vers le privé génère une forte demande politique en faveur d'une augmentation des dépenses dans l'enseignement secondaire et supérieur, souvent dans des établissements privés,
- ...ce qui aboutit progressivement à une détérioration de l'enseignement primaire public, puisque le soutien politique dont il bénéficie tend à faiblir.

54. Le même phénomène s'est produit dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie, ces dernières années : encouragée par les contraintes pesant sur les budgets publics, la privatisation a induit un report des ressources et de l'attention des responsables politiques vers l'enseignement secondaire et supérieur au détriment de l'enseignement primaire et accentué le cloisonnement entre l'enseignement public et l'enseignement privé, ce qui a eu pour effet de creuser les écarts d'une région à l'autre, et ce en défaveur des régions les pauvres du pays. Egalité et équité sont à l'évidence les premières victimes des contraintes financières qui pèsent sur les budgets publics alloués à l'éducation.

---

<sup>13</sup> Idem, chapitre 11

55. Selon un récent rapport de la Banque mondiale<sup>14</sup>, les effets des crises passées sur la scolarisation étaient contrastés, les effets négatifs se concentrant sur les pays et les ménages pauvres. Ainsi, dans la plupart des pays à revenu intermédiaire de la région LAC, on ne décelait aucun signe de diminution systématique des effectifs scolarisés pendant la crise des années 1980. L'explication réside peut-être dans le fait que, malgré les difficultés grandissantes rencontrées par les ménages pauvres pour financer les dépenses liées à la scolarisation de leurs enfants, ils continuaient de les envoyer à l'école, à défaut d'avoir une autre activité à leur proposer, même sur le marché de l'emploi informel (ce que les économistes appellent « de faibles coûts d'opportunité en faveur de la scolarisation »). Dans les pays plus pauvres, et plus particulièrement en Afrique subsaharienne, l'expérience passée montre que les taux d'achèvement du primaire sont plus faibles en période de ralentissement de l'activité économique, ce qui laisse supposer que « *la crise actuelle aura de façon quasi certaine un effet défavorable sur la scolarisation, au risque d'une régression par rapport aux progrès récemment accomplis vers cet objectif si difficile à atteindre qu'est l'achèvement universel du cycle primaire* ».

56. Les effets préjudiciables des crises passées sur l'apprentissage sont largement reconnus, l'amenuisement des ressources entravant le bon fonctionnement des écoles au travers d'une baisse de performances des enseignants (pessimisme, absentéisme accru) et d'une augmentation des rapports élèves/enseignant. En l'absence de données précises sur les performances d'apprentissage, il n'est toutefois pas possible de dresser un bilan exact des conséquences qu'ont eu, dans ce domaine, les récessions antérieures. Comme de plus en plus de pays en développement participent à des études comparatives sur l'évaluation de l'apprentissage, on peut espérer que la communauté internationale sera progressivement en mesure d'évaluer l'incidence de la crise actuelle sur la qualité de l'apprentissage.

## 2.2 Les budgets de l'éducation sont-ils protégés ?

57. Comme indiqué précédemment, la crise actuelle diffère des précédentes, car elle n'est pas imputable aux déséquilibres commerciaux ou budgétaires des pays en développement, mais à l'implosion des systèmes financiers des économies avancées. A mesure qu'elle gagne l'ensemble du monde, elle devient plus « globale » que les crises antérieures, puisqu'elle touche toutes les économies, quoique à des degrés divers. Jusqu'à maintenant, la communauté internationale a estimé que la seule manière de restaurer la confiance et de sortir de la crise consistait à relancer la demande globale via la combinaison de déficits budgétaires et d'une augmentation de l'APD. Ces derniers mois, les pays développés, imités par plusieurs pays émergents à revenu intermédiaire, ont pris des initiatives audacieuses en ce sens. Ces initiatives seront-elles suffisantes et, surtout, seront-elles adaptées aux besoins des pays en développement ? La question n'est pas encore tranchée. Des mesures de relance économique, parmi lesquelles des transferts sociaux accrus, sont annoncées dans la plupart des pays développés, tandis que les économies des pays à faible revenu manquent de la flexibilité budgétaire nécessaire pour suivre leur exemple, à moins de bénéficier d'un soutien de la communauté internationale.

58. **A l'inverse des crises antérieures, l'orthodoxie budgétaire n'est plus aujourd'hui l'une des priorités des politiques économiques.** Des programmes d'investissement en matière d'infrastructures sont mis en place ici ou là pour stimuler la demande, créant ainsi

---

<sup>14</sup> *Averting a Human Crisis during the Global Downturn. Options from the World Bank's Human Development Network* (Prévenir une crise humaine Durant le ralentissement de l'activité économique mondiale : Options offertes par le Réseau de la Banque mondiale pour le développement), Collection Conférences.

des conditions nettement plus propices que lors des crises passées au maintien de l'offre de services publics et, par là même, des budgets de l'éducation.

59. Pour autant, cela ne veut pas dire que les dépenses consacrées à l'éducation sont à l'abri de la crise actuelle. Les budgets alloués à l'éducation ont été touchés, et le seront encore, dans maints pays. Mais il est encourageant de constater que l'on a de plus en plus tendance à considérer les investissements dans le secteur de l'éducation dans le cadre de programmes d'investissement à long terme destinés à alimenter la demande et à relancer la croissance. Ce chapitre pose la question de savoir si les budgets de l'éducation sont « protégés » et, si oui, dans quelle mesure. Les résultats de l'enquête rapide concernant l'évolution des dépenses consacrées à l'éducation sont présentés ici de manière sommaire. Les chiffres indiqués dans ce chapitre pour les budgets de l'éducation correspondent en général aux dépenses réelles effectuées en 2007 et 2008 et aux budgets votés ou prévisionnels pour 2009. Il faut donc les considérer avec toute la prudence qui s'impose. Certains pays ont fourni des budgets corrigés pour 2009, qui reflètent l'incidence de la crise sur leurs prévisions de dépenses dans le secteur de l'éducation.

### **Afrique subsaharienne**

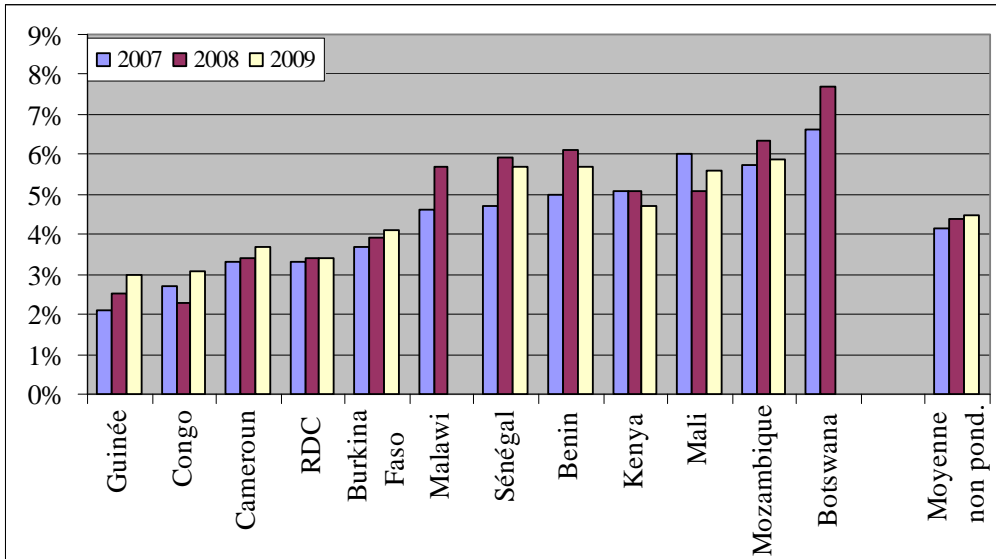
60. Pour cette région, les pays concernés par l'enquête ont consacré entre 2,3 % (République du Congo) et 7,2 % (Botswana) de leur PIB à l'éducation en 2008. Exception faite du Kenya et du Mali, tous les pays consacreront une part plus importante de leur PIB à l'éducation en 2009 qu'ils ne l'ont fait en 2007. Dans les pays ayant répondu à l'enquête, la moyenne non pondérée des dépenses publiques allouées à l'éducation, en pourcentage du PIB, s'élevait à 4,2 % en 2007 et à 4,4 % en 2008 et elle atteindra 4,5 % en 2009 (soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage en 2009).

61. S'agissant du montant des dépenses d'éducation en pourcentage du revenu national (Graphique 7), la République du Congo<sup>15</sup> ne consacre que 3,4 % à l'éducation en 2009. A l'opposé, le Sénégal indique avoir consacré près de la moitié de son revenu national à l'éducation en 2008. La moyenne non pondérée s'établit autour de 20 % : 19,5 % en 2007, 21,3 % en 2008 et 20,6 % en 2009, soit une baisse prévisible de 0,7 points de pourcentage en 2009.

---

<sup>15</sup> Les chiffres des dépenses d'éducation pour la République du Congo sont encore en cours de vérification.

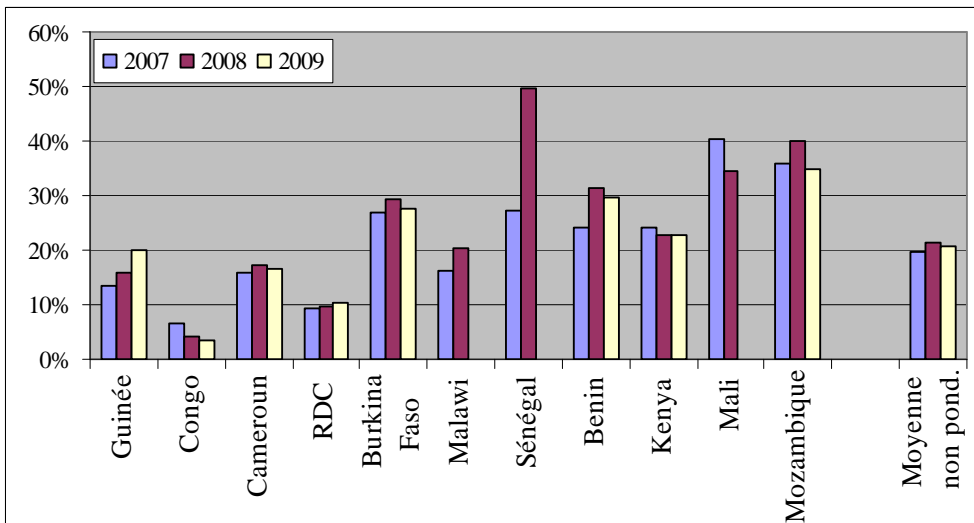
**Graphique 6 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % du PIB, Afrique subsaharienne, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009  
*N.B.* : Les dix pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont les suivants : Guinée, Congo, Cameroun, RDC, Burkina Faso, Sénégal, Bénin, Kenya, Mali et Mozambique.

62. Dans l'ensemble, ces chiffres ne laissent entrevoir encore aucun signe indiquant que des coupes ont été opérées dans les dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage du revenu national, exception faite du Congo et du Mali. Dans ces deux pays, la part du revenu national alloué à l'éducation accuse une baisse depuis 2007 (Graphique 7).

**Graphique 7 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % du revenu national, Afrique subsaharienne, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009  
*N.B.* : Les huit pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont les suivants : Guinée, Congo, Cameroun, RD Congo, Burkina Faso, Bénin, Kenya et Mozambique.

63. Le **Tableau 5** illustre l'évolution des dépenses consacrées à l'éducation, calculées en dollars des Etats-Unis. Sur les onze pays ayant répondu à l'enquête, trois (Cameroun, Congo et Soudan) auront réduit en 2009 le montant de leurs dépenses publiques

consacrées à l'éducation et, dans un pays (Kenya), ce montant sera plus faible en 2009 qu'il ne l'était en 2007.

**Tableau 5 : Evolution des dépenses publiques consacrées à l'éducation, Afrique subsaharienne, 2007-2009**

Pays	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
	millions de \$ EU			indice 2007 = 100			'+' hausse; '-' baisse		
Bénin	275,0	423,9	426,9	100	154	155	+	+	+
Botswana	805,2	998,2	nd	100	124	nd	+	nd	nd
Burkina Faso	247,9	316,3	329,4	100	128	133	+	+	+
Cameroun	673,2	794,2	781,5	100	118	116	+	+	-
Congo	209,8	242,5	231,3	100	116	nd	+	+	-
Guinée	93,8	101,4	126,7	100	108	135	+	+	+
Kenya	1.669,9	1.512,2	1.529,6	100	91	92	-	-	+
Malawi	112,8	148,2	nd	100	131	nd	+	nd	nd
Mali	401,3	368,5	430,3	100	92	107	-	+	+
Sénégal	522,9	753,3	798,7	100	144	153	+	+	+
Soudan	199,2	237,1	212,9	100	120	108	+	+	-
Comptage	11	11	9	11	11	9	9	8	6

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

64. La crise actuelle n'a donc pas encore eu d'incidence déterminante sur les dépenses d'éducation, mais la répercussion du ralentissement économique sur des secteurs sociaux, tels que l'éducation, n'est peut-être qu'une question de temps. Quelques pays ont d'ores et déjà des difficultés, tandis que d'autres pressentent clairement des signes de tensions prochaines. Les exemples qui suivent, extraits des réponses apportées aux enquêtes, donnent un aperçu du débat public en cours sur les dépenses d'éducation :

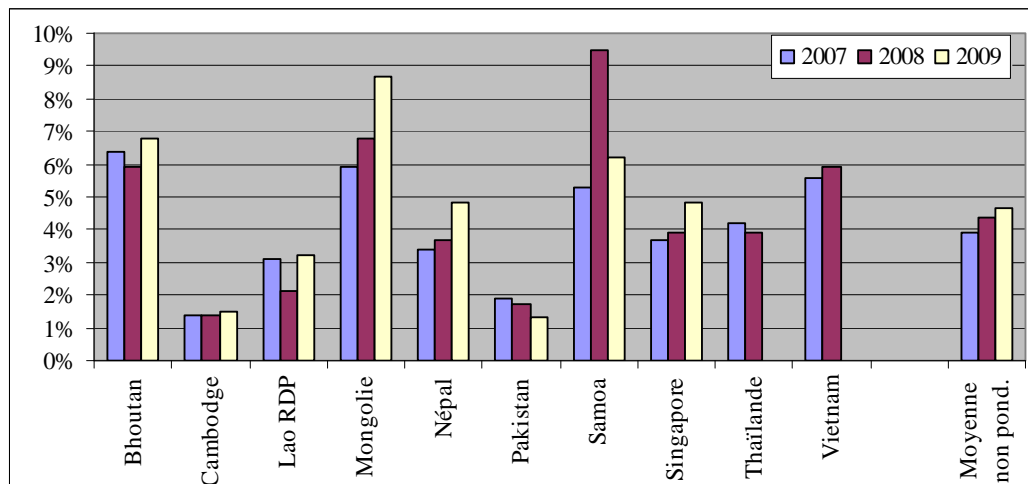
- **Botswana.** On s'attend à ce que la crise influe sur le budget 2009 de l'éducation et à ce que des projets de développement soient différés, faute de financement.
- **RDC.** Le fléchissement de l'activité économique dû à la crise aura probablement pour effet de retarder la mise en œuvre d'une politique nationale visant à instaurer la gratuité scolaire et l'enseignement primaire obligatoire. L'engagement en avait été pris dans la Constitution de la RDC en 2006, et sa mise en application devait débiter en 2009.
- **République du Congo.** Les craintes concernent : (i) des difficultés pour assurer la formation continue des enseignants, notamment dans le domaine de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et de l'enseignement supérieur ; (ii) un affaiblissement des capacités institutionnelles, en particulier concernant les enseignants ; (iii) une détérioration des conditions de travail des enseignants et une baisse de leur motivation.
- **Ghana.** Le recrutement des enseignants a été gelé, en raison du ralentissement de l'activité économique.
- **Zimbabwe.** On s'attend à une réduction du budget d'investissements et à la suppression de divers programmes, notamment ceux visant à promouvoir les sports et la culture.

## Asie et Pacifique

65. Le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation, en pourcentage du PIB, varie d'un extrême à l'autre : très bas au Cambodge, en RDP lao et au Pakistan, il est en revanche relativement élevé au Bhoutan, en Mongolie et au Vietnam. Bien que les données fournis par les pays ayant répondu à l'enquête soient incomplètes, rien ne laisse prévoir que le montant des sommes investies dans l'éducation, en pourcentage du PIB, sera plus faible

en 2009 qu'en 2008, hormis au Pakistan et au Samoa (dans ce dernier, après un bond spectaculaire enregistré en 2008). Dans plusieurs pays, on observe même le maintien, voire l'augmentation des sommes investies dans l'éducation (par ex. Mongolie<sup>16</sup> et Singapour). En moyenne (non pondérée), le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation calculé en pourcentage du PIB était de 3,9 % en 2007, 4,4 % en 2008 et il devrait atteindre 4,7 %, soit une tendance marquée à la hausse dans les huit pays ayant répondu à l'enquête.

**Graphique 8 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % du PIB, Asie et Pacifique, 2007-2009**



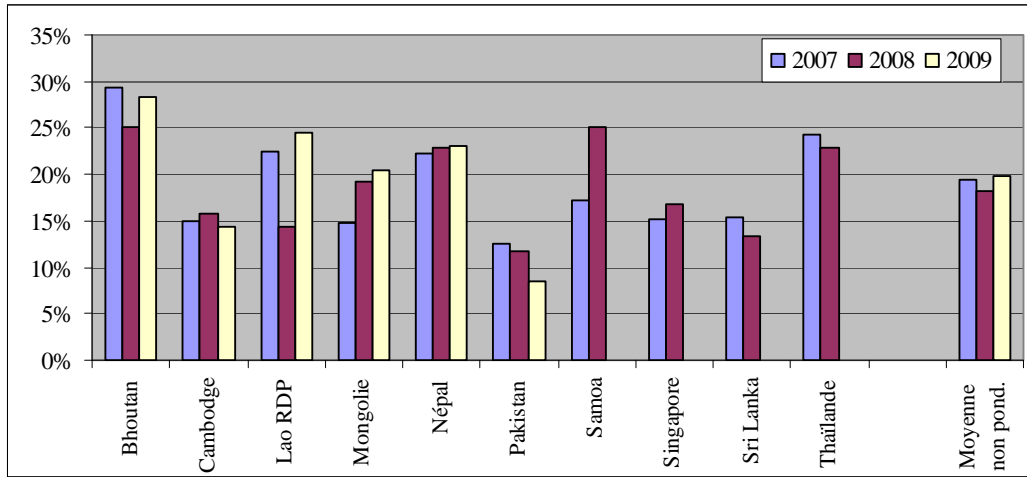
Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009.

N.B. : Les huit pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont les suivants : Bhoutan, Cambodge, RDP lao, Mongolie, Népal, Pakistan, Samoa et Singapour.

66. Le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation, en pourcentage du revenu national, déjà faible au Cambodge et au Pakistan en 2007-2008, poursuivra sa baisse en 2009. Malgré l'absence de données disponibles pour quelques pays enquêtés, on peut dire que, à ce jour, les budgets alloués à l'éducation se sont globalement maintenus au même niveau. Dans six pays pour lesquels on dispose de données, la moyenne (non pondérée) du montant des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du revenu national s'élevait à 19,4 % en 2007 et à 18,2 % en 2008 et l'on prévoit 19,9 % en 2009.

<sup>16</sup> Le chiffre indiqué pour les dépenses d'éducation de la Mongolie en 2009 correspond au budget proposé, soit 544,6 milliards de MNT.

**Graphique 9 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % du revenu national, Asie et Pacifique, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009.  
 N.B. : Les six pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont les suivants : Bhoutan, Cambodge, RDP lao, Mongolie, Népal et Pakistan.

67. Les montants, calculés en dollars des Etats-Unis, des dépenses publiques consacrées à l'éducation sont reproduits dans le Tableau 6. Sur la période 2007-2009, ils ne devraient accuser une baisse que dans deux seulement (Kirghizistan et Pakistan) des huit pays pour lesquels des données sont disponibles.

**Tableau 6 : Evolution des dépenses publiques consacrées à l'éducation, Asie et Pacifique, 2007-2009**

	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
	Millions de \$ EU			Indice 2007 = 100			'+' hausse / '-' baisse		
Bhoutan	70,1	74,8	93,1	100	107	133	+	+	+
Cambodge	123,4	152,8	179,2	100	124	145	+	+	+
Inde	56.033,7	68.755,6	nd	100	123	nd	+	nd	nd
Indonésie	4.297,3	4.672,7	5.125,5	100	109	119	+	+	+
Kirghizistan	1.274,1	1.289,2	1.113,8	100	101	87	+	-	-
RDP lao	129,1	110,7	187,4	100	86	145	-	+	+
Mongolie	233,5	354,0	419,0	100	152	179	+	+	+
Népal	353,9	415,7	491,6	100	117	139	+	+	+
Pakistan	2.671,9	2.972,2	2.036,6	100	111	76	+	-	-
Samoa	19,8	37,4	33,5	100	189	170	+	+	-
Singapour	6.959,0	7.539,0	8.700,0	100	108	125	+	+	+
Thaïlande	10.296,8	10.873,2	nd	100	106	nd	+	nd	nd
Vietnam	4.001,5	5.303,5	nd	100	133	nd	+	nd	nd
Comptage	13	13	10	13	13	10	12	8	7

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

68. Dans certains cas, les gouvernements prônent avec insistance le maintien, voire l'augmentation des dépenses consacrées à l'éducation. Pour l'heure, le pronostic est que le secteur éducatif a été protégé et qu'il le restera. Néanmoins, l'accroissement des dépenses d'éducation sera moindre que les années précédentes. Les pays les plus pauvres n'auront pas les moyens de mener ni d'étendre des programmes sociaux sans aide extérieure. Les comptes rendus détaillés ci-dessous illustrent l'incidence de la crise actuelle sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation par pays et sont assortis d'exemples de réponses qui ont été apportées par les pouvoirs publics dans ces pays :

- **Mongolie.** Bien que les dépenses aient été rognées par rapport au budget initial, le montant des dépenses consacrées à l'éducation en 2009 par la Mongolie continue de croître. Suite à la décision du gouvernement de faire distribuer gratuitement des repas aux enfants en maternelle et à l'école primaire, les effectifs ont progressé, en particulier au niveau préscolaire et dans le secondaire. Ce programme bénéficie du soutien de la BASD. Il semble que la crise financière et la hausse du chômage soient à l'origine d'un renforcement de la demande d'éducation, plus spécialement parmi les pauvres et les populations nomades qui, ces derniers temps, ont été plus nombreux à migrer vers les zones suburbaines. La distribution de repas en maternelle, de manuels scolaires et de déjeuners aux élèves de primaire et du secondaire permettrait d'alléger en partie le poids financier qui pèse sur les familles pauvres et vulnérables pendant la crise. Durant la récession économique, le Ministère de l'Education, de la Culture et des Sciences est résolu à recourir à toutes les autres ressources financières possibles pour atteindre deux objectifs majeurs : 1) éviter les abandons scolaires en abaissant le coût de l'éducation, et 2) doter l'école de capacités renforcées pour accueillir des élèves de plus en plus nombreux. Cependant, en raison des compressions opérées au niveau des dépenses d'investissements, les écoles et les maternelles des régions de périphérie urbaine risquent de n'avoir plus les moyens de faire face à la demande croissante de scolarisation, à moins de recourir massivement à un système de double, ou même de triple vacation,<sup>17</sup>.
- **Pakistan.** Les dépenses investies dans le secteur social, tel que l'éducation, la santé, la planification de la population, sont, comme toujours, révisées à la baisse. Dans le secteur de l'éducation, aucune diminution des dépenses courantes, composées, pour l'essentiel, des salaires (du personnel enseignant en activité), n'est constatée jusqu'à maintenant. En revanche, la crise a des répercussions majeures sur les programmes. Un coup d'arrêt brutal a été donné au déblocage de fonds pour des projets en passe d'être achevés et pour des projets récemment approuvés. Les budgets de développement destinés à l'enseignement primaire, à l'éducation de la petite enfance et à des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle ont été sérieusement amputés (jusqu'à 40 %). La lecture de rapports informels émanant du Ministère de l'Education et de coupures de presse laisse entrevoir des perspectives relativement sombres concernant les ressources financières qui seront mises à la disposition du secteur public de l'éducation, ainsi qu'une diminution de la plupart des dépenses de développement ou, au mieux, leur maintien.
- **Îles du Pacifique.** La crise affecte toutes les petites îles à des degrés divers. Au vu des réponses apportées dans les questionnaires d'enquête (Kiribati, Samoa, Tonga, Vanuatu), les craintes se concentrent sur un risque de recul de la scolarisation, en particulier dans les zones éloignées et pauvres, en raison d'une diminution du revenu des ménages et d'un alourdissement du coût de la scolarisation.
- **Cambodge.** Le gouvernement met en place un programme de distribution de repas scolaires, principalement grâce au soutien des donateurs.
- **Singapour.** Le Ministère de l'Education a déclaré, en février 2009, que « *malgré la récession, nous maintiendrons le niveau de nos dépenses d'éducation et nous accélérerons même un certain nombre de grands projets stratégiques. Pour l'exercice budgétaire en cours, le budget de l'éducation a augmenté de 5,5 % pour s'établir à 8,7 milliards de dollars. Le Ministère de l'Education prévoit un accroissement de 25 % des dépenses consacrées à l'éducation, les portant ainsi à 11 milliards de dollars, d'ici à 2013* ».

---

<sup>17</sup> Le Parlement de Mongolie avait approuvé un budget total de 432,9 milliards de MNT, lequel a été ramené à 396,5 milliards de MNT, soit une baisse de 27 % par rapport au projet de budget.

## Région des Etats arabes

69. Puisque, pour de nombreux pays de la région ayant répondu à l'enquête, on ne dispose que de données incomplètes, il n'est pas possible de procéder à une évaluation chiffrée et pertinente de l'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation (Tableau 7). Cependant, si l'on s'en tient aux pays ayant retourné leur questionnaire, les mesures prises par les gouvernements en réponse à la crise offrent un tableau contrasté. Certains pays adoptent une politique volontariste et augmentent leurs budgets de l'éducation (Liban, Egypte), tandis que d'autres (Jordanie, Soudan) envisagent des politiques plus restrictives vis-à-vis de leurs budgets éducatifs.

**Tableau 7 : Tendances des dépenses publiques consacrées à l'éducation, région des Etats arabes, 2007-2009**

	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
	Millions de \$ EU			Indice 2007 = 100			'+' hausse ; '-' baisse		
Egypte	5.470,2	6.760,3	7.468,4	100	124	137	+	+	+
Jordanie	2.000,0	2.500,0	nd	100	125	nd	+	nd	nd
Palestine	nd	460,0	500,0	100	nd	nd	nd	nd	nd
Qatar	1.103,5	2.057,9	nd	100	186	nd	+	nd	nd
Soudan	199,2	237,1	212,9	100	119	107	+	+	-
Yémen	134,5	143,3	154,9	100	107	115	+	+	+
Comptage	5	6	4	6	5	3	5	3	2

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

- **Soudan.** Une diminution de 10 % de la dépense publique consacrée à l'éducation en 2009 est à prévoir, suite à d'importantes coupes des salaires opérées en 2009. Le budget 2009 a été voté sur la base d'un niveau élevé du prix du baril de pétrole. La chute des prix survenue lors des premiers trimestres de 2009 a eu un effet négatif sur le revenu national qui couvre tout juste le premier trimestre du budget du Sud Soudan. On s'attend par conséquent à une baisse du salaire des fonctionnaires (en particulier, des enseignants) en 2009 ; les diminutions de traitements, émoluments et indemnités ont débuté dès février 2009.<sup>18</sup>
- **Liban.** Malgré la baisse du revenu national, une hausse de 33 % de la masse salariale dans le secteur de l'éducation est prévue en 2009 (ce qui correspond à 2,1 % du PIB) en raison des versements uniques effectués à titre rétroactif aux enseignants, d'un nombre important de nouvelles embauches d'enseignants et de l'absorption d'un certain nombre d'enseignants contractuels dans la fonction publique. De même, les dépenses d'investissements dans le secteur éducatif augmenteront de façon à accroître les dépenses d'investissements financées par le revenu national d'environ 0,9 % du PIB, par rapport à 2008. L'objectif du gouvernement est de stabiliser les dépenses publiques pour l'éducation autour de 10 % du total des dépenses publiques (3 % du PIB) au cours des prochaines années. Il est intéressant de noter que, dans le système éducatif libanais, les deux tiers des établissements scolaires sont des établissements privés, de sorte que les dépenses publiques d'éducation ne représentent qu'un tiers du total des dépenses nationales consacrées à l'éducation. Compte tenu de la baisse du revenu familial, les ménages libanais risquent d'avoir des difficultés à maintenir leurs enfants dans des écoles et des universités privées et payantes et peuvent, dès lors, être tentés de les

<sup>18</sup> Les dépenses publiques courantes d'éducation représentent entre 80 % et 90 % du total des dépenses consacrées à l'éducation ; les dépenses en capital dépendent principalement des prêts et dons étrangers.

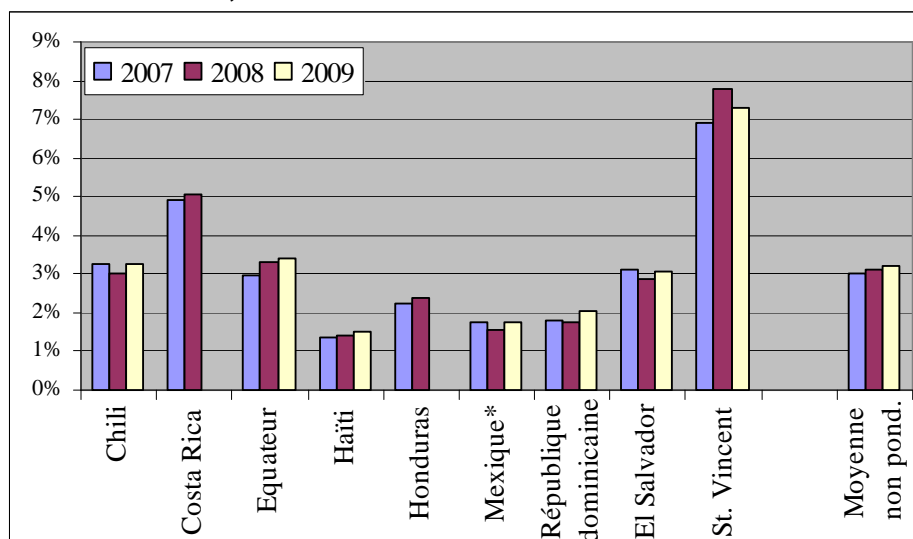
transférer vers des établissements scolaires publics.

- **Jordanie.** Bien que le gouvernement considère le secteur éducatif comme un pivot de sa stratégie de développement des ressources humaines, il est concevable que le budget de l'éducation puisse être amputé compte tenu de l'amenuisement des recettes publiques. Le gouvernement a d'ores et déjà gelé le recrutement d'enseignants supplémentaires et différé toutes les hausses de salaire malgré l'augmentation du coût de la vie.
- **Yémen.** Au Yémen, comme dans les autres pays de la région arabe, les ménages ont énormément souffert de la crise alimentaire survenue en 2008 ; et, même si les prix des denrées alimentaires ont baissé, ils restent élevés par rapport à leur niveau des années passées et continueront de grever lourdement les budgets des ménages. Le gouvernement yéménite a, par ailleurs, annoncé une diminution de la contribution extérieure aux dépenses publiques d'éducation, de 14 % en 2008 et de 40 % en 2009.
- **Egypte.** Le gouvernement a voté une augmentation du budget pour 2009 et continue à considérer l'éducation comme une priorité, comme il le démontre en prévoyant d'augmenter les dépenses d'éducation.

### Amérique latine et Caraïbes

70. Dans les pays concernés par l'enquête, la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage du PIB est, en général, faible, exception faite du Costa Rica et de St Vincent. On n'attend pas de réduction majeure, au contraire, puisqu'une augmentation pourrait même intervenir dans plusieurs pays. La moyenne non pondérée des dépenses publiques consacrées à l'éducation, en pourcentage du PIB, était de 3,0 % en 2007 et de 3,1 % en 2008 et elle devrait s'élever à 3,2 % en 2009 dans les dix pays ayant répondu à l'enquête.

**Graphique 10 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % du PIB, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2009**

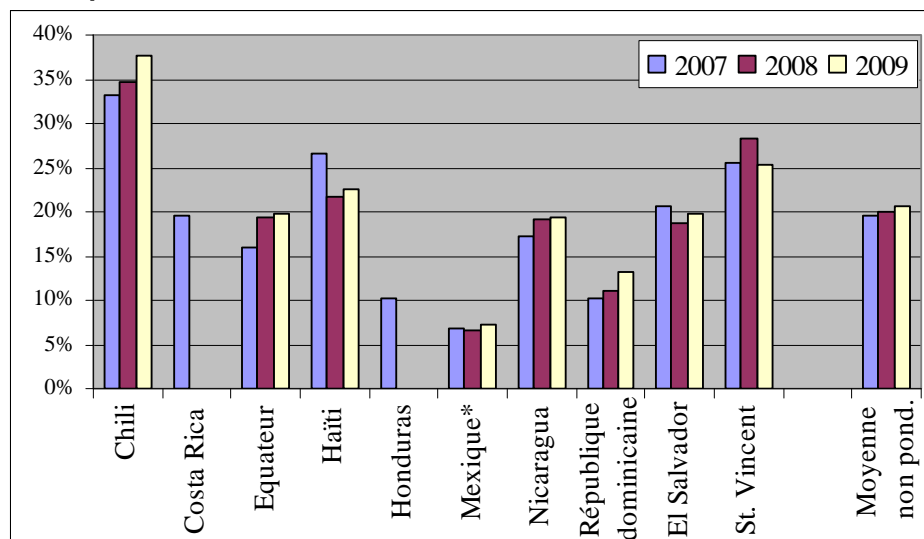


Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009  
*N.B.* : Les dépenses d'éducation du Mexique correspondent uniquement au budget du gouvernement **fédéral** alloué à l'enseignement public. Les huit pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont

les suivants : Chili, Costa Rica, Equateur, Haïti, Mexique, République dominicaine, le Salvador et St Vincent.

71. Si l'on examine maintenant la part du revenu national affecté à l'éducation, la moyenne, dans les pays ayant répondu à l'enquête, s'établit à 19,6 %, 19,9 % et 20,6 % respectivement en 2007, 2008 et 2009. Elle devrait être plus élevée en Equateur, au Nicaragua, au Chili, en République dominicaine et au Mexique.

**Graphique 11 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en % du revenu national, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2009**



Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009  
*N.B.* : Les dépenses d'éducation du Mexique correspondent uniquement au budget du gouvernement **fédéral** alloué à l'enseignement public. Les huit pays comptabilisés dans le calcul de la moyenne sont les suivants : Chili, Equateur, Haïti, Mexique, Nicaragua, République dominicaine, le Salvador et St Vincent.

72. Le montant, calculé en dollars des Etats-Unis, des dépenses publiques affectées à l'éducation accusera une baisse dans deux pays (Mexique et St Vincent) sur huit et, pour ce qui est du Mexique, il sera plus faible en 2009 qu'en 2007.

**Tableau 8 : Evolution des dépenses publiques consacrées à l'éducation, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2009**

	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007-2008	2007-2009	2008-2009
	Millions de \$ EU				Indice 2007 = 100			'+' hausse; '-' baisse	
Chili	6.604,0	7.050,0	7.626,0	100	107	115	+	+	+
Costa Rica	1.292,3	1.425,7	nd	100	110	nd	+	nd	nd
Equateur	1.348,5	1.751,5	1.751,5	100	130	130	+	+	=
Haïti	153,5	166,3	176,2	100	108	115	+	+	+
Honduras	280,0	340,0	nd	100	121	nd	+	nd	nd
Mexique	15.697,1	18.252,4	14.888,9	100	116	95	+	-	-
Nicaragua	596,1	821,1	1.017,2	100	138	171	+	+	+
République dominicaine	700,4	781,9	916,0	100	112	131	+	+	+
Salvador	635,7	632,2	702,5	100	99	111	-	+	+
St. Vincent	38,1	46,9	45,4	100	123	119	+	+	-
Comptage	10	10	8	10	10	8	8	7	5

Source : D'après les réponses fournies par les pays à l'enquête rapide de l'UNESCO, avril-juin 2009

73. Globalement, les perspectives relatives aux dépenses publiques consacrées à l'éducation sont encourageantes dans tous les pays de la région, parce que les secteurs sociaux constituent désormais des niches d'investissement intéressantes dans le contexte de crise actuel. On trouvera ci-dessous des exemples de mesures instaurées par les pouvoirs publics dans divers pays de la région LAC en réponse à la crise :

- **Mexique.** Les dépenses affectées à l'éducation par le gouvernement fédéral ont enregistré une progression rapide en 2007 et 2008 et aucune réduction n'est prévue en 2009 : toutefois, le budget 2009, calculé en dollars des Etats-Unis, est en baisse par rapport à 2008. Bien que l'on anticipe une diminution du PIB et des dépenses publiques en 2009, il est probable que la part que représentent les dépenses publiques affectées à l'éducation, que ce soit dans le total des dépenses publiques ou dans le PIB, augmentera afin d'atténuer les effets de la perte de recettes sur les dépenses d'éducation. C'est là, sans aucun doute, un signe que l'éducation demeure une priorité. Le gouvernement a lancé un plan de financement d'un vaste programme d'infrastructures scolaires, pour un montant de huit milliards de pesos, dans le double but d'améliorer la qualité de l'éducation et de réinjecter de l'argent dans l'économie. Le renforcement du programme mexicain, appelé *Oportunidades*, en est une bonne illustration. En juin 2009, le Mexique et la BID ont signé un accord portant sur un montant de 600 millions de dollars en vue de poursuivre ce programme 'pionnier' de transferts monétaires conditionnels auquel la BID avait apporté son appui durant les sept années précédentes. Ce programme vise à améliorer la nutrition, la santé et l'éducation des catégories pauvres de la population. Au Mexique, le montant des dépenses consacrées à l'enseignement privé est très élevé et il y a de grandes chances qu'il soit rogné, à cause de la crise et de la baisse du revenu des ménages qui en résulte.
- **Equateur.** Le budget public de l'éducation se stabilisera en 2009, mais le niveau des dépenses par élève tendra à diminuer, car les effectifs scolaires continueront de croître. Conformément à son plan décennal de développement, le gouvernement s'est engagé à protéger les secteurs sociaux, notamment l'éducation. Pour l'heure, on n'entrevoit aucun signe d'interruption des plans ambitieux qui ont été lancés en matière de formation des enseignants, de relèvement du salaire des enseignants et des éducateurs communautaires, de programmes d'alphabétisation et de réhabilitation des bâtiments scolaires.
- **Chili.** Grâce à la création récente d'un fonds de réserve, les secteurs sociaux devraient être préservés. S'agissant des dépenses consacrées à l'éducation en 2009, on peut noter une hausse des dépenses d'éducation par rapport à 2008, que ce soit en valeur réelle ou en pourcentage du PIB ou du revenu national. Cet accroissement des ressources financières consacrées à l'éducation est intéressant à souligner, étant donné le contexte démographique de ce pays. Comme le taux de croissance démographique diminue, il faut s'attendre à une augmentation non négligeable des coûts unitaires par étudiant dans un proche avenir. Un programme portant sur l'octroi d'allocations et d'indemnités monétaires aux familles pauvres au titre de services d'éducation et de santé est en cours d'application.

74. Les réponses apportées par ces trois pays méritent attention parce que chacun d'eux enregistre une croissance négative du PIB en 2009. On peut penser que les enseignements de la dernière crise, qui a si gravement mis à mal les économies d'Amérique latine au point que certaines d'entre elles ont été mises en faillite, ont été correctement tirés. Aujourd'hui, ces gouvernements estiment que les investissements à long terme dans l'éducation et les dépenses d'investissements sont des politiques durables permettant d'investir dans le capital humain et de garantir une relance économique viable.

75. D'autres sources, extérieures à l'enquête, confirment la particularité des pays de la région LAC, qui ont pris des mesures anticycliques énergiques pour atténuer les effets de la crise sur les plus pauvres en appliquant ou en renforçant des programmes de transferts sociaux de grande ampleur : au Brésil, sur la recommandation de l'OIT, le gouvernement a maintenu et élargi son programme *Bolsa Familia* de protection sociale, créé en 2003, qui octroie à 11,1 millions de familles brésiliennes une aide financière pour subvenir à l'éducation et la santé de leurs enfants. D'autres pays de la région financent des programmes sociaux ; c'est le cas de la Colombie (extension de la couverture du Programme 'Familles en action'), du Costa Rica (le plan de crise *Escudo* prévoit, entre autres, d'augmenter le montant des bourses pour faciliter et ouvrir plus largement l'accès des étudiants à l'enseignement supérieur), du Salvador (Réseau Solidarité et Alliance pour la famille), et de la République dominicaine (Solidarité).

76. La majorité des pays cités ci-dessus financent ces mesures anticycliques grâce à l'excédent qu'elles ont accumulé grâce à la forte croissance économique des années précédentes. Mais ces réponses sociales à la crise exigent des ressources supplémentaires considérables, contraignant les pays à augmenter le niveau de leur dette publique en souscrivant des emprunts auprès de la BID (*Oportunidades* au Mexique est entièrement financé par un crédit souscrit auprès de la BID ; il en va de même du *Plan Escudo* qui est financé en grande partie par un crédit de la BID) ou de la Banque mondiale (*Bolsa Familia* au Brésil). La BID a également renforcé son soutien financier à quatre autres pays de la région, dont le Honduras et le Nicaragua (un montant allant jusqu'à 485 millions de dollars par an sera mis à disposition en 2009 et 2010 pour contribuer à atténuer l'effet de la crise actuelle). Divers projets sont en place dans des pays à faible revenu, comme Haïti (son *Plan de Reconstruction et de Relance Economique*, qui vise à dynamiser l'économie locale et à renforcer le marché national de l'emploi par le biais de travaux de construction d'écoles, est presque entièrement financé par des donateurs internationaux – voir Conférence de Washington 2009). Ce soutien financier illustre l'importance des investissements en matière de capital humain pour accroître la productivité et, par là même, la compétitivité internationale grâce à un système fiable de protection sociale et de sauvegarde de l'emploi.<sup>19</sup>

## 2.3 Quels sont les postes de dépenses les plus exposés à de possibles coupes ?

### Dépenses d'investissements ou dépenses courantes

77. Si les pressions sur les dépenses d'éducation se matérialisent à cause des répercussions de la crise actuelle sur les ressources publiques, la première cible des mesures de restriction sera le poste le plus important du budget de l'éducation, c'est-à-dire le salaire des enseignants. L'expérience passée montre que, dans ce domaine, les stratégies de compression des coûts peuvent prendre différentes formes : augmentation du rapport élèves/enseignant (REE), accroissement de la charge de travail (nombre d'heures d'enseignement), raccourcissement de la formation initiale, recours accru au recrutement non statutaire (par ex. enseignants contractuels), etc. Ces pratiques ont été fréquemment encouragées dans le passé par quelques donateurs, ne serait-ce que par la Banque mondiale. De nombreux pays à faible revenu (PFR) les ont acceptées, faute d'avoir d'autre solution pour financer l'expansion de la scolarisation et pour améliorer la couverture de la tranche d'âge concernée, en particulier dans les régions rurales.

---

<sup>19</sup> "Coyuntura laboral en América Latina y el Caribe", Boletín CEPAL / OIT, consulté le 18 juin 2009 sur le site : [http://www.cepal.org/publicaciones/xml/7/36147/2009-298-Boletin\\_CEPAL-OIT-WEB.pdf](http://www.cepal.org/publicaciones/xml/7/36147/2009-298-Boletin_CEPAL-OIT-WEB.pdf)

78. Le FMI a lui aussi joué un rôle majeur dans la mesure où ses prêts octroyés dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), instaurée en 1999, étaient assortis de conditions concernant la réduction des déficits budgétaires, un objectif inatteignable sans un plafonnement des salaires dans le secteur public. Comme le corps enseignant constitue le groupe le plus important des employés du secteur public, les réductions de déficits visées exercent toujours une pression à la baisse sur les salaires des enseignants<sup>20</sup>. Le rôle du FMI dans l'élaboration des politiques de dépenses publiques devrait se renforcer durant les années à venir, puisque (jusqu'à présent) « *le grand gagnant de la réunion du G20 qui s'est tenue à Londres en mars 2009 a, semble-t-il, été le FMI* »<sup>21</sup>, la communauté internationale s'étant engagée à un renforcement très substantiel de ses ressources. Compte tenu de cette nouvelle donne, les perspectives de changement de politiques du FMI, comme le fait d'intégrer des objectifs éducatifs, en particulier les objectifs internationalement convenus de l'EPT, dans sa panoplie de mesures, plutôt que de les faire dépendre d'objectifs macroéconomiques, revêtent désormais une importance cruciale. Le nouveau système de gouvernance du FMI, qui confère un plus grand nombre de voix aux pays émergents et aux pays à faible revenu, pourrait contribuer à renforcer la sensibilisation en faveur des objectifs éducatifs et à instaurer un dialogue plus équilibré entre les ministres des finances et les ministres de l'éducation sur les politiques budgétaires.

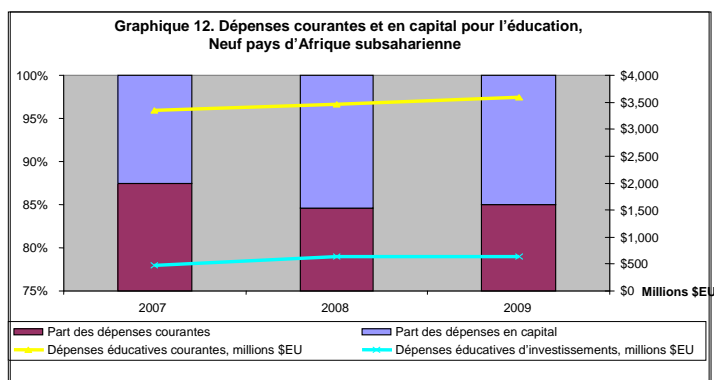
## Conclusions de l'enquête rapide

79. Le questionnaire d'enquête est conçu de telle façon qu'il ne permet pas d'identifier les postes de dépense les plus exposés à de possibles amputations. Il n'est donc pas possible de tirer une conclusion générale sur ce point.

80. Toutefois, des rapports sporadiques indiquent que quelques pays s'efforcent de maintenir les dépenses d'éducation à tous les niveaux et pour la plupart des postes budgétaires. Le Ministre de l'éducation de Singapour a, par exemple, déclaré lors d'un débat sur l'exercice budgétaire 2009 que, malgré la récession, son pays augmentera ses dépenses d'éducation. Au Mexique, le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation au niveau fédéral en 2007 a été supérieur de 12 % au montant alloué initialement et de 9 % en 2008 (calculé en monnaie nationale). Un programme d'investissement massif, notamment dans des infrastructures éducatives à hauteur de plusieurs milliards, sera mis en place. Ces investissements sont considérés comme d'un grand intérêt stratégique en temps de crise : ils sont destinés à développer et améliorer les infrastructures éducatives dans tout le pays et à tous les niveaux de l'enseignement dans le but d'améliorer la qualité de l'éducation et de réinjecter de l'argent dans l'économie.

## Afrique subsaharienne (AFR)

81. Au total, les dépenses consacrées à l'éducation ont augmenté entre 2007 et 2008 (7 %) et devraient continuer à croître légèrement en 2009 (3,5 %) dans les neuf pays couverts par l'enquête (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République du Congo, Ghana, Guinée, Kenya,



<sup>20</sup> *Education on the brink*, Campagne mondiale pour l'éducation, avril 2009

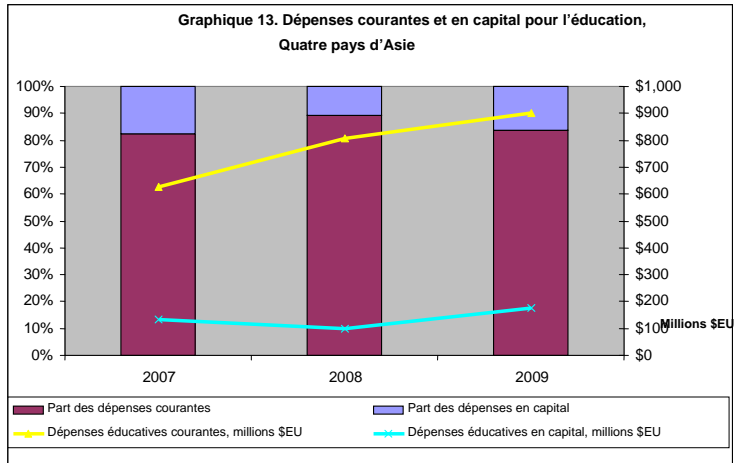
<sup>21</sup> Ibidem

Mali et Sénégal).

82. La part des dépenses d'investissements dans le total des dépenses consacrées à l'éducation, qui a progressé dans des proportions non négligeables entre 2007 et 2008, devrait accuser une légère baisse en 2009. Cette évolution tend à montrer que, en Afrique subsaharienne, les dépenses courantes augmentent en temps de crise, quoique plus lentement que les années précédentes, tandis que les dépenses d'investissements se contractent.

### Asie et Pacifique (APA)

83. Le total des dépenses consacrées à l'éducation a augmenté de 19 % par an entre 2007 et 2009 dans les quatre pays pour lesquels des données désagrégées étaient disponibles (Bhoutan, RDP lao, Mongolie et Népal). Les dépenses d'investissements se sont, toutefois contractées de près de 30 % en 2008 et on prévoit qu'elles augmenteront en 2009. A ce stade, il est difficile de confirmer la matérialisation de cette augmentation des dépenses d'investissements en 2009.



84. Selon divers rapports de pays (Pakistan, Mongolie), ce sont les dépenses d'investissement qui ont été la principale cible des compressions budgétaires liées à la crise. Au Pakistan, le budget de développement destiné à l'enseignement primaire, à l'éducation de la petite enfance et aux programmes d'alphabétisation et d'éducation de base non formelle a été amputé de près de 40 %. En Mongolie, les dépenses d'investissements ont été sérieusement rognées. L'exemple de la Mongolie (Encadré 1) laisse entrevoir la situation que pourraient connaître prochainement de nombreux pays sévèrement frappés par la crise.

### Encadré 1 : Incidence de la crise sur les dépenses d'éducation en Mongolie

Le déficit de financement, qui était antérieur à la crise, devrait se creuser pendant la crise. Le montant que le Gouvernement de Mongolie avait initialement prévu d'allouer à l'éducation était de 544,6 milliards de MNT. Mais le Parlement mongol a approuvé un montant total de 432,9 milliards de MNT. Les perspectives d'évolution du budget sont peu favorables. Face à la crise financière, le Parlement a amendé le budget, le ramenant à 386 milliards de MNT et portant le déficit budgétaire à 158 milliards de MNT. Dans sa dernière version amendée, le budget 2009 est de 396,5 milliards de MNT (362,9 milliards en dépenses courantes et 3,6 milliards en dépenses d'investissements), soit une baisse de 27% par rapport au budget proposé et de 8,5 % par rapport au budget approuvé initialement. Cette baisse concerne principalement les dépenses d'investissements et les charges récurrentes. En attendant la fin de la crise, l'intervention du gouvernement est essentielle afin de limiter les abandons scolaires et permettre aux écoles de faire face à la demande d'éducation en diminuant le coût que l'éducation des enfants représente pour les parents.

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des dépenses d'éducation (courantes et en capital) ces dernières années. En 2007, le montant des dépenses réelles d'éducation était nettement supérieur au budget initial, que ce soit pour les dépenses courantes ou les dépenses d'investissements. En 2008, c'est-à-dire au début de la crise, les dépenses courantes ont augmenté par rapport à l'année précédente, mais moins que dans le budget initial. Les dépenses d'investissements ont été la principale cible des compressions budgétaires. Selon divers rapports, l'effet conjugué de la compression des dépenses d'investissements et de la hausse du prix des produits importés a sonné l'arrêt de plusieurs projets de construction en 2008. Le Fonds catalytique IMOAEPT a en partie allégé les pressions sur les infrastructures scolaires. Comparé à 2008, le budget 2009 amendé représente une hausse modérée en monnaie nationale, mais une forte baisse en dollars EU, car le gouvernement a laissé sa monnaie se déprécier par rapport au dollar EU en 2009. Bien que l'on remarque une progression des dépenses d'investissements entre 2008 et 2009, et selon les éléments nouveaux qui apparaîtront, il nous faudra attendre le montant des dépenses réelles en fin d'année pour s'en assurer.

Les tendances récentes en Mongolie montrent une corrélation étroite entre les coûts de base (repas et manuels scolaires par ex.) liés à la fréquentation de l'école, y compris de la maternelle, et le taux de scolarisation. Après l'adoption de la « Loi sur l'enseignement préscolaire », qui stipule que l'Etat couvrira le coût des repas des enfants fréquentant une école maternelle publique, la scolarisation a progressé, notamment en maternelle et dans le secondaire. La crise financière a renforcé la demande d'éducation, en particulier parmi les pauvres et les populations nomades, de plus en plus nombreux à migrer vers les zones de périphérie urbaine. La distribution de repas en maternelle, de manuels scolaires et de repas aux élèves de secondaire a, semble-t-il, permis d'alléger le poids financier qui pèse sur les familles pauvres et vulnérables durant la crise. Mais, en raison de la compression des dépenses d'investissements, les écoles et les maternelles des régions périurbaines n'ont plus les moyens de faire face à la demande croissante de scolarisation.

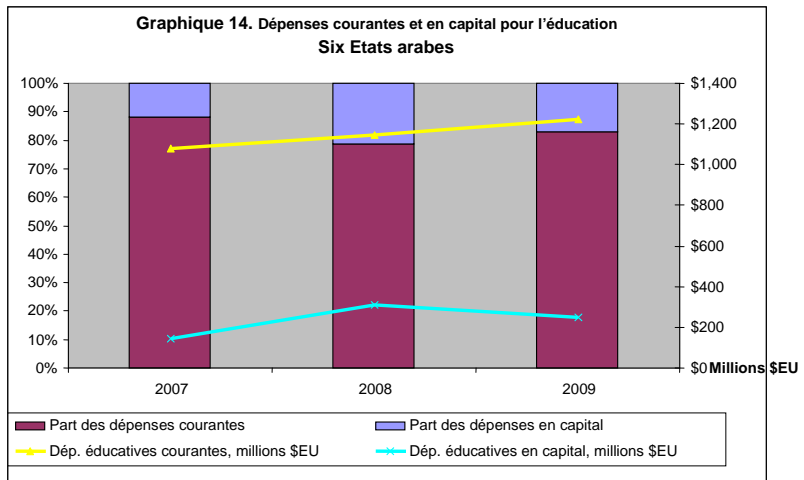
Evolution des ressources publiques et des dépenses d'éducation, 2006-2009 (millions de MNT)

	2006		2007		2008		2009
	allouées	réelles	allouées	réelles	allouées	réelles	Dernier amendement
<b>Ressources publiques</b>							
Total des dépenses	1.076.222	1.155.236	1.701.955	1.642.618	1.742.019	1.649.139	1.753.377
Courantes	899.200	995.617	1.415.070	1.387.602	1.459.813	1.398.370	1.464.387
Investissements	177.022	159.619	286.885	255.015	282.206	250.769	288.991
Courantes, écart /année antérieure	ND	ND	57 %	39 %	3 %	1 %	5 %
Investissements, écart/ année antérieure	ND	ND	62 %	60 %	-2 %	-2 %	15 %
<b>Dépenses d'éducation</b>							
Total des dépenses	180.806	189.691.5	203.795	243.712	377.275	355.843	396.532
Courantes	170.911	180.863	183.991	216.393	348.023	334.744	362.923
Investissements	9.894	8.828	19.804	27.319	29.252	21.100	33.608
Courantes, écart /année antérieure	ND	ND	8 %	20 %	89 %	55 %	8 %
Investissements, écart/ année antérieure	ND	ND	100 %	209 %	48 %	-23 %	59 %

Source : Données fournies par la Mongolie en réponse à l'enquête rapide de l'UNESCO

## Région des Etats arabes (ARB)

85. Dans les six Etats arabes pour lesquels on dispose de données (Jordanie, Liban, Palestine, Qatar, Soudan, Yémen), le total des dépenses consacrées à l'éducation a progressé de 19 % sur la période 2007-2008, mais il devrait être beaucoup plus faible en 2009.

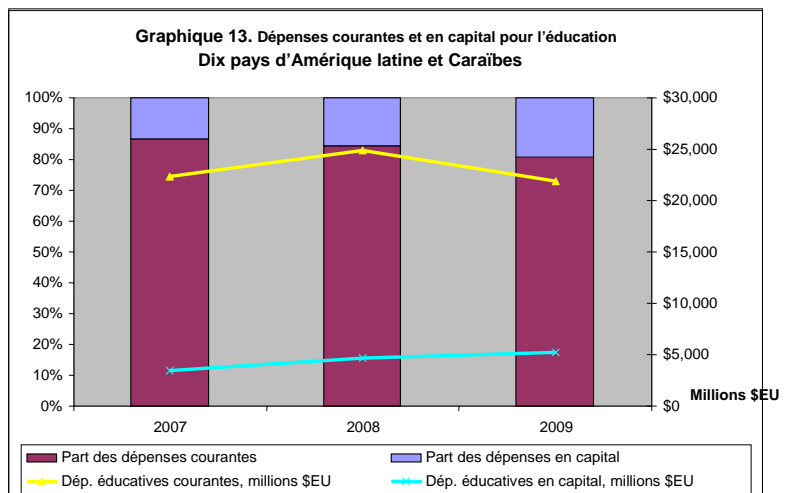


86. A l'inverse de plusieurs pays d'Asie analysés ci-dessus, les dépenses d'investissements ont enregistré une hausse spectaculaire en 2008, mais elles devraient accuser une forte baisse en 2009. L'explication pourrait résider dans le gel ou l'annulation des programmes d'investissement prévus en 2009 par les pays de cette région.

## Amérique latine et Caraïbes

87. En Amérique latine et Caraïbes, le tableau est contrasté. Dans l'ensemble, le total des dépenses courantes d'éducation, en nette progression en 2008, devrait diminuer en 2009. En moyenne, toutefois, les dépenses d'investissements augmentent dans les dix pays ayant répondu à l'enquête (Mexique, Brésil, Chili, Costa Rica, Equateur, Haïti, Nicaragua, République dominicaine, Salvador, St Vincent).

88. Sous l'effet probable de mesures anticycliques de stimulation instaurées par les gouvernements, la part des dépenses d'investissements dans le total des dépenses consacrées à l'éducation continue de progresser en 2009 (Graphique 15), tandis que les dépenses courantes tendent à diminuer. Cette évolution est particulièrement nette au Mexique, ainsi qu'au Chili et au Nicaragua, qui ont mis en place des politiques clairement destinées à réinjecter de l'argent dans l'économie locale. Dans d'autres pays, la part de dépenses courantes et de dépenses d'investissements reste relativement constante.



## 2.4 Conclusions

89. Comme on l'a déjà évoqué, il est trop tôt pour émettre des conclusions, ou même spéculer, sur l'incidence probable de la crise économique et financière sur les dépenses consacrées à l'éducation en 2009. Au vu des nouvelles perspectives économiques et financières, certains gouvernements ont amendé leur budget, puis leurs dépenses en matière d'éducation. D'autres, en revanche, en sont encore à débattre du niveau des amendements budgétaires à introduire. Dans les pays qui, profitant de la prospérité des années passées, ont économisé des recettes, les chances d'une stabilisation des ressources publiques en 2009 et au cours de l'année à venir sont beaucoup plus grandes. Tel est le cas dans la plupart des pays du Golfe. Dans d'autres, les budgets accuseront un déficit de plus en plus important en 2009 et au-delà.

90. Sur les cinquante et un pays ayant répondu à l'enquête, dix huit (35 %) appartiennent à la catégorie des économies de pays à faible revenu et vingt deux (43 %) à celle des économies de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. L'enquête montre que, jusqu'à présent, la plupart de ces pays n'ont, semble-t-il, pas été frappés aussi durement que les autres économies plus avancées par la crise actuelle. Nombre d'entre eux sont même optimistes, prévoyant une expansion de la croissance économique. Nul ne peut toutefois affirmer que cet optimisme durera. Ces pays sont souvent tributaires des exportations d'un petit nombre de produits de base, de l'aide extérieure et des envois de fonds. D'après les prévisions, ces trois sources de revenus auront tendance à diminuer dans le monde entier, fragilisant ainsi les populations les plus pauvres des pays récipiendaires.

91. L'analyse des réponses fournies par les pays fait ressortir un certain nombre de conclusions préliminaires illustrant l'incidence que la crise pourra exercer en 2009 sur l'offre éducative en général et sur l'EPT en particulier :

- Globalement, la majorité des pays plaident en faveur de la protection du budget alloué à l'éducation, tout en faisant part de leur inquiétude quant à la menace que l'évolution des perspectives économiques dans les mois à venir représente dans ce domaine. Le montant déclaré des dépenses d'éducation en 2009 est en hausse par rapport à l'année précédente dans de nombreux pays. Toutefois, ces chiffres sont des estimations prévisionnelles et sont donc susceptibles d'être corrigés en fonction de l'évolution du développement économique et de l'aide des donateurs. Nombre de pays en développement, notamment en Asie et en Amérique latine, ayant déprécié leur monnaie pour absorber le choc actuel, la hausse anticipée des dépenses consacrées à l'éducation (en dollars des Etats-Unis) ne sera pas perceptible.
- Certains gouvernements, en particulier dans des pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé, prennent des mesures ouvertement destinées à protéger leur budget éducatif et à éviter qu'il ne soit amputé, en maintenant les dépenses d'investissement pour stimuler la croissance économique ou en investissant dans des infrastructures à coefficient de main d'œuvre élevé, et pour compenser la hausse du chômage et investir des ressources dans le développement économique. Les économies plus fragiles n'ont pas la flexibilité budgétaire suffisante pour suivre cet exemple : le soutien de la communauté internationale leur est donc plus que nécessaire. Pour les pays tributaires de l'aide, en particulier ceux qui dépendent en grande partie de l'aide pour le développement de l'éducation, une réduction de l'aide extérieure aura un impact direct sur la scolarisation.
- Dans certains pays, une montée rapide du chômage est probable, contraignant ainsi les diplômés à choisir de poursuivre des études au-delà de l'éducation de base et dans l'enseignement supérieur, faute d'avoir dans l'immédiat des opportunités

d'emplois générateurs de revenus. Ce phénomène est palpable dans des pays comme la Mongolie (TBS déjà égal à 60 % dans l'enseignement post secondaire et supérieur), au risque de détourner des ressources nationales et familiales qui auraient servi à financer l'EPT. Dans les pays tributaires de l'exportation de produits alimentaires de base, à cause de la relative résistance des produits alimentaires à la baisse des prix, les parents seront tentés de retirer leurs enfants de l'école, puisque les coûts d'opportunité augmenteront. Dès lors, une menace supplémentaire pèse sur la réalisation de l'EPT.

- La question se pose de savoir quels postes du budget de l'éducation seraient la cible de nouveaux ajustements. Par crainte de troubles sociaux, l'attitude générale est de « protéger » les salaires, mais souvent sous forme déguisée, soit en gelant les augmentations de salaire nécessaires pour tenir compte des taux d'inflation, soit en gelant les nouvelles embauches (par ex. Ghana). En Mongolie, l'effet conjugué de l'augmentation du nombre de migrants venant de régions rurales et de la compression des dépenses d'investissements oblige de nombreuses écoles de régions périurbaines à mettre en place des systèmes de double ou triple vacation. Les tendances récentes montrant une étroite corrélation entre les coûts de base (repas et manuels) et les taux de scolarisation et l'aggravation de la pauvreté des catégories déjà pauvres en temps de crise, la Mongolie a donc envisagé de généraliser la distribution de repas et de manuels scolaires.
- Dans les réponses qu'ils apportent en temps de crise, les pouvoirs publics devraient être davantage attentifs à cibler leur soutien et à veiller à une gestion attentive. A titre d'exemple, plusieurs pays envisagent la mise en place de programmes de prévoyance sociale non ciblés dans le secteur éducatif (par ex. généralisation de la gratuité des repas scolaires et des manuels), et procèdent parfois à une redistribution des ressources financières pour financer ces initiatives, mais aux dépens des coûts opérationnels déjà d'un faible niveau, ce qui nuit souvent à la qualité et à l'efficacité du système éducatif. Ces budgets opérationnels étant amputés à cause de la crise financière, les parents sont mis à contribution pour combler le trou et couvrir les dépenses de fonctionnement de l'école. Ce poids financier est particulièrement lourd pour les parents pauvres et vulnérables. Ainsi les transferts sociaux, destinés à les protéger, seront en réalité financés, du moins en partie, par un accroissement des contributions des familles, y compris des pauvres. C'est pourquoi, si les transferts sociaux vers le secteur de l'éducation ne sont pas correctement ciblés et gérés, leur rentabilité en termes d'accès et de qualité sera plus limitée, en particulier pour les pauvres.
- La crise actuelle peut être l'occasion, pour certains pays, d'améliorer la gouvernance, de lutter contre la corruption et d'accroître l'efficacité. L'heure est, semble-t-il, venue d'instaurer des réformes en faveur d'un soutien plus ciblé et d'une diminution du gaspillage des ressources. Procéder à des transferts sociaux sans discernement est une pratique critiquée, au profit d'un soutien mieux ciblé : comme les pauvres utilisent en général le soutien qui leur est fourni à des fins immédiates, un soutien ciblé devrait mieux se prêter à redynamiser l'économie locale. Investir dans l'agriculture, dans l'enseignement rural et dans de nouvelles constructions, semble être une autre voie possible pour sortir rapidement de la crise.

### 3. L'aide publique au développement (APD) peut-elle compenser les effets préjudiciables de la crise ?

#### 3.1 Aide extérieure en temps de crise : les enseignements du passé

92. Le bon sens voudrait que, en temps de crise, on augmente l'aide extérieure consentie aux pays les plus en difficulté pour qu'ils puissent rétablir l'équilibre de leur budget et opérer leur transition vers un nouvel équilibre. A cet égard, il n'est pas inutile de rappeler les principaux enseignements tirés de la crise d'ajustement structurel des années 1980.

93. Lorsque l'on met en place des programmes d'austérité et d'ajustement, les impératifs financiers prennent le pas sur toute autre considération dans les débats entre organismes étrangers et autorités nationales. Les financeurs, c'est-à-dire les institutions de prêt et les ministères des finances, ont tendance à se poser en « conseillers » et, par là même, à exercer leur mainmise sur l'agenda des décisions concernant l'offre d'éducation aux dépens des ministères de l'éducation<sup>22</sup>. La compression des coûts pour rétablir l'équilibre du budget public devient prioritaire sur les objectifs éducatifs (qualité et équité, notamment), laissant aux ministères de l'éducation la tâche difficile et peu enviable de gérer la situation de grave « pénurie » dans l'ensemble du secteur éducatif. Ce dernier n'est, en soi, pas particulièrement touché par les compressions budgétaires, puisque la situation est la même dans **tous les secteurs du service public** qui font l'objet des mêmes mesures d'austérité.

94. Dans le cadre du processus d'ajustement financier, il arrive aussi que certaines priorités éducatives des institutions de prêt, comme les appels répétés lancés par la Banque mondiale durant les années 1980 pour que la priorité soit donnée à l'enseignement primaire, « disparaissent » en cours de route. A l'issue du processus, les dépenses publiques auront parfois été redistribuées à des cycles d'enseignement plus élevés qui bénéficient d'un soutien politique plus puissant. Autrement dit, **en temps de crise, les dimensions sociales des politiques éducatives sont souvent « balayées »**, à moins que des mesures ne soient spécifiquement prises pour les protéger.

95. Une autre conséquence de la crise d'ajustement structurel des années 1980 a été l'affaiblissement des capacités nationales en matière d'élaboration de politiques et de gestion, l'aide et l'expertise étrangères tendant en effet à se substituer aux organismes nationaux et aux ministères de l'éducation dans l'établissement des priorités et la réalisation des travaux préliminaires nécessaires. L'assistance technique, si elle n'est pas soigneusement conçue pour renforcer l'expertise locale, risque d'avoir des effets destructifs. A la fin de la décennie, l'UNESCO a réagi en adoptant une stratégie destinée à élargir le rôle des ministères de l'éducation dans l'élaboration des politiques et le dialogue avec les organismes internationaux, ainsi qu'à renforcer les capacités nationales sur le plus long terme.

96. Il n'est pas inutile de garder présents à l'esprit ces enseignements des programmes d'ajustement qui ont été introduits dans les années 1980, lorsque vient le temps de protéger les acquis passés contre d'éventuelles mesures d'austérité budgétaire. Le pessimisme n'est pas de mise parce que les temps ont changé. Selon une étude récente portant sur sept exemples de mise en œuvre et de financement de l'Education pour tous (EPT)<sup>23</sup>, il y a tout

---

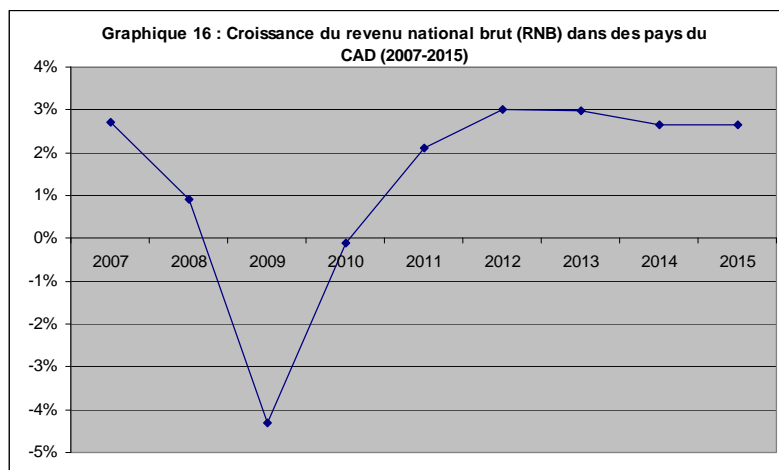
<sup>22</sup> Jallade L, Lee E. et Samoff J., *International cooperation*, dans J. Samoff (Ed) *Coping with crisis* (UNESCO Cassell)

<sup>23</sup> *Mettre en œuvre et financer l'Education pour Tous*, Politiques et stratégies d'éducation 6,

lieu d'être optimiste, pour plusieurs raisons : les valeurs civiques favorables à l'EPT recueillent un consensus plus large aujourd'hui que ce n'était le cas dans les années 1980 ; l'approche est sectorielle et participative ; les objectifs sont formulés en termes d'éducation (et non en termes financiers) ; le souci de l'équité, entre les régions et entre les sexes, est plus prégnant et la communauté des donateurs est à la fois moins fragmentée et désireuse d'œuvrer conjointement à la réalisation d'objectifs communs.

97. Sur le plan politique, les pays en développement et, plus spécialement, les pays vulnérables à faible revenu, sont plus en mesure aujourd'hui que pendant la crise des années 1980 de négocier la poursuite des progrès récemment accomplis en matière d'APD : en premier lieu, parce que la crise actuelle n'est pas de leur fait et, en second lieu, parce qu'il est désormais admis que l'on peut tolérer les déficits budgétaires pour sortir de la crise actuelle. A ce titre, on peut imaginer que les donateurs multilatéraux seront plus faciles à convaincre d'intensifier leurs efforts que les donateurs bilatéraux, aux prises avec leur propre déficit budgétaire.

98. A l'occasion du Forum du futur organisé en mars 2009 par l'UNESCO pour évaluer l'incidence de la crise sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les répercussions des politiques en matière d'aide extérieure, des intervenants et des participants ont prôné l'adoption de mesures immédiates pour rétablir la confiance, renforcer les dimensions



Source : Estimations calculées sur la base de l'OCDE et du FMI

sociales du développement, éviter une diminution de l'aide publique au développement et redoubler d'efforts en faveur du « **multilatéralisme inclusif** ».<sup>24</sup> Il est trop tôt pour savoir ce que recouvre concrètement cette formule. Il pourrait s'agir de développer la coopération entre les grandes institutions économiques internationales afin d'améliorer l'efficacité du système multilatéral : réformes radicales de la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale visant à étendre le rôle des pays en développement dans le processus de prise de décisions, plus grande souplesse du FMI à l'égard des pays qui rencontrent des difficultés budgétaires ou engagement renouvelé des donateurs bilatéraux vis-à-vis des objectifs adoptés pour l'Afrique lors du sommet de Gleneagles organisé en 2005.

99. En attendant, les pays développés peuvent être tentés de compenser l'aggravation rapide de leurs déficits budgétaires en réorganisant ou hiérarchisant l'aide aux pays en développement, à l'échelon régional, national ou sectoriel. Faut-il orienter davantage cette assistance en direction des pays à faible revenu (PFR) et des groupes de PFR les plus pauvres en général ? Faudrait-il prendre des mesures spécifiquement destinées à absorber les effets de la crise dans certaines régions (par ex. en Afrique) ? Faut-il concentrer l'aide sur les infrastructures afin de permettre une relance rapide de la demande ou sur les investissements capables de générer un rendement à long terme, comme l'éducation ?

UNESCO, 2004

<sup>24</sup> *La crise financière et économique mondiale : quel impact sur le multilatéralisme et l'UNESCO ?*, Forum du futur de l'UNESCO, 2009.

### 3.2 Evolution des flux d'APD d'ici à 2010 : sous l'effet de la crise ?

100. Une partie du questionnaire d'enquête concernait l'aide octroyée à l'éducation à l'échelon des pays. Mais, outre que les réponses apportées sur ce point ont été quasiment inexistantes, les données, quand elles étaient fournies, étaient incomplètes ou insuffisantes. Pour les besoins de ce rapport, il a donc été fait appel à des sources internationales, en particulier aux données du CAD de l'OCDE, qui ont été compilées et traitées pour pouvoir procéder à une analyse et à des prévisions pertinentes.

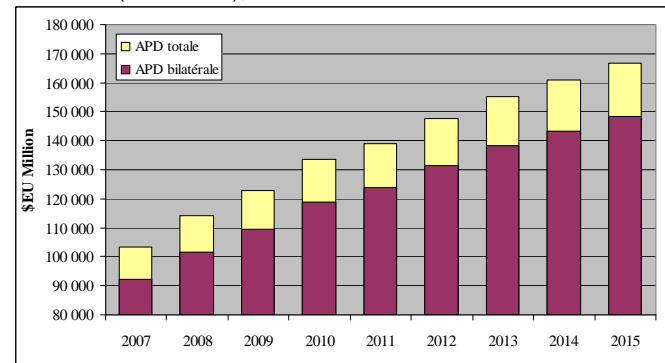
101. D'après les données du CAD, le volume net total de l'APD consenti aux pays en développement a franchi le cap des 100 milliards en 2007, ce qui équivaut à un doublement sur la période 2001-2007. Globalement, il s'agit là d'une évolution qu'il convient de saluer et qui a été encouragée par l'engagement des donateurs, lors de la rencontre du G8 à Gleneagles et du sommet du Millénaire organisé par les Nations Unies, de porter à 130 milliards d'ici 2010 (calculé en dollars des Etats-Unis constants de 2004) le montant de leur aide octroyée au titre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)<sup>25</sup>.

102. Au vu des engagements pris en d'autres occasions par les donateurs (Annexe 3, Hypothèses relatives à l'APD en pourcentage du RNB), le volume total de l'APD augmentera de 29 % entre 2007 et 2010, et de 61 % entre 2007 et 2015, en dollars des Etats-Unis de 2007 (Graphique 17), pour atteindre 165 milliards de dollars des Etats-Unis.

103. Du point de vue des pays bénéficiaires, l'aide programmable par pays (APP), régie par un plan pluriannuel, est la clé d'un financement de la réalisation des OMD. En 2007, la part de l'APD bilatérale totale destinée à l'APP n'était que de 57 %, plusieurs donateurs européens (en particulier l'Autriche, la France, l'Allemagne et l'Italie) ayant en effet décidé d'affecter une proportion importante de leur aide à l'allégement de la dette et à l'action humanitaire. Si l'on y ajoute l'APP consentie par des organismes multilatéraux, le volume total de l'APP s'élevait, en 2007, à 75 milliards de dollars des Etats-Unis. L'Afrique subsaharienne où est concentrée la majorité des PFR « vulnérables » devrait recevoir environ 36 % du total, devenant ainsi, et de loin, le plus gros bénéficiaire de cette aide par habitant. L'Asie, qui compte de nombreux pays à population élevée, recevra 43 % du total.

104. S'appuyant sur les annonces d'engagements publiées par des pays membres du CAD et des organismes multilatéraux, le Secrétariat du CAD a fait des estimations de l'APP en faveur de pays bénéficiaires d'ici à 2011<sup>26</sup>. Celles-ci laissent entrevoir un accroissement global de 11 % des décaissements bruts en dollars des Etats-Unis de 2008, la répartition de l'aide par région demeurant globalement inchangée.

**Graphique 17 :** APD attendue d'après les engagements des donateurs (2007-2015), \$ EU de 2007



Source : Estimations calculées sur la base du OCDE/CAD

<sup>25</sup> 2009 DAC Report on Aid Predictability: Survey on donors' forward spending plans, OCDE/CAD, juin 2009

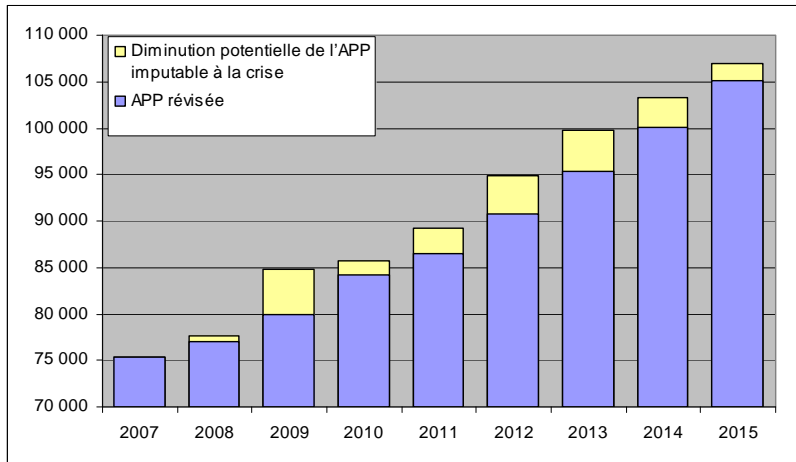
<sup>26</sup> ibidem

105. La confirmation éventuelle de ces estimations sous la forme de décaissements réels par les donateurs et les organismes multilatéraux aux prises avec la crise actuelle donnera lieu à de nombreux débats au sein de la communauté internationale dans les prochains mois. Pour l'heure, le tableau de la situation se présente comme suit :

- **Aide multilatérale** : Les grands organismes multilatéraux sont, semble-t-il, désireux et capables de compenser les effets préjudiciables de la crise sur la croissance et les recettes publiques en augmentant les flux d'APD pour contribuer au maintien du revenu des pays en développement. Une augmentation substantielle des ressources du FMI par le G20 a eu lieu dernièrement et une annulation immédiate de la dette des pays les plus « vulnérables » pourrait être décidée à titre d'allègement. Il est difficile de savoir si une proportion importante de ces nouvelles ressources sera destinée au soutien de l'éducation, ne serait-ce qu'indirectement au travers du maintien des dépenses publiques. La Banque mondiale propose la création d'un Mécanisme de financement en faveur des pays vulnérables (VFF) afin de « rationaliser son appui dans le but de protéger les pauvres et les plus vulnérables, en période de choc économique mondial »<sup>27</sup>.

Différents fonds seraient incorporés dans ce mécanisme, notamment le mécanisme actuel d'intervention rapide. Les banques régionales de développement pourraient lui emboîter le pas en augmentant les flux d'aide, mais aucun élément ne permet encore de l'affirmer.

**Graphique 18 : Diminution potentielle de l'APP imputable à la crise actuelle, dollars EU de 2007 (millions de dollars)**



Source : Prévisions calculées sur la base de l'OCDE/CAD

- **Aide bilatérale** : Il est probable que son volume sera très variable en fonction de la situation budgétaire des donateurs. Dans l'ensemble, les donateurs devraient être moins enclins à honorer les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide. Certains pays ont déclaré qu'ils accorderaient des montants d'aide identiques, voire supérieurs, mais d'autres ont déjà pris des mesures contraires. Le volume d'aide consenti par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), le plus gros donateur, n'est pas défini, même si les signes semblent de bon augure<sup>28</sup>. Selon certains observateurs, les flux d'aide devraient accuser une baisse sensible

<sup>27</sup> *Swimming Against the Tide: How Developing Countries Are Coping with the Global crisis*, Document d'information élaboré par le personnel de la Banque mondiale à l'occasion de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20, Horsham, Royaume-Uni, 13-14 mars 2009

<sup>28</sup> L'administrateur par intérim de USAID a déclaré lors de la réunion de haut niveau du CAD qui s'est tenue fin mai 2009, puis l'a répété lors de la réunion des ministres du développement des pays du G8, organisée en Italie, en juin 2009: « Les Etats-Unis doubleront leur aide étrangère au courant des cinq prochaines années. »

dès 2009<sup>29</sup>.

106. Si ces pronostics devaient se confirmer, la part de l'aide multilatérale dans le volume total de l'aide, actuellement égale au quart de l'APP totale, devrait augmenter, comme l'a d'ailleurs déjà indiqué le rapport 2009 du CAD.

107. Compte tenu des engagements pris par les donateurs en matière d'APD et des nouvelles prévisions de croissance économique concernant les pays membres du CAD, on peut s'attendre à une diminution de l'aide programmable par pays (APP) induite par la crise actuelle. Le Graphique 18 montre les estimations de cette diminution de l'APP pendant et après la crise.

108. Le montant total cumulé de la diminution de l'APP pendant la crise, c'est-à-dire la période 2008-2010, est estimé à quelque 7 milliards de dollars des Etats-Unis de 2007. Si l'incidence de la crise sur l'APP se prolonge au-delà de la durée prévisible de la crise, le total cumulé de la diminution de l'APP s'élèverait à 23 milliards de dollars des Etats-Unis entre 2008 et 2015. Dans la mesure où cette diminution est calculée en supposant que les donateurs respecteront les engagements qu'ils ont pris antérieurement, l'ampleur de la diminution risque d'être plus importante si les donateurs ne tiennent pas ces engagements. C'est en 2009 que l'ampleur de cette diminution sera la plus forte (4,8 milliards de dollars des Etats-Unis).

### 3.3 Evolution de l'Aide programmable par pays (APP) à l'éducation

109. Ce rapport présente une estimation de l'évolution passée et future de l'APD en faveur du système éducatif des pays qui a été établie sur la base des données de l'OCDE (données CAD 2007). Les chiffres indiqués ici sont exprimés en dollars des Etats-Unis de 2007.

**Tableau 9 : Données de base et hypothèses clés de croissance économique, évolution de l'APD et de l'APP (2007-2015)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2015
Augmentation du RNB (CAD)	2.70 %	0.90 %	-4,30 %	-0.10 %	2.11 %	2.65 %
APD/RNB	0.28 %	0.30 %	0,34 %	0,37 %	0,38 %	0.41 %
Augmentation de l'APP	0.50 %	4.84 %	3,73 %	5,38 %	2.63 %	5.00 %
<b>1. APD bilatérale du CAD</b>						
Soutien au budget général en % de l'APP (bilat.)	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %
APP à l'éducation (% de l'APP totale)	6,7 %	7,1 %	7,5 %	7,9 %	8,3 %	10,0 %
% du soutien budgétaire gén. pour l'éducation	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %
APP à l'éducation de base (% de l'APP à l'éduc.)	38,6 %	38,8 %	39,0 %	39,1 %	39,3 %	40,0 %
<b>2. APD multilatérale</b>						
Soutien au budget général en % de l'APP	16,7 %	16,7 %	16,7 %	16,7 %	16,7 %	16,7 %
APP à l'éducation (% de l'APP totale)	8,1 %	8,6 %	9,1 %	9,6 %	10,0 %	12,0 %
% du soutien budgétaire gén. pour l'éducation	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %
APP à l'éducation de base (% de l'APP à l'éduc.)	27,2 %	28,8 %	30,4 %	32,0 %	33,6 %	40,0 %

Source : Valeurs estimées en dollars des Etats-Unis de 2007, sur la base des données du CAD

110. Compte tenu du caractère imprévisible des perspectives économiques globales et des engagements des donateurs, ainsi que des écarts du système de notification du CAD, des hypothèses ont été établies pour obtenir une approximation du volume potentiel de l'APP

<sup>29</sup> *Financial crisis – Impact on aid flows*, note de synthèse – 5/02/2009, ODI

alloué à l'éducation. La première hypothèse s'appuie sur la méthodologie utilisée pour une exploration rapide de l'APP en faveur de l'éducation (explications dans l'Encadré 2).

111. Comme l'indique le Tableau 9, on prévoit une contraction de l'activité économique des pays du CAD en 2009 (- 4,3 %), ainsi qu'en 2010 quoique plus modérée, suivie d'une relance à compter de 2011. L'APD en pourcentage du RNB, qui était de 0,28 % en 2007, devrait atteindre 0,37 % en 2010 et 0,41 % en 2015. S'appuyant sur des tendances historiques, l'OCDE prévoit un taux de croissance réel de l'APP de 5 %, en moyenne.

112. Pour ce qui est de l'APP allant à l'éducation, la moyenne des engagements sur 2005-2007 représentait, respectivement pour les donateurs bilatéraux et multilatéraux, 6,7 % et 8,1 % de l'APP totale : ces deux chiffres sont utilisés comme données de référence pour 2007<sup>30</sup> et les montants estimés de l'APP en faveur de l'éducation sont calculés en dollars des Etats-Unis de 2007. On suppose que la part de l'éducation dans l'APP augmentera progressivement jusqu'en 2015 pour s'établir à 10 % (donateurs bilatéraux) et 12 % (donateurs multilatéraux) de l'APP totale. La part de l'éducation de base dans l'APP en faveur de l'éducation, qui était de 38,6 % pour les donateurs bilatéraux et de 27,2 % pour les donateurs multilatéraux en 2007, devrait être portée à 40 % pour les donateurs bilatéraux et multilatéraux d'ici à 2015 (voir Tableau 9 ci-dessus).

#### **Encadré 2 : Evaluer le montant de l'aide totale au secteur éducatif**

Comme il est indiqué dans le Rapport mondial de suivi 2009 sur l'EPT, le système de rapports statistiques du CAD de l'OCDE distingue trois grands niveaux d'enseignement. L'aide à l'éducation de base comprend l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et les compétences élémentaires nécessaires à la vie courante pour les jeunes et les adultes, alphabétisation comprise. Le Rapport prend pour hypothèse que la moitié de l'aide à l'éducation de 'niveau non spécifié' bénéficie à l'éducation de base. En outre, le secteur éducatif reçoit de l'aide dans le cadre d'un soutien au budget général. On considère qu'un cinquième de celui-ci est alloué à l'éducation, dont la moitié bénéficie à l'éducation de base. Le mode de calcul de l'aide à l'éducation appliqué dans le Rapport est donc le suivant (GMR 2009 p209):

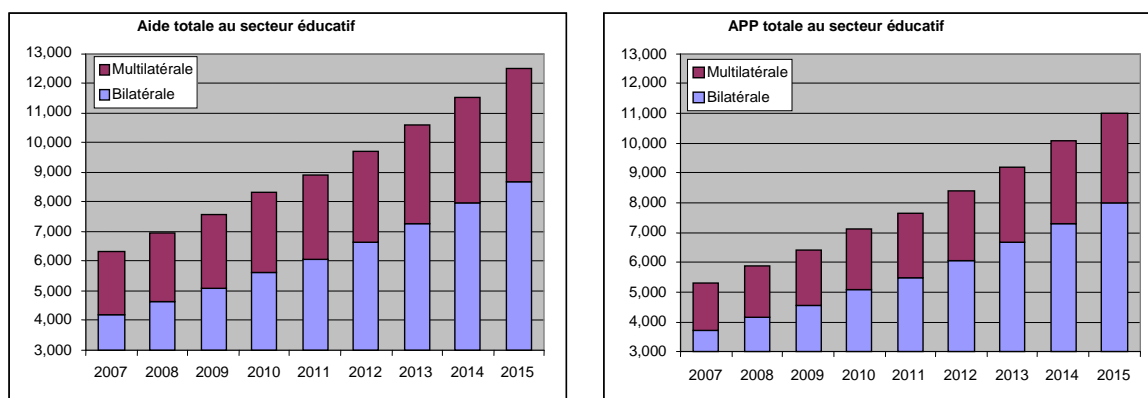
- aide totale au secteur de l'éducation = aide directe (APD) à l'éducation + 20% du soutien au budget général ;
- aide totale à l'éducation de base = aide directe (APD) à l'éducation de base + 50% de l'aide à l'éducation de 'niveau non spécifié' + 10% du soutien au budget général.

Dans ce rapport, les estimations de l'aide à l'éducation comprennent uniquement l'aide directe à des pays (aide programmable par pays – APP), c'est-à-dire en déduisant les coûts imputés aux étudiants, mais en appliquant la même méthode de calcul que dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, en ajoutant les coûts supplémentaires (une partie du soutien au budget général et un pourcentage déterminé de l'aide à l'éducation de base de 'niveau non spécifié'). Le mode de calcul utilisé dans ce rapport est donc le suivant :

- aide totale au secteur de l'éducation = APP à l'éducation + 20% du soutien au budget général ;
- aide totale à l'éducation de base = APP à l'éducation de base + 50% de l'APP à l'éducation de 'niveau non spécifié' + 10% du soutien au budget général.

<sup>30</sup> Chiffres concernant les décaissements de l'APP en faveur du secteur éducatif disponibles en juin 2009. Comme la notification des données rétrospectives sur les engagements, dans le Système de notification des pays créanciers (SNPC), a été nettement meilleure que celle des données sur les décaissements, le CAD de l'OCDE a fait une estimation des décaissements à partir de la moyenne des engagements sur 3 ans.

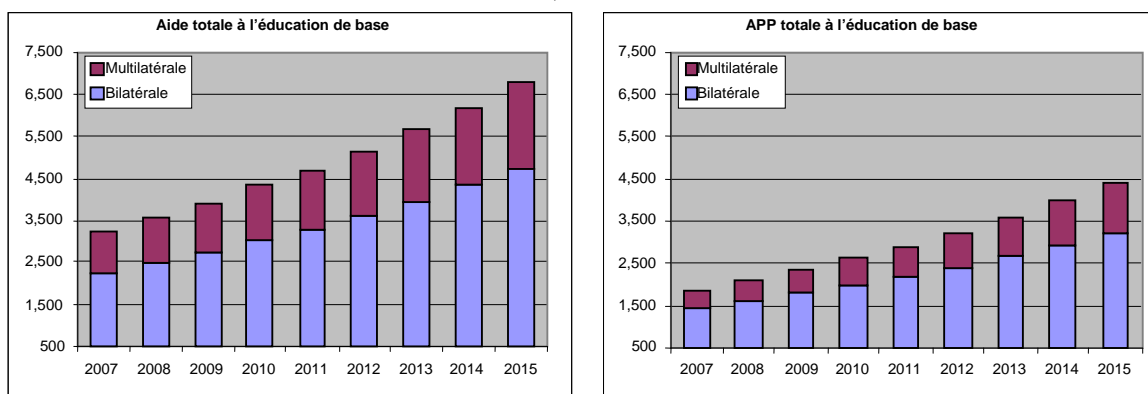
**Graphique 19 : Prévisions de l'aide totale à l'éducation et de l'APP spécifique à l'éducation, millions de dollars EU**



Source : Prévisions calculées sur la base des données du CAD de l'OCDE

113. En ce qui concerne l'aide à l'éducation de base (c'est-à-dire les sous-secteurs de l'Education pour tous), on prévoit une augmentation voisine de 33 % entre 2007 (3,2 milliards) et 2010 (4,3 milliards) et de plus du double entre 2007 et 2015 (6,8 milliards) en dollars des Etats-Unis de 2007. La part de l'aide à l'éducation de base dans l'APP destinée au secteur éducatif passerait de 51 % en 2007 à 52 % en 2010 pour s'établir à 54 % d'ici à 2015.

**Graphique 20 : Prévisions de l'aide totale à l'éducation de base et de l'APP spécifique à l'éducation de base, millions de dollars EU**



Source : Prévisions établies sur la base des données du CAD de l'OCDE

### 3.4 Etablissement de priorités concernant les flux d'aide : le cas de l'Afrique subsaharienne

114. Parmi les arguments qui plaident pour une redistribution de l'APD en faveur de l'Afrique subsaharienne figurent l'importance cruciale que cette aide revêt pour soutenir les dépenses publiques dans les PFR en général et le défi imposant auquel sont confrontés la plupart des pays africains pour atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015. Selon le CAD, l'APD représentait les deux tiers des afflux nets de capitaux en Afrique subsaharienne sur la période 2000-2006, soit une proportion beaucoup plus élevée que dans d'autres régions du monde.

115. Actuellement, selon le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, l'aide à l'éducation en faveur des pays en développement, y compris en Afrique subsaharienne, est insuffisante, loin s'en

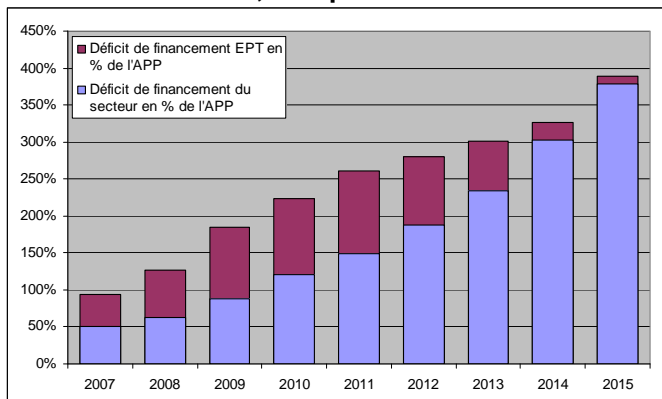
faut. L'augmentation de l'aide octroyée à l'Afrique subsaharienne tend à se ralentir et aucun changement dans la répartition de l'aide susceptible de compenser cette tendance n'est prévu dans un proche avenir. Comme évoqué précédemment, à cause de la crise, le volume de l'aide destinée aux pays en développement a été revu à la baisse (Graphique 18) : et c'est principalement l'Afrique qui devrait en pâtir.

116. Le rapport 2009 du CAD sur la prévisibilité de l'aide déplore que les donateurs soient encore bien loin de l'objectif qu'ils s'étaient fixés à Gleneagles concernant l'Afrique : « L'augmentation de l'APP en termes absolus est la plus forte en Afrique subsaharienne. Mais cette augmentation, qui représente 1,3 milliards de dollars des Etats-Unis, est largement insuffisante pour atteindre les objectifs fixés pour 2010 concernant l'Afrique. En effet, le pourcentage d'augmentation de l'APP programmée entre 2008 et 2010 est plus élevé pour l'Amérique du Sud (16 %), l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale (10 %) et l'Asie du Sud et l'Asie centrale (6 %) que pour l'Afrique subsaharienne (5 %). »

117. Le volume d'aide dont l'Afrique a besoin pour développer l'éducation est un point à étudier. Plusieurs organismes, dont la Banque mondiale et l'UNESCO, ont procédé à des projections sur les ressources de l'EPT. Mais plusieurs agences ont précisé que les déficits de financement calculés jusqu'ici ont été sous-estimés. Dans la prochaine édition du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, un nouveau chiffrage des coûts de réalisation des objectifs de l'EPT et des déficits de financement qui en résultent, au niveau mondial et pour l'Afrique, devrait être fait. A la date d'établissement du présent rapport, ce nouveau chiffrage n'étant pas disponible, les résultats préliminaires d'une étude de cas mandatée par l'équipe en charge du Rapport mondial de suivi et menée dans trois pays africains<sup>31</sup> ont été utilisés pour évaluer le volume actuel d'aide à l'éducation pour l'Afrique et le volume d'aide souhaitable pour combler les déficits de financement.

118. Le Graphique 21 montre que le déficit de financement du secteur éducatif en Afrique subsaharienne en 2007 était de 50 % environ par rapport à l'APP allant au secteur éducatif et de 90 % par rapport à l'APP allant à l'éducation de base pour l'EPT. Ce déficit de financement ne prend pas en compte le soutien financier des pays non membres du CAD au développement de l'éducation en Afrique, qui paraît avoir augmenté les années passées et devrait continuer ainsi dans les années à venir. Mais, si les tendances actuelles de l'APP se maintiennent à un niveau inférieur aux engagements pris par les donateurs du CAD, le déficit de financement de l'éducation en Afrique (après déduction de l'APP à l'éducation attendue pour l'Afrique subsaharienne) augmentera à un rythme exponentiel pour atteindre 120 % en 2010 et dépasser 300 % en 2015. Le déficit de financement des sous-secteurs de l'EPT est, semble-t-il, toujours plus élevé que pour les autres sous-secteurs.

**Graphique 21 : Déficit de financement du secteur éducatif et de l'EPT, Afrique subsaharienne**



Source : Estimations établies sur la base des données CAD  
N.B. : L'aide à l'éducation fournie par des donateurs n'appartenant au CAD n'est pas prise en compte ici.

<sup>31</sup> Il s'agit de la RD Congo, du Nigeria et du Soudan, qui comptent 32 % de la population d'Afrique subsaharienne. Pour l'heure, dans ce rapport, on estime que les besoins de ces pays représentent le tiers des besoins de l'Afrique subsaharienne au titre de l'éducation.

119. Imaginer que l'on puisse combler un tel déficit de financement en imposant une charge supplémentaire aux familles africaines serait irréaliste. Dans les années à venir, une augmentation de la contribution d'autres parties prenantes, notamment d'autres pays de l'OCDE, de pays n'appartenant pas au CAD, de pays à revenu élevé non membres de l'OCDE, de pays émergents à revenu intermédiaire, ainsi que des entreprises, sera nécessaire. Les donateurs du CAD devront, en tout état de cause, accroître l'aide en révisant à la hausse leurs engagements et mieux répartir l'aide destinée à l'Afrique.

**Tableau 10 : Prévisions en matière d'aide à l'éducation par pays et de déficits de financement en Afrique subsaharienne (Scénario de base)**

Millions de \$ EU, en dollars constants de 2007	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Aide totale à l'éducation / pays</b>	<b>2.726</b>	<b>2.958</b>	<b>3.190</b>	<b>3.492</b>	<b>3.720</b>
APP en faveur de l'éducation	2.068	2.275	2.474	2.729	2.929
Dont bilatérale	1.512	1.669	1.821	2.015	2.169
<b>Dont aide à l'éducation de base / pays</b>	<b>1.576</b>	<b>1.718</b>	<b>1.870</b>	<b>2.067</b>	<b>2.223</b>
Dont APP spécifique à l'éducation de base	883	986	1.094	1.231	1.347
<b>Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne (par rapport au revenu national)</b>					
Secteur éducatif	<b>4.113</b>	<b>4.798</b>	<b>5.996</b>	<b>7.694</b>	<b>9.277</b>
Education de base uniquement	<b>3.062</b>	<b>3.905</b>	<b>5.327</b>	<b>6.679</b>	<b>8.008</b>
<b>Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne (après déduction de l'APP)</b>					
Secteur éducatif	<b>1.387</b>	<b>1.840</b>	<b>2.807</b>	<b>4.202</b>	<b>5.557</b>
Education de base uniquement*	<b>1.486</b>	<b>2.187</b>	<b>3.457</b>	<b>4.612</b>	<b>5.785</b>

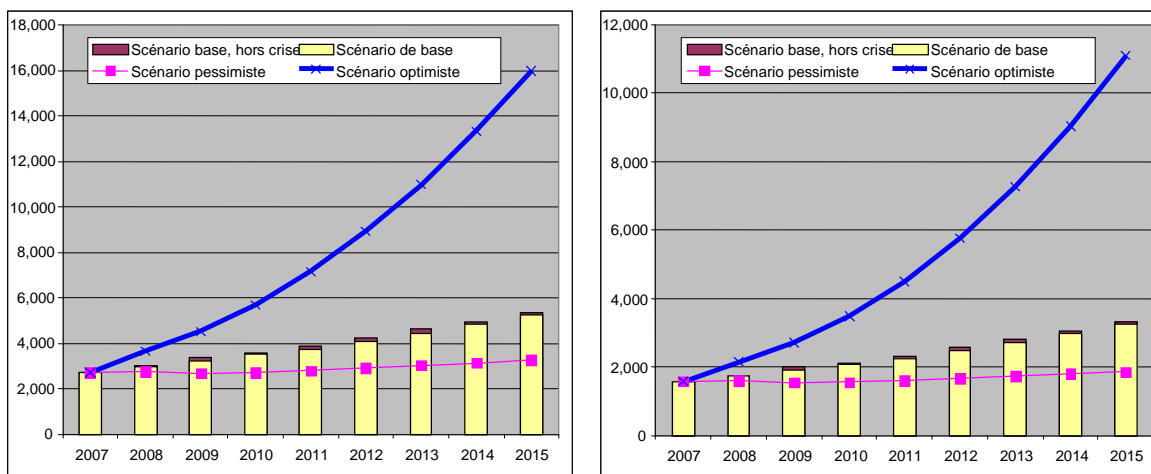
Source : Estimations calculées en dollars EU de 2007, sur la base des données du CAD

N.B. : \* Le fait que les déficits de financement soient plus élevés pour l'éducation de base que pour l'ensemble du secteur éducatif peut refléter deux réalités opposées : (i) soit le soutien réel des donateurs à l'éducation de base n'est pas intégralement pris en compte à cause du système de notification de l'OCDE, soit (ii) le soutien des donateurs au secteur éducatif privilégie réellement les sous-secteurs autres que l'EPT.

120. Etant donné les énormes déficits de financement de l'éducation pour l'Afrique subsaharienne (scénario de base), diverses hypothèses d'aide ont été établies pour étudier les différentes options qui permettraient une réduction de ces déficits : les graphiques ci-dessous montrent le volume de l'aide programmable par pays (APP) que l'Afrique subsaharienne peut escompter recevoir pour le développement de l'éducation selon les différentes options et hypothèses.

**Graphique 22 : Prévisions d'aide pour l'éducation en Afrique subsaharienne (APP), millions de \$ EU**

**Graphique 23 : Prévisions d'aide pour l'EPT en Afrique subsaharienne (APP), millions de \$ EU**



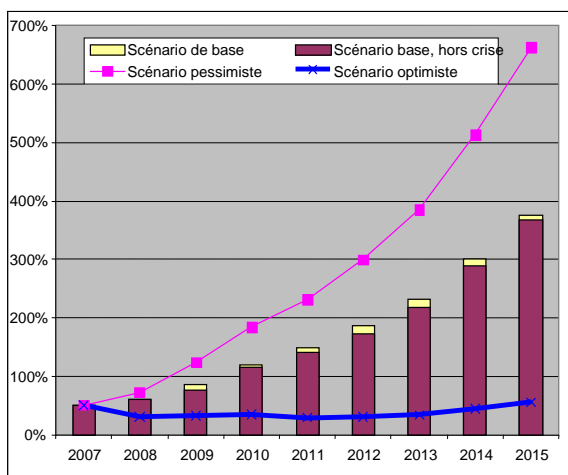
Source : Estimations calculées en dollars EU de 2007, sur la base des données du CAD

121. Les prévisions d'aide ci-dessus présentées selon ces scénarios reposent sur les hypothèses suivantes :

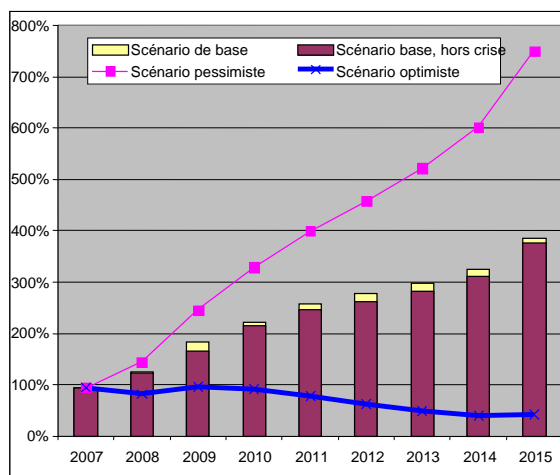
- **Scénario de base** : Les données de référence et les hypothèses qui ont servi de base à la construction de ce scénario sont présentées à l'Annexe 4. Les hypothèses de base sont indiquées dans le Tableau 9 ci-dessus et les conclusions en sont exposées dans le Tableau 10. Globalement, on suppose ici que la part de l'APP destinée à l'Afrique subsaharienne devrait passer de 36,6 % en 2007 à 38,3 % en 2011 jusqu'à atteindre 40 % en 2015, que la part de l'APP en faveur de l'éducation dans l'APP totale destinée à l'Afrique passe de 7,7 % en 2007 à 8,8 % en 2011 et 10 % en 2015 et que la part de l'APP en faveur de l'éducation de base dans l'APP en faveur du secteur éducatif en Afrique passe de 32,4 % en 2007 à 40 % en 2015.
- **Scénario de base, hors crise** : Les paramètres utilisés pour ce scénario sont identiques aux précédents, hormis le taux de croissance du PIB qui a été fixé à 1,7 % en moyenne entre 2008 et 2010, comme s'il n'y avait pas de crise.
- **Scénario pessimiste** : Les hypothèses appliquées à ce scénario sont les indicateurs de performance similaires à ceux observés en 2007, y compris pour le ratio APD/RNB (0,28 %).
- **Scénario optimiste** : Ce scénario a été construit pour déterminer le volume d'aide nécessaire pour couvrir la totalité des besoins de développement de l'éducation et, en particulier, de l'EPT en Afrique. Il en ressort essentiellement que, pour couvrir la totalité des besoins de l'Afrique subsaharienne du point de vue de la réalisation de l'EPT : (i) les pays membres du CAD devraient respecter la cible fixée par l'ONU, à savoir un ratio APD/RNB égal à 0,7 % ; (ii) la part de l'APP allouée à l'Afrique dans l'APP totale doit être augmentée de 40,8 % en 2011 et de 45 % d'ici à 2015 ; (iii) la part de l'éducation dans l'APP allouée à l'Afrique devrait atteindre 11,3 % en 2011 et 15 % d'ici à 2015 ; et (iv) l'APP en faveur de l'éducation de base devrait représenter la moitié de l'APP en faveur de l'éducation en 2015, contre 32,4 % à l'heure actuelle.

122. Les déficits de financement correspondant à chaque scénario sont illustrés sur les graphiques ci-dessous. Les données détaillées relatives à chaque scénario sont présentées à l'Annexe 5.

**Graphique 24 : Déficits de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne (APP)**



**Graphique 25 : Déficits de financement de l'EPT en Afrique subsaharienne (APP)**



123. Quelques-unes des conclusions que l'on peut tirer de ces scénarios sont les suivantes :

- même en tenant compte des annonces d'engagement au titre de l'aide faites par les donateurs, si les montants versés au titre de l'aide à l'éducation restent au même niveau que dans le passé (scénario de base), ils seront insuffisants ;
- il n'est pas souhaitable que le montant de l'aide allouée demeure similaire à ce qu'il était en 2007 (scénario pessimiste) et, si les donateurs ne respectent pas l'engagement qu'ils ont pris à Gleneagles, la situation sera catastrophique ;
- l'option la plus souhaitable est celle qui consiste, pour les membres du CAD, à respecter la cible fixée par l'ONU, à savoir consacrer 0,7 % de leur RNB à l'APD (scénario optimiste), et à accroître la part de cette aide qu'ils allouent à l'Afrique.

## 4. Conclusions et actions ultérieures

124. Ce rapport livre une analyse des données recueillies grâce à « l'Enquête rapide » lancée, en mars 2009, par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO (via sa Division des politiques et stratégies éducatives - ED/ESB/EPS). Ces données et l'analyse qui en a été faite s'inscrivent dans la perspective du débat qui a lieu actuellement au sein de la communauté internationale sur l'incidence de la crise sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'UNESCO s'acquitte ainsi d'une importante mission de « veille » qui consiste à alerter ses organes directeurs et partenaires de développement quant aux effets potentiellement néfastes des secousses économiques sur l'éducation, contribuant ainsi à l'amorce d'un débat politique utile et à l'identification de réponses adaptées.

125. Les auteurs de ce rapport sont conscients des obstacles et des limites de cet exercice qui vise à recueillir des données sur le financement de l'éducation via l'envoi de questionnaires par courriel aux Bureaux hors Siège : un petit nombre de questionnaires retournés, des données incomplètes ou imprécises, la difficulté de refléter le débat local en cours sur l'éducation dans des données quantitatives, l'absence de visibilité des acteurs locaux, etc. Collecter des informations sur le terrain en période de crise est toujours quelque peu aléatoire. Néanmoins, on a considéré que cette forme d'approche consultative était préférable à une démarche directive consistant à spéculer en haut lieu sur les effets potentiels de la crise.

126. Les grandes lignes des conclusions sont présentées dans les chapitres précédents. Abstraction faite des réserves habituelles et légitimes que l'on peut avoir à l'égard des données recueillies dans le cadre de l'enquête rapide et de la nécessité de les affiner, il apparaît opportun de rappeler cinq enseignements relatifs à l'incidence de la crise actuelle qui semblent indiscutables :

- la présente crise est différente des précédentes du fait qu'elle a pris naissance dans les économies avancées ;
- ses répercussions ne sont pas encore pleinement perceptibles dans les statistiques relatives au financement de l'éducation ;
- pour sortir de la crise, il est préférable d'avoir recours à l'accroissement des déficits budgétaires plutôt que de s'en remettre à l'orthodoxie budgétaire, car ils permettent de mettre en place des conditions plus favorables au maintien des budgets alloués à l'éducation que ce n'était le cas dans le passé ;
- les pays à faible revenu, nombreux en Afrique subsaharienne, ne peuvent pas se permettre de creuser davantage leurs déficits publics et ils devraient donc bénéficier en priorité de l'augmentation de l'APD ;
- une nouvelle confirmation doit être donnée par la communauté internationale qu'elle respectera les engagements qu'elle a pris en matière d'augmentation de l'APD, en particulier par les donateurs bilatéraux.

127. Au moment de l'établissement du présent rapport, on observe que les budgets alloués à l'éducation ont pâti de la crise actuelle, mais à des degrés divers. Dans plusieurs pays, les dépenses consacrées à l'éducation en 2009 (comptabilisées en dollars des Etats-Unis) ont diminué par rapport à 2008, en particulier dans les économies où l'on s'attendait à une contraction ou à un recul marqué de la croissance en 2009. Dans d'autres pays, même si le budget consacré à l'éducation devrait être maintenu, l'augmentation en 2009 sera faible et marginale par comparaison à la progression constante enregistrée durant les années précédentes.

128. Comme les chiffres des budgets 2009 indiqués dans les réponses aux enquêtes sont souvent des estimations prévisionnelles, il est possible que les dépenses réelles que l'on enregistrera à la clôture de l'exercice budgétaire, ou au-delà, soient nettement inférieures aux chiffres déclarés par les pays. Dans les pays où la scolarisation est en augmentation rapide, une croissance négative ou minime des dépenses consacrées à l'éducation aboutira dans la pratique à une diminution des coûts unitaires par élève, à une compression des dépenses de fonctionnement des établissements scolaires et à une détérioration accrue de la qualité de l'offre éducative.

129. Cependant, sur une note positive, rien n'indique dans la plupart des pays que les budgets alloués à l'éducation seront davantage réduits que ceux d'autres secteurs. En effet, la part des budgets gouvernementaux alloués à l'éducation demeure constante ou en augmentation dans un grand nombre des pays enquêtés et sur l'ensemble des régions : elle augmenterait dans seize des 25 pays pour lesquels on dispose de données (cinq sur huit en Afrique, quatre sur six dans la région Asie et Pacifique, deux sur trois dans les Etats arabes et cinq sur huit dans la région Amérique Latine et Caraïbes). Des mesures de relance économique, parmi lesquelles des transferts sociaux accrus vers le secteur éducatif, sont annoncées, non seulement dans les pays développés, mais aussi dans de nombreux pays à revenu intermédiaire. Il est également encourageant d'observer que, dans certains pays couverts par l'enquête, en particulier les pays à revenu intermédiaire, il est de plus en plus couramment admis qu'il faut inscrire l'éducation dans une politique d'investissement à long terme conçue pour alimenter régulièrement le marché du travail et restaurer la croissance économique. Toutefois, les économies des pays à faible revenu n'ont pas la capacité budgétaire nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre des programmes sociaux ou intensifier les programmes existants, aussi est-il indispensable que la communauté internationale leur apporte son appui sans tarder.

130. L'expérience passée montre que les crises ont une incidence variable selon le contexte de développement. Les effets négatifs ont été très vivement ressentis dans les pays et les ménages les plus pauvres et se sont accompagnés (i) d'une diminution des ressources publiques consacrées à l'éducation, entraînant une dégradation des conditions d'apprentissage et d'enseignement dans les écoles publiques ; (ii) d'un accroissement des effectifs scolaires dans le privé, au détriment des établissements d'enseignement public de qualité médiocre délaissés par les familles aisées ; (iii) de compressions des budgets de dépenses affectés à l'éducation plus importantes dans le cycle primaire et dans d'autres sous-secteurs associés à l'Education pour tous (EPT) que dans des cycles d'enseignement supérieur. Dans les réponses politiques qu'ils apportent en temps de crise, les pouvoirs publics devraient être particulièrement attentifs à cibler leur soutien. Les transferts sociaux envisagés dans plusieurs pays doivent être développés afin d'assurer l'accès, la participation et la réussite des élèves les plus vulnérables.

131. Malgré la proportion élevée que représente le coût du développement de l'éducation pour les ménages dans de nombreux pays, le rapport n'a pas abordé cette question en détails, ne serait-ce que parce qu'il est encore trop tôt pour recueillir des données concernant les répercussions de la crise sur le revenu des ménages. Il ressort néanmoins clairement des réponses à l'enquête que, dans les pays en développement, de nombreuses familles souffriront des effets de la crise, notamment de la hausse du chômage ou du sous-emploi, de la diminution des envois de fonds et de l'accroissement du coût de scolarisation de leurs enfants. Ce sont là autant de facteurs qui risquent également d'influer sur la demande sociale d'éducation pendant et après la crise. Cette question, comme d'autres, peut permettre de se faire une idée plus précise de l'incidence de la crise sur l'offre éducative et l'UNESCO y consacrera des études plus approfondies.

## **Actions ultérieures**

132. Les informations obtenues, grâce à l'enquête rapide, sur l'évolution de la structure des budgets de l'éducation en période de crise demeurent limitées et, qui plus est, sous la forme de courts « récits » destinés à refléter le débat national en cours sur l'éducation. Pour obtenir une vision plus complète des budgets alloués à l'éducation et, surtout, des nouvelles politiques et priorités adoptées par les gouvernements, il est envisagé de réaliser **des études de cas** pour un petit nombre de pays afin d'identifier les postes de dépenses susceptibles de faire l'objet de compressions budgétaires en cas d'urgence. Ces études de cas devraient porter en particulier sur la capacité de progression des pays vers l'EPT.

133. **L'UNESCO continuera d'étudier les effets de la crise financière et économique** sur l'offre éducative et sur la demande sociale d'éducation dans les Etats membres, notamment la manière dont les dépenses destinées au système éducatif sont redistribuées entre les divers cycles d'enseignement, et l'incidence éventuelle de la crise sur la scolarisation et sur la qualité de l'enseignement dispensé. Il est notamment prévu de procéder à une synthèse de la littérature portant sur des recherches et des études menées par d'autres agences, ainsi qu'à une analyse plus approfondie de l'incidence des précédentes crises financières et économiques sur l'éducation.

## Annexes

### Annexe 1 : Enquête rapide sur l'impact de la crise sur les dépenses éducatives

Situation de l'enquête rapide sur l'impact de la crise sur les dépenses éducatives							
AFR				ARB			
No.	Pays	Situation	Date de réponse	No.	Pays	Situation	Date de réponse
1	Congo RD	Partielle	03/04/2009	1	Iraq	Complete	02/04/2009
2	Cameroun	Complete	09/04/2009	2	Jordan	Complete	14/04/2009
3	Sénégal	Complete	28/04/2009	3	Lebanon	Complete	07/04/2009
4	Ghana	Partielle	17/04/2009	4	Palestine	Complete	03/04/2009
5	Malawi	Presque complète	16/04/2009	5	Soudan (Nord & Sud)	Complete	01/04/2009
6	Botswana	Presque complète	20/04/2009	6	Yémen	Presque complète	22/04/2009
7	Burkina Faso	Partielle	21/04/2009	7	Égypte	Presque complète	22/04/2009
8	Guinée	Complete	22/04/2009	8	Qatar	Partielle	11/05/2009
9	Congo	Complete	01/04/2009	<b>LAC</b>			
10	Benin	Complete	04/05/2009	1	Equateur	Complete	08/04/2009
11	Zimbabwe	Presque complète	08/05/2009	2	Haïti	Complete	04/08/2009
12	Kenya	Complete	15/05/2009	3	St Vincent	Partielle	04/04/2009
13	Mali	Complete	27/05/2009	4	Mexico	Complete	09/04/2009
<b>APA</b>				5	Chile	Complete	14/04/2009
1	Cambodge	Complete	01/04/2009	6	Rép. dominicaine	Partielle	22/04/2009
2	Kazakhstan	Incomplète	02/04/2009	7	Costa Rica	Presque complète	11/05/2009
3	Kirghizstan	Incomplète	02/04/2009	8	Honduras	Partielle	11/05/2009
4	Lao RDP	Complete	03/04/2009	9	Salvador	Complete	13/05/2009
5	Mongolie	Complete	03/04/2009	10	Nicaragua	Complete	22/05/2009
6	Népal	Complete	03/04/2009	11	Brésil	Partielle	15/04/2009
7	Pakistan	Complete	01/04/2009	<b>EUR</b>			
8	Singapore	Complete	03/04/2009	1	Armenia	Partielle	14/05/2009
9	Vietnam	Presque complète	16/04/2009				
10	Thaïlande	Partielle	29/04/2009				
11	Bhutan	Presque complète	05/05/2009				
12	Inde	Presque complète	05/05/2009				
13	Sri Lanka	Partielle	05/05/2009				
14	Vanuatu	Presque complète	28/05/2009				
15	Tonga	Incomplète	28/05/2009				
16	Kiribati	Incomplète	28/05/2009				
17	Samoa	Presque complète	28/05/2009				
18	Indonésie	Partielle	12/06/2009	<b>Total réponses</b>		<b>51</b>	
				Total réponses complètes		25	

La liste ci-dessus présente les pays pour lesquels les Bureaux hors Siège de l'UNESCO ont pu répondre à l'Enquête rapide sur l'impact de la crise sur les dépenses éducatives, ainsi que la qualité de ces réponses. Compte tenu de la difficulté d'obtenir des informations détaillées à l'époque, ce questionnaire a été simplifié en vue de croître le taux de réponses et d'obtenir des informations essentielles qui pourraient permettre d'avoir une compréhension globale de la situation. L'intégralité de ce questionnaire est présentée ci-dessous :

**ENQUETE RAPIDE SUR L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES DEPENSES  
EDUCATIVES**

Nom du pays:
Nom du répondant:
Information sur le répondant:

Bureau hors Siège de l'UNESCO:
Nom du point focal:
Information sur le point focal:

**1. Développement macro-économique**

	2007**	2008**	2009 (attendu)
1.1. Produit intérieur brut (PIB)*			
1.2. Taux de change moyen: Monnaie locale contre US\$			
1.3. Taux de croissance du PIB (%)			
1.4. Taux d'inflation (%)			

*Note:*

\* Indiquez si les données fournies concernent le PNB plutôt que le PIB et quelle monnaie est employée ici. Vous pouvez spécifier si les montants sont indiqués au prix courant ou constant.

\*\* Notez que l'année concernée est celle qui finit à l'année indiquée ci-dessus.

1.5. Prière de fournir des observations sur la situation actuelle et les facteurs principaux qui pourraient affecter l'évolution du développement économique dans le pays (par ex : changement en termes d'emplois, prix des ressources naturelles, revenus des exportations, balance de paiements, etc.). Vous pouvez argumenter l'analyse avec des faits et exemples à l'appui, y compris les données et informations provenant des médias ou des sources officielles.

--

**2. Financement**

	2007	2008	2009 (attendu)
2.1. Revenus intérieurs, excluant dons et prêts			
2.2. Dons et prêts (y compris appui budgétaire)			
2.3. Ressources totales (en principe, 2.1 + 2.2)			

*Note:*

Précisez (i) la monnaie employée ici; (ii) si les revenus domestiques ci-dessus mentionnés présentent le budget consolidé national ou uniquement celui du gouvernement central; (iii) si possible, si les montants mentionnés sont des budgets votés ou des dépenses effectives pour 2007 et 2008.

2.4. Prière de fournir des observations sur l'évolution possible des finances publiques (par ex : si le budget voté a déjà été ou sera bientôt révisé, quels secteurs risquent d'être affectés, s'il y a des signes du gel de recrutements dans la fonction publique, notamment des enseignants, etc.).

--

---

### 3. Dépenses éducatives

	2007	2008	2009 (attendu)
3.1. Dépenses publiques <u>totales</u> pour l'éducation (courantes et investissement)			
3.2. Dépenses <u>courantes</u> publiques pour l'éducation			
3.3. Dépenses privées pour l'éducation (courantes et investissement)			

*Note:*

Précisez (i) la monnaie employée ici; (ii) si les dépenses publiques ci-dessus mentionnées concernent les montants consolidés nationaux ou uniquement ceux du gouvernement central; (iii) les degrés d'enseignement concernés (éducation de base seulement, ou y compris l'enseignement supérieur, le non formel, etc.); (iv) si les dépenses mentionnées ici sont celles qui ont été votées ou effectives.

3.4. Prière d'expliquer dans quelle mesure les dépenses éducatives effectivement engagées ont différé par rapport aux budgets initialement votés en 2007 et 2008, et comment le budget voté pour 2009, ou ultérieurement, est susceptible d'être affecté par la crise actuelle (par ex : des discussions ou des signes de coupes possibles sur le budget de l'éducation et, si oui, des catégories budgétaires particulières qui risquent d'être le plus concernées, etc.)? Vous pouvez donner des exemples ou des faits réels, provenant des médias ou des sources officielles.

--

---

### 4. Appui des bailleurs de fonds pour l'éducation (dans les pays recevant des appuis extérieurs pour le développement de l'éducation)\*

	2007	2008	2009 (attendu)
4.1. Agences bilatérales			
4.2. Financement multilatéral (y compris les Nations Unies)			
4.3. Autres appuis			

\* Précisez (i) le montant en US\$; (ii) si les montants indiqués sont des fonds promis ou effectivement engagés. Vous pouvez insérer plus de lignes si vous souhaitez fournir des renseignements plus détaillés et désagrégés.

4.4. Prière de fournir des renseignements sur les changements éventuels des appuis des bailleurs de fonds pour le secteur de l'éducation du pays (par ex : si une ou des agences bilatérales compte(nt) réduire ou suspendre leurs aides, ou se retirer de l'appui à l'éducation du pays, etc.)

--

## Annexe 2 : Perspectives économiques – Informations pays

### Afrique subsaharienne (AFR)

Sur les quatorze pays d'Afrique subsaharienne qui ont fourni des données sur leur PIB, douze ont enregistré une hausse du PIB entre 2007 et 2008, tandis que huit autres s'attendaient à une baisse entre 2008 et 2009. Seuls neuf pays prévoyaient que leur PIB serait plus élevé en 2009 qu'en 2007. Globalement, la croissance du PIB dans les pays d'Afrique subsaharienne au cours de la période 2007-2009 devrait être plus inégale et sujette à des écarts de résultats importants d'un pays à l'autre, situation qui contraste nettement avec les performances remarquables de ces pays durant la dernière décennie. Les répercussions sur les pays se manifestent sous des formes variables, selon leur degré d'ouverture, leur dépendance à l'égard de l'aide et des envois de fonds, leur intégration financière, leurs structures économiques et commerciales et leurs institutions.

L'écart entre le total des recettes publiques et le revenu national est relativement élevé dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, ce qui laisse supposer que ces derniers sont fortement tributaires de l'APD sous forme de dons et de prêts.

#### Pays producteurs/exportateurs de pétrole

- **Cameroun.** Le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 4,1 % en 2008, contre 3,4 % en 2007, grâce aux bons résultats enregistrés dans le secteur pétrolier, aux travaux d'infrastructure en cours, à la progression des approvisionnements énergétiques et aux réformes instaurées dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. On s'attend à ce que ce taux tombe à 3,1 % en 2009, en raison de la récession mondiale qui entraîne une baisse des prix et de la demande d'exportations des principaux produits de base du pays (essentiellement pétrole, bois, coton et caoutchouc) et de problèmes d'alimentation en électricité dus à un grave sécheresse. Mais il devrait remonter en 2010 pour atteindre 3,4 %. Le revenu national devrait progresser de façon significative, passant de 19,3 % en 2008 à 22 % en 2009.
- **Ghana.** Le taux de croissance du PIB réel se situait autour de 6,4 % en 2008, soit légèrement au-dessus du taux moyen de 5,7 % calculé sur la période 2000-07. Une décélération de la croissance est anticipée en 2009 du fait d'un fléchissement des exportations consécutif à la crise économique mondiale, suivie d'une remontée en 2010, lorsque le Ghana commencera à exporter du pétrole brut.
- **Soudan.** La longue période de croissance régulière et d'inflation relativement faible qui a été observée ces dernières années ne devrait pas tarder à prendre fin. La croissance du PIB réel, qui était de 8,4 % en 2008, devrait se tasser sous l'effet de la crise financière mondiale pour s'établir à quelque à 5,0 % en 2009. L'exploitation des réserves pétrolières et les « dividendes de la paix » ont été les principaux moteurs de cette réussite économique.

#### Pays producteurs/exportateurs de minerai

- **République démocratique du Congo (RDC).** On attend un ralentissement général de la croissance économique, essentiellement imputable à la chute des cours mondiaux des principaux produits de base et minerais de la RDC à l'exportation. Plusieurs entreprises minières ont donc réduit leurs activités en attendant une stabilisation des marchés des produits de base, faisant ainsi peser une lourde menace sur l'emploi. Dans la province de Katanga, haut lieu de l'exploitation minière,

on estime que la fermeture de petites mines et l'arrêt de projets d'exploitation plus vastes sont responsables de 200 000 pertes d'emploi en février 2009 et ont eu, indirectement, des répercussions sur un million de personnes. Deux des principaux secteurs considérés comme étant les moteurs de la croissance de la RDC en 2009, à savoir les infrastructures et surtout l'exploitation minière, ont déjà été gravement ébranlés par la crise. Les investissements futurs prévus dans les infrastructures devraient être en grande partie financés dans le cadre de la convention « Infrastructures en contrepartie de l'exploitation de ressources minières » signée avec la Chine. Compte tenu de la forte chute du prix des minerais, les investissements prévus en matière d'infrastructures ne peuvent plus être maintenus ou devront être différés. Les recettes d'exportations devraient accuser un recul sensible en raison de la baisse des prix et de la demande de produits de base. En outre, l'excédent de la balance courante, alimenté ces dernières années par la flambée des prix des produits de base, devrait se transformer en déficit en 2009-10. On s'attend à une stagnation de la part du revenu national dans le PIB, laquelle s'établirait à un niveau relativement bas (14 %).

- **Guinée.** Un fléchissement similaire est attendu dans ce pays exportateur de minerais. La croissance du PIB, qui s'était établie à 4,7 % en 2008, ne devrait pas dépasser 3,8 % en 2009 et 4,4 % en 2010, par suite de la baisse des prix des produits de base.
- **Botswana.** Le taux de croissance de ce pays, estimé à 3,9 % en 2008, devrait tomber à 2,6 % en 2009 et à 2,9 % en 2010. La production de diamants, en recul à cause du fléchissement anticipé de la demande mondiale de diamants, ainsi que la baisse des cours mondiaux des produits de base, en particulier du cuivre et du nickel, sont les principales causes de ce ralentissement. S'y ajoutent d'autres causes, parmi lesquelles les pressions inflationnistes enregistrées en 2008 par suite de la hausse du prix du pétrole, de l'électricité et des importations de denrées alimentaires,

Pays à économies liées à l'agriculture et diversifiées (Burkina Faso, Kenya, Malawi, Mali, Sénégal)

- **Burkina Faso.** La croissance du PIB en 2008 est estimée à 4,2 %, soit légèrement inférieure aux prévisions antérieures qui s'élevaient à 4,7 %, mais néanmoins supérieure aux 3,6 % enregistrés en 2007. L'activité économique devrait se maintenir, avec une progression prévue de 6 % en 2009 et de 4,2 % en 2010. L'explication de ces résultats réside dans la politique économique de prudence adoptée par le gouvernement et les mesures structurelles ciblées et pragmatiques qu'il a instaurées. Deux facteurs sont censés alimenter la croissance : la baisse du prix des matières premières, qui devrait entraîner une baisse des coûts de production et, par là même, stimuler les investissements, et une réaffectation des recettes au profit des régions rurales grâce à l'instauration de mesures de soutien spécifiques en faveur de la production agricole et des petits producteurs.
- **Kenya.** La croissance du PIB s'est ralentie, tombant à 2,6 % en 2008, notamment en raison de la vague de violence qui a suivi les élections. D'après les prévisions, la croissance devrait repartir à la hausse pour atteindre respectivement 5 % et 4,3 % en 2009-10. La reprise escomptée est due à la croissance positive enregistrée dans plusieurs secteurs, parmi lesquels les industries manufacturières, l'électricité et l'eau, le commerce de gros et de détail, le bâtiment et la pêche.
- **Malawi.** Des performances économiques observées ces dernières années dans ce pays ont été impressionnantes, avec une progression du PIB de 8,4 % en 2008 contre 7,9 % en 2007. Ce succès repose en grande partie sur les bons résultats du

secteur agricole. En outre, du fait qu'il est peu intégré dans le système financier international, le pays est resté relativement à l'abri de la contagion de la crise financière mondiale. Il est néanmoins probable que le Malawi aura à pâtir de la deuxième vague de répercussions de la crise avec un possible déclin de la demande pour ses produits de base, doublée de la baisse du prix de ces produits. Plus significatif encore, le pays a dû faire face au choc de la détérioration des termes de l'échange en 2008 en raison du niveau élevé du prix des combustibles et des engrais, ce qui l'a rendu vulnérable sur le plan budgétaire et a généré de très lourdes pressions sur les réserves internationales.

- **Mali.** Les réformes économiques engagées en 2008 ont atténué les chocs extérieurs successifs liés aux crises pétrolière, alimentaire et financière. La croissance économique, qui s'était ralentie en 2007 à cause de difficultés dans le secteur minier et dans l'industrie du coton, a accusé une baisse encore plus forte en 2008, malgré les effets d'amortissement de l'Initiative Riz, un processus de privatisation accéléré et l'octroi d'un appui budgétaire par des partenaires techniques et financiers. La croissance du PIB réel était estimée à 3,6 % en 2008. Elle devrait se consolider, pour atteindre respectivement 4,2 % et 5,1 % en 2009 et 2010.
- **Sénégal.** La croissance du PIB est tombée à 3,7 % en 2008 (contre 4,8 % en 2007) principalement à cause de l'augmentation du volume des importations, de la récession mondiale et de l'aggravation des difficultés budgétaires rencontrées par le gouvernement, qui ont abouti à de nouveaux retards de paiements aux entreprises privées avec des conséquences désastreuses. Par suite du net fléchissement de la demande mondiale, on s'attend à ce que la croissance du PIB réel ne soit que 3,5% en 2009. Elle pourrait remonter légèrement en 2010 pour atteindre 3,6 %.

### **Asie et Pacifique (APA)**

Globalement, un ralentissement de l'activité économique est perceptible dans les seize pays de cette région couverts par l'enquête. Ainsi, alors que tous ces pays bénéficiaient d'une croissance du PIB en 2007-2008, ils n'étaient plus que la moitié dans ce cas en 2008-2009. Au total, 12 des 17 pays (plus des 2/3) s'attendent à ce que leur PIB soit plus élevé en 2009 qu'en 2007.

Dans les grands pays de la région, la situation est contrastée : en Inde, la croissance se maintiendra en 2009, tandis que le Pakistan et la Thaïlande s'attendent à une contraction de leur PIB. Les pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé (par ex. Singapour, Thaïlande, etc.) seront les plus durement touchés, car ils sont directement exposés au commerce international et aux flux financiers internationaux, alors que les pays à faible revenu semblent relativement mieux protégés contre l'effet direct des turbulences financières, étant donné l'intégration limitée de leurs marchés financiers locaux dans les marchés financiers mondiaux. A l'inverse, compte tenu de leur structure économique, ces pays à faible revenu sont vulnérables à la deuxième vague probable de répercussions de la crise financière, parce que leurs économies dépendent, pour une part non négligeable, des exportations de produits de base, des envois de fonds et du tourisme. Bas niveau du cours des produits de base, recul des envois de fonds et diminution des recettes provenant du tourisme sont autant de facteurs susceptibles d'entraîner une expansion du chômage ou du sous-emploi, une plus grande vulnérabilité des pauvres, une baisse du revenu national, voire des conflits sociaux.

Les pays à revenu intermédiaire de la région tentent d'atténuer l'incidence de la crise sur les catégories les plus vulnérables de leur population en maintenant et, dans certains cas, en renforçant les dispositifs de transferts sociaux et « filets de sécurité » existants, notamment en matière de distribution de repas scolaires et de soutien ciblé, afin d'éviter que les familles pauvres ne souffrent du poids accru que la scolarisation de leurs enfants fait peser sur le

ménage. Pour les pays à faible revenu, qui n'ont pas une grande flexibilité budgétaire, aider les pauvres n'en demeure pas moins un défi de plus en plus lourd à relever, à moins qu'ils ne bénéficient d'aide extérieure.

La plupart de ces pays sont très dépendants de l'aide extérieure pour compléter leur revenu national, notamment sous forme de dons et prêts de l'extérieur, puisque les ressources non nationales représentent plus de 30 % du total du budget public. Une réduction de l'aide financière (consentie par des pays à revenu élevé fortement éprouvés par la crise financière) aura un effet dévastateur sur les ressources publiques dans les pays les moins développés.

**Cambodge** : L'économie de ce pays est l'une des plus fragiles de la région, avec également un taux de croissance parmi les plus bas. Le secteur du tourisme, moteur de la croissance, rencontre des difficultés du fait de la baisse des arrivées internationales, de 10 % par an selon les estimations du Ministère du Tourisme. D'après le journal Phnom Penh Post, l'industrie du textile a déjà supprimé des dizaines de milliers d'emploi au cours des six derniers mois. La EIU (*Economist Intelligence Unit*, Département d'intelligence économique) fait également état d'un recul de 22 % des importations américaines en provenance du Cambodge en décembre 2008. L'éventualité d'un « conflit pandémique mondial » et d'une crise sociale pouvant entraîner des bouleversements économiques et politiques est évoquée par la EIU, même si elle est démentie par le gouvernement cambodgien.

**Inde** : On s'attend à une baisse régulière de la croissance du PIB qui, de 9,7 % en 2007, tomberait à 7 % en 2008 pour s'établir autour de 5 % en 2009. Le revenu national est resté stable en 2007-2008 et pourrait être en légère augmentation en 2009. La situation évolue dans un sens moins favorable pour ce qui concerne la part de l'aide étrangère dans le revenu national. Celle-ci est en effet passée de 24 % en 2008 à 52 % en 2010, signe d'une dépendance excessive du budget de l'Inde à l'égard de l'aide étrangère. Des estimations de l'aide extérieure prévue (prêts et dons) établies pour la période 2008-2010 et ventilées par donateurs et organismes multilatéraux, hors décaissements, font apparaître un bond considérable en 2010, exception faite de l'aide bilatérale dispensée par le ministère britannique du développement international (DFID) sous forme de dons et d'aide en nature. Cela illustre la capacité que possède l'Inde de concentrer le soutien extérieur en faveur de son développement.

**RDP Lao** : L'essor des secteurs minier, de l'hydroélectricité et des services a permis de maintenir une croissance économique vigoureuse en 2008, alors que l'inflation, après une phase initiale d'accélération, ralentissait dans le courant de l'année. Les retombées potentielles de la crise financière mondiale sur la République démocratique populaire lao ont suscité de vives préoccupations. Lors d'une réunion qui s'est tenue à Vientiane, en novembre 2008, nombreux sont ceux qui ont fait part de leur inquiétude concernant l'incidence de la crise sur les taux de change et les recettes d'exportation, et l'éventualité d'un recul des investissements dans le secteur social qui s'ensuivrait. Des craintes ont également été exprimées quant aux effets possibles de la crise sur les principaux piliers de la croissance économique au Laos, à savoir le tourisme, le secteur minier et les produits de base agricoles. Un débat a par ailleurs eu lieu sur la nécessité d'introduire des mesures de stimulation budgétaire pour lutter contre certains effets de la crise.

**Mongolie** : La Mongolie a gravement pâti de la crise financière mondiale. L'économie de ce pays est extrêmement instable et vulnérable. Sur le classement des économies les plus vulnérables, elle se place en 20<sup>ème</sup> position sur 112 pays. Outre sa capacité limitée à réaliser des économies d'échelle, ce pays se caractérise par une composante « importations » élevée, une forte dépendance à l'égard des exportations et son absence de pouvoir d'influence sur les cours mondiaux. L'économie de la Mongolie est largement tributaire des exportations de cuivre, dont le prix (jusqu'à 39 % en 2007) a chuté dans des proportions vertigineuses durant les 6 derniers mois. Le budget est entré dans une spirale déficitaire et,

selon les dernières estimations, le déficit budgétaire pourrait atteindre 12 % du PIB. Si la récession se poursuit à ce rythme, la Mongolie connaîtra une véritable crise de sa balance des paiements. La croissance économique en 2009 aura considérablement ralenti par rapport à 2008, tombant de 8,9 % à 2,7 %, en termes réels. De plus, la situation de crise menace la stabilité macroéconomique, provoquant une augmentation du chômage et de la pauvreté et freinant la réalisation des OMD. Il est urgent qu'une aide multilatérale et bilatérale à court terme soit octroyée au pays, à la fois au titre d'un soutien de sa balance des paiements et au titre d'un soutien budgétaire direct de façon à couvrir le déficit de son budget.

**Népal** : Le taux de croissance du PIB, égal à 2,6 % en 2007, était de 5,6 % en 2008. Le tableau qui ressort de l'évaluation à mi parcours de l'exercice budgétaire 2009 est plus sombre. Dans sa présentation du budget, le Ministère des Finances a prévu un taux de croissance de 7,0 % et un taux d'inflation de 7,5 % : mais, d'après les estimations faites par la banque Rstra (nationale) du Népal sur la première moitié de l'exercice, le taux de croissance atteindra 3,8 % et le taux d'inflation 11 % en 2009. En raison de l'atonie du marché de l'emploi dans le pays, ajoutée au conflit auquel il est en proie, de nombreux Népalais, jeunes et adultes, travaillent à l'étranger. Quelques-uns ont commencé à rentrer chez eux et d'autres, plus nombreux encore, ne devraient pas tarder à les rejoindre, ce qui aura pour effet de modifier le montant des recettes provenant des envois de fonds. Le pays n'a pas réussi à mettre en œuvre les projets de développement prévus dans son plan et son budget annuels. Le volume total des dépenses d'investissements sur le semestre n'est que de 8 milliards de roupies alors que l'objectif était de 91 milliards de roupies, d'où le montant d'encaisse gigantesque (28 milliards de roupies) dans la trésorerie nationale en février 2009.

**Pakistan** : La croissance du PIB a accusé une baisse régulière, passant de 6,8 % en 2007 à 5,8 % en 2008, et la tendance à la baisse devrait se poursuivre en 2009 à un taux de 2,5 %. Le pays est confronté à la nécessité de stabiliser l'économie alors qu'une conjonction de chocs externes (prix du pétrole et des produits de base, pénuries alimentaires) et d'événements internes, d'ordre politique, juridique et autre, a entraîné de profonds déséquilibres macroéconomiques. Le gouvernement a lancé un programme de stabilisation de l'économie, avec l'appui du FMI, dans le cadre d'un Accord de confirmation portant sur un montant de 7,6 milliards de dollars des Etats-Unis, qui devrait contribuer à stabiliser ou améliorer quelque peu la situation. Toutefois, tout excès d'optimisme de la part du gouvernement risquerait de déstabiliser une nouvelle fois l'économie. En outre, l'instabilité politique au sein du gouvernement, la montée du militantisme, la corruption et une mauvaise gouvernance demeurent les principales menaces qui pèsent sur la croissance et le développement économiques du Pakistan.

**Singapour** : Après une forte croissance économique (7,8 %) en 2007, le pays s'est progressivement mis à l'unisson de la conjoncture mondiale, avec un ralentissement annuel de la croissance en 2008 (1,1 %) et une contraction au cours du quatrième trimestre. On prévoit un repli de l'économie en 2009 (- 5 %), suivi d'un nouveau bond en 2010. Un vaste programme de stimulation budgétaire permettra d'atténuer les effets de la récession, même si une déperdition importante est à prévoir compte tenu du degré élevé d'ouverture de l'économie. Réduire la volatilité macroéconomique externe est un enjeu particulièrement difficile à relever dans une cité-état comme Singapour. Singapour est plus dépendante des échanges commerciaux que d'autres économies asiatiques, et l'écart s'est encore creusé ces dernières années. Qui plus est, en tant que plateforme financière, elle sera touchée plus fortement que la plupart des économies par la crise financière mondiale et les réductions d'effectifs dans les banques et les maisons de courtage. Par ailleurs, elle accueille les Sièges sous-régionaux d'entreprises multinationales, lesquelles sont nombreuses à réviser à la baisse leurs opérations. Abstraction faite de l'incertitude qui règne autour des perspectives mondiales pour cette année, les signes d'une contraction de sa croissance économique en 2009 tendent à se faire jour.

**Thaïlande** : La crise politique a sérieusement ébranlé l'économie en 2008, avec des effets préjudiciables sur les dépenses publiques et l'investissement privé. Une contraction de l'économie est à prévoir en 2009. Les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes seront certainement efficaces, mais probablement insuffisantes, et le gouvernement devra sans doute y ajouter d'autres mesures destinées à alimenter la croissance, après sa relance escomptée l'année prochaine. A court terme, la principale difficulté est d'appliquer des mesures de stimulation efficaces pour soutenir la croissance. Pour le gouvernement, cela signifie d'améliorer le taux de versement des dépenses programmées. Il devra également accélérer le lancement de projets d'infrastructures publiques, qui ont pris du retard en raison des troubles politiques de ces 3 dernières années. La Thaïlande pourrait être confrontée à deux autres grands défis, selon que la récession mondiale se prolongera plus ou moins longtemps. En premier lieu, faire face à un taux de chômage relativement élevé pendant une longue période pourrait constituer une mise à l'épreuve pour les responsables politiques et un test de la stabilité sociale. Un renforcement des filets de sécurité sociale comme solution aussi bien à court terme qu'à plus long terme est nécessaire. En second lieu, même si le système financier est sain, un ralentissement persistant de l'activité économique pourrait entraîner une hausse significative des prêts non productifs.

**Iles du Pacifique** : Une situation très similaire prévaut dans la plupart des îles du Pacifique. L'inflation y est galopante du fait de l'envolée des prix des denrées alimentaires et des combustibles importés en 2008 (Perspectives BAsD 2009). On constate une baisse de la population active. Quant aux envois de fonds et aux recettes provenant du tourisme, une chute vertigineuse a été observée dans tous les pays du Pacifique ayant répondu à l'enquête. Les effets induits sur les familles et leur capacité à offrir à leurs enfants une scolarité sont dévastateurs. On prévoit en outre que le déficit budgétaire total se creusera davantage, passant de 3,2 % du PIB en 2008 (au 30 juin 2008) à 5,5 % du PIB en 2009, et que l'économie enregistrera un recul d'environ 1 % cette année dans les îles Samoa, de 2,0 % en 2009 et de 0,6 % en 2010 dans les îles Tonga.

### **Région des Etats arabes (ARB)**

L'Enquête rapide a fourni des données sur huit pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) que l'on a divisés en quatre groupes selon le mode de classement couramment utilisé par les organismes de développement pour évaluer les performances économiques de ces pays du MENA :

Pays du CCG, c'est-à-dire des pays exportateurs de pétrole et peu peuplés : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Emirats arabes unis

Ces pays sont les plus à même d'amortir les secousses économiques parce qu'ils jouissent d'une position financière exceptionnellement solide, ce qui leur permet d'absorber l'impact initial de la crise financière mondiale. Lorsque les prix du pétrole ont amorcé une baisse au milieu de l'année 2008, les pays du CCG ont enregistré une forte diminution de leurs recettes, d'où un ralentissement de leur croissance en 2009 par rapport à l'année précédente. Dans l'ensemble, l'incidence de la crise sur les pays du CCG n'a rien d'alarmant, mais un ralentissement de l'activité économique dans le CCG aura un impact direct sur des pays non exportateurs de pétrole qui ont des liens forts avec le CCG au travers de licenciements de ressortissants d'Etats n'appartenant pas au CCG, d'une diminution des envois de fonds vers des Etats n'appartenant pas au CCG et d'une baisse des flux d'APD en provenance des Etats du CCG. Dans cette région du monde, un marché transnational de l'emploi s'est rapidement développé durant les dernières décennies et les pays non producteurs de pétrole sont extrêmement sensibles à tout fléchissement de l'activité économique dans des pays producteurs de pétrole.

- **Qatar** : Le Qatar est en l'exemple type. Son PIB est supposé croître à un taux remarquable de 18 % en valeur réelle au cours des dernières années. Les dépenses d'éducation au Qatar ont effectivement augmenté en 2008 par rapport à l'année précédente, que ce soit en valeur absolue ou en pourcentage du revenu national. Les derniers chiffres connus (2005) montrent que les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentent 20 % environ du volume total des dépenses publiques. D'autre part, en 2005, les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentaient 3 % du PIB. Sur ce montant total de dépenses publiques consacrées à l'éducation, 88 % environ sont alloués aux dépenses courantes. Dans le nouveau budget 2009/2010, ce pourcentage atteindrait 26 % du PIB 2008. Alors qu'une grande partie des dépenses budgétaires sera affectée à des projets d'infrastructure, il est probable que les dépenses d'éducation augmenteront elles aussi en 2009 et au cours des années suivantes. Ces perspectives reflètent la mobilisation du gouvernement en faveur des objectifs formulés dans le document intitulé *Qatar National Vision 2030* (QNV 2030).
- **Arabie saoudite** : Le budget de l'Arabie saoudite devrait accuser un déficit — qui pourrait atteindre 11-12 % du PIB — pour la première fois depuis 2002. La croissance économique s'est ralentie, tombant de quelque 4 % en 2008 pour devenir quasiment nulle en 2009. Bien que l'économie saoudienne n'ait pas été particulièrement exposée au marché hypothécaire ou au marché des produits dérivés américains, les fonds souverains saoudiens et autres détenteurs de participations ont subi de lourdes pertes. La conséquence est que le marché boursier saoudien a enregistré une forte baisse. Durant la période de douze mois allant jusqu'en février 2009, le marché boursier saoudien a chuté de 49 %.
- **EAU** : Entre juillet et décembre 2008, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a vu le prix du pétrole chuter de 70 %, passant de plus de 130 dollars le baril à moins de 40 dollars le baril. En septembre 2008, avec la faillite de Lehman Brothers et la tourmente de Wall Street, le marché boursier dans les EAU s'est effondré, Dubaï a alors enregistré son plus fort repli et son marché boursier a dégringolé de 72 %. Ces pertes ont entraîné une baisse de la consommation et découragé les investissements.

Pays exportateurs de pétrole ayant une population élevée par rapport à leur richesse pétrolière : Algérie, Irak, Iran, Libye, Soudan et Syrie

Ces pays ont abordé la crise financière mondiale dans une situation budgétaire et extérieure moins favorable que les pays du CCG et les excédents qu'ils ont dégagés tant au titre de leur solde budgétaire que de la balance courante devraient marquer un net recul en 2009, du fait de la contraction de leurs recettes budgétaires et de leur excédent commercial consécutive à l'abaissement des prix du pétrole. Tandis que les gouvernements luttent pour tenir les engagements de longue durée qu'ils ont pris dans le domaine social, tels que subventions et système de garantie de ressources, les pays puisent dans leurs réserves si ces dernières sont suffisantes (cas de l'Algérie) ou instaurent des mesures d'austérité budgétaire si ces réserves sont limitées (cas de l'Iran). On prévoit une baisse de la croissance économique, mais moins marquée que dans les pays du CCG.

- **Irak**. L'Irak verra son budget réduit à 58 milliards de dollars en 2009, soit 15 milliards de dollars de moins que le budget 2008. Face à l'amenuisement du volume total de ses ressources, le gouvernement irakien a décidé de maintenir le montant alloué à l'éducation au même niveau sur les trois prochaines années (600 millions de dollars environ, en valeur absolue), ce qui correspond à une augmentation de la part des dépenses d'éducation dans le total des ressources puisque ce dernier diminue.
- **Nord Soudan** : Ce pays a enregistré une baisse continue du taux de croissance du PIB,

qui, de 10 % en 2007, est tombé à 7 % en 2008 et devrait, d'après les dernières estimations, s'établir à 6 % en 2009. La baisse du prix du pétrole, l'embargo économique et le faible niveau des investissements étrangers sont les principales causes de cette situation.

- **Syrie:** Comme les autres pays arabes, la Syrie a vu les prix des denrées alimentaires, ainsi que d'autres postes de coûts, augmenter, et les pauvres ont été les principales victimes de ces augmentations. Les prix à la consommation ont grimpé de 25 % par an, sinon plus, durant les premiers mois de l'année. Pour les denrées alimentaires, la hausse a été encore plus rapide. Les pauvres n'avaient pas de ressources financières sur lesquelles se rabattre. Par ailleurs, le gouvernement syrien a annoncé que le déficit budgétaire officiellement prévu pour 2009 s'établit maintenant à 5,3 milliards de dollars, soit quelque 9,25 % du PIB escompté, ce qui signifie une réduction potentielle du budget alloué à l'éducation en gelant les recrutements ou d'autres investissements antérieurement prévus dans le secteur éducatif.

#### Pays non exportateurs de pétrole qui ont des liens forts avec le CCG : Jordanie, Liban, Yémen et Palestine

Les répercussions de la crise sur ces économies se manifesteront sous la forme d'une diminution des envois de fonds, des IDE et du tourisme en provenant des pays du CCG, ainsi que d'une expansion du chômage liée au retour dans leur pays d'origine de travailleurs qui auront été licenciés dans l'un des pays du CCG.

- **Jordanie.** La croissance du PIB devrait baisser de 6 à 4 % sur la période 2007-2009, après cinq années de croissance régulière à un taux annuel de 5 %. Les envois de fonds ont diminué en 2008 et cette tendance devrait s'accroître en 2009. Le pays est en proie à un grave problème de chômage, en particulier chez les jeunes où le taux, non officiel, de chômage atteint 30 % (taux officiel voisin de 12,9 %). En outre, les recettes d'exportation ont fortement chuté du fait de la baisse des cours mondiaux des produits de base. Les revenus provenant du tourisme et d'autres services ont diminué, parallèlement à une perte de confiance des consommateurs nationaux. Face à la stagnation des recettes, le gouvernement a gelé les nouvelles embauches de fonctionnaires tandis que la pression en faveur d'une hausse des salaires des fonctionnaires s'accroît. Ce pays est très dépendant de l'aide étrangère pour compléter le revenu national (environ 15 % du total des recettes publiques).
- **Liban.** Le taux de croissance du PIB enregistré en 2007 et 2008 (autour de 8 %) devrait diminuer de moitié en 2009 (3-4 %), car les répercussions de la récession mondiale sur la région du Golfe porteront sur les envois de fonds, les IDE et les dépôts en entrée. En 2007, les envois de fonds ont atteint quelque 5,5 milliards de dollars, ce qui équivaut à 1.600 dollars par habitant environ. En 2006, le Liban se classait au huitième rang des dix plus grands bénéficiaires d'envois de fonds, lesquels représentaient 22,8 % du PIB. L'économie réelle demeure remarquablement stable et le système financier national n'est pas directement exposé à des produits financiers toxiques. Aucun effet sur les recettes publiques n'est encore visible, mais il est probable que le budget public 2009 sera très déficitaire, étant donné les fortes tensions sur la masse salariale qui devrait s'accroître de 33 %.

#### Economies diversifiées qui ont des liens forts avec l'EU et les pays de l'OCDE : Maroc, Tunisie et Egypte

Ces pays ont commencé à ressentir les effets de la crise sur leur économie dès le dernier trimestre 2008, alors que la récession gagnait l'Europe et d'autres marchés d'exportation. D'après les prévisions, la croissance des exportations restera faible en 2009 dans ces trois

pays, entraînant des répercussions sur l'emploi dans les PME orientées vers les exportations.

- **Egypte.** Aucune réponse n'a été donnée dans l'enquête quant à la croissance estimée du PIB en 2009 ; toutefois, la croissance trimestrielle est tombée à 4,1 % en décembre 2008 (contre 7,7 % l'année précédente) et les créations d'emploi ont baissé de 30 % (chômage en hausse de 8,8 %). Dans la seconde moitié de 2008, l'Egypte a enregistré une baisse de 35 % des recettes provenant du Canal de Suez en raison du tassement des échanges internationaux. Les recettes provenant du tourisme ont également diminué, d'où un recul de la croissance du PIB de plusieurs points de pourcentage. A cause de la crise, l'Egypte a différé l'augmentation des prix de l'énergie destinée à réduire sa facture au titre des subventions qui s'élevait à 15 milliards de dollars en juin 2008. Le gouvernement se méfie de toute opération d'augmentation des prix depuis la hausse de 18 % survenue en 2008. A partir du début de l'année 2009, on escompte une inflation à environ 8 %. Par ailleurs, le marché boursier a accusé une baisse de 61 % jusqu'au premier trimestre 2009, ce qui a conduit le FMI à revoir ses estimations, lesquelles prévoient maintenant un recul de la croissance économique de quelque 3,5 % en 2009, contre 7 % en 2008. Suite à l'annulation de plusieurs projets de construction dans les CCG et aux licenciements qui ont suivi, il faut s'attendre au retour des travailleurs migrants et, par conséquent, à une diminution des envois de fonds. Les perspectives en matière d'exportation de gaz naturel sont cependant très prometteuses.
- **Maroc :** Le gouvernement du Maroc a augmenté ses dépenses en faveur de projets sociaux afin d'atténuer les effets de la crise financière mondiale. En 2008, grâce aux subventions, l'inflation s'est maintenue à un taux d'environ 4 % selon les estimations officielles. Cela n'a cependant empêché ni l'agitation sociale ni les revendications salariales. En dépit des mesures prises par le gouvernement, le chômage a progressé et il devrait être supérieur à 10 % en 2009, tandis que la croissance du PIB devrait se ralentir, passant ainsi de plus de 5 % en 2008 à moins de 3 %.

### **Amérique latine et Caraïbes (LAC)**

L'enquête rapide a fourni des résultats significatifs pour neuf pays répartis en deux groupes : un premier groupe où la croissance du PIB en 2009 sera négative (Mexique, Equateur et Chili) et un second groupe où un ralentissement significatif de la croissance du PIB sera observé (Saint Vincent, Haïti, Nicaragua, République dominicaine et Costa Rica). Il ne fait aucun doute que la crise financière frappe de façon particulièrement aiguë les pays à revenu intermédiaire de cette région dont les économies sont, en majorité, des économies de marché ouvertes, sensibles aux mouvements de capitaux, mais aussi et surtout, aux prix des produits de base – et, bien souvent, tributaires de l'économie américaine. Il semble que l'incidence de la crise sur les économies de la région, ressentie dès le second semestre 2008, ait été plus visible en 2009.

La forte chute de la demande intérieure et extérieure survenue au dernier trimestre 2008 et au premier trimestre 2009 a mis à rude épreuve l'économie des pays d'Amérique latine. Selon le CEPALC, la crise financière est responsable de la baisse (– 1,7 %) du PIB des pays de la région en 2008, une baisse principalement imputable à un recul des échanges commerciaux internationaux et à une diminution des envois de fonds, qui ont tous deux été des moteurs du développement économique des pays d'Amérique latine ces 5 dernières années.<sup>32</sup>

<sup>32</sup><http://www.cepal.org/cgibin/getProd.asp?xml=/prensa/noticias/comunicados/1/36221/P36221.xml&xml=/prensa/tpl/p6f.xsl&base=/tpl/top-bottom.xsl>

Si les estimations du taux de croissance économique sont relativement basses pour 2009, on s'attend à ce que le revenu national, en pourcentage du PIB, reste constant dans la plupart des pays d'Amérique latine, ou dans le meilleur cas augmente. Des politiques fiscales de grande envergure sont mises en place qui consistent à accroître les dépenses sociales tandis que la pression fiscale est réduite afin de soutenir les dépenses privées. D'autres pays ont opté pour un renforcement de la pression fiscale.

La majorité des pays d'Amérique latine visés par l'enquête sont conscients de la nécessité de relancer la demande globale via l'instauration de mesures anticycliques énergiques, comme le montre l'augmentation du volume des dépenses publiques. Le principal objectif est de limiter les effets néfastes de la crise sur le niveau de l'emploi. Ainsi, la réponse de ces pays est très similaire à celle des pays développés. Il y a donc une différence radicale avec les crises passées pendant lesquelles les gouvernements, confrontés à une diminution de leurs recettes budgétaires induite par une croissance faible et des déficits de leur budget, ont, pour la plupart, choisi de réduire leurs programmes de soutien social et leurs effectifs, souvent en licenciant des fonctionnaires, et de tabler sur des mesures de stimulation du secteur privé. A l'heure actuelle, le secteur public joue un rôle central dans la réponse des pouvoirs publics à la crise, en recourant à des mesures anticycliques en soutien au secteur public. Les perspectives pour les secteurs sociaux, éducation et santé, sont moins sombres que par le passé, dans la mesure où les dépenses publiques sont désormais perçues comme un moyen efficace de se prémunir contre la crise financière et d'éviter une crise sociale de grande ampleur. Les investissements à long terme en matière d'éducation et les dépenses d'investissements sont considérés comme des politiques à long terme destinées à améliorer le capital humain et à assurer la relance économique.

Au Brésil, par exemple, un exemple de mesure anticyclique de protection sociale est le programme « Bolsa Familia » octroie à 11,1 millions de familles brésiliennes une aide financière pour subvenir à l'éducation et la santé de leurs enfants. D'autres pays de la région financent des programmes sociaux, comme la Colombie (Extension de la couverture du Programme « Familles en action »), le Chili (octroi d'allocations et d'indemnités monétaires aux familles pauvres au titre de services d'éducation et de santé), le Costa Rica (hausse de 15 % du régime de retraite non contributif), le Salvador (Réseau Solidarité et Alliance pour la famille), et la République dominicaine (Solidarité).

Pour mettre en œuvre ces politiques sociales destinées à répondre à la crise, la plupart des pays de la région ont besoin de financements extérieurs, et cherchent le soutien d'organismes internationaux de financement, comme la Banque interaméricaine de développement (BID). Pour l'heure, la BID a augmenté le montant de l'aide financière qu'elle octroie à quatre pays de la région, dont le Honduras et le Nicaragua (en 2009 et 2010, un montant pouvant atteindre 485 millions de dollars par an sera mis à la disposition de ces pays afin de les aider à atténuer les effets de la crise actuelle). Ce soutien financier est la preuve de l'importance qu'il y a d'investir dans le capital humain pour améliorer la productivité et, donc, la compétitivité internationale grâce à un système solide de protection sociale et de sauvegarde de l'emploi<sup>33</sup>.

**Mexique.** Comme on pouvait s'y attendre, l'économie mexicaine est fortement touchée par la crise financière. Elle est largement tributaire de l'économie américaine et, si elle vacille, c'est surtout à cause des problèmes financiers de son voisin, les Etats-Unis. Le chômage s'étend, les entreprises ont suspendu leurs projets, le gouvernement ne lance plus d'appels d'offres, les envois de fonds par les migrants diminuent et les exportations régressent. A cela s'ajoute la baisse du prix du pétrole, qui, elle aussi, influe sur les recettes publiques.

<sup>33</sup> "Boletín CEPAL / OIT, Coyuntura laboral en América Latina y el Caribe". Site consulté le 18 juin 2009 à l'adresse : [http://www.cepal.org/publicaciones/xml/7/36147/2009-298-Boletin\\_CEPAL-OIT-WEB.pdf](http://www.cepal.org/publicaciones/xml/7/36147/2009-298-Boletin_CEPAL-OIT-WEB.pdf)

On s'attend à une chute spectaculaire des recettes publiques (- 25,23 % en valeur nominale) par suite de la diminution des recettes fiscales et des redevances pétrolières du gouvernement. Ce dernier a lancé un programme destiné à stimuler la croissance économique et soutenir l'emploi durant le second semestre 2008. Il a également lancé des réformes visant à accroître les dépenses publiques d'infrastructures et renforcer le soutien public à la production octroyé aux petites et moyennes entreprises. Ce plan bénéficie de l'appui de la Confédération des employeurs, qui a vivement incité les autorités à instaurer des mesures anticycliques en investissant des montants élevés dans le développement des infrastructures.

Le Mexique a reçu 600 millions de dollars au titre de la lutte contre la pauvreté dans le cadre de programmes de développement humain destinés à améliorer la nutrition, la santé et l'éducation des catégories pauvres de sa population et à étendre leur couverture dans les régions urbaines. Le prêt a été consenti pour une durée de 25 ans.

**Equateur.** L'économie équatorienne est largement dépendante de la production et des exportations de pétrole, ainsi que des exportations de denrées alimentaires et de fruits de mer. La croissance du PIB en Equateur devrait être négative (- 2,79 %, données indiquées dans l'enquête) ou nulle (estimations de la CEPALC) en 2009, du fait de la chute des prix du pétrole et de la diminution des envois de fonds. Le chômage est élevé, l'activité informelle s'étend et devient de plus en plus visible. L'incidence sur le revenu public devrait être forte.

Des politiques budgétaires destinées à soutenir le secteur productif et consolider le système de financement ont été adoptées. De plus, des négociations sont en cours à l'échelon bilatéral et multilatéral dans le but de préserver les ressources publiques et combler les déficits en recourant à des prêts. L'Equateur est par exemple en train de négocier un crédit de 500 millions de dollars auprès de la BID pour financer sa politique budgétaire et il attend l'adoption de son projet de réforme fiscale.

**Chili.** Le Chili est probablement l'une des économies de la région la plus ouverte et il a signé des accords de libre-échange avec les plus grandes économies du monde. Il subit de plein fouet les effets de la crise financière et, plus précisément, de la contraction des économies dominantes depuis le second semestre de 2008. Des secteurs d'importance vitale, comme l'exploitation minière, le bâtiment, les services et la pêche, sont touchés. D'une part, les recettes d'exportation ont accusé une forte chute par suite de la baisse du prix du cuivre ; d'autre part, les importations chiliennes sont appréciées en raison du bas niveau du prix du pétrole. Le taux de chômage augmente.

On s'attend à une chute brutale des recettes publiques en 2009 (- 18,43 % en valeur nominale), mais les dépenses sociales seront maintenues grâce aux politiques anticycliques prévues par le gouvernement dans son budget 2009. Le Plan national prévoit un accroissement de 7,8 % des dépenses sociales (c'est-à-dire 69 % du total des dépenses). Une série de mesures à court terme et de réformes structurelles équivalant à 2,8 % du PIB est mise en place pour soutenir la croissance du PIB et l'emploi.

**Saint Vincent, Nicaragua et République dominicaine.** Pour ce groupe de pays, on s'attend à un ralentissement majeur des taux de croissance du PIB. Au Nicaragua, l'économie a souffert d'un tassement de ses exportations et de son incapacité financière à importer des produits intermédiaires d'importance vitale pour sa production nationale. L'Etat envisage d'accroître les dépenses sociales.

**Costa Rica et Haïti.** Ces deux pays font partie de ceux où l'on prévoit un léger recul de la croissance du PIB, jusqu'à présent élevée au Costa Rica, mais déjà très faible à Haïti. Pour le Costa Rica, la baisse de croissance du PIB, en l'occurrence de 7,7 % à 6,6 % en valeur nominale, n'a rien de dramatique, mais il en va tout autrement pour Haïti. En 2008, ce

dernier a connu de graves difficultés qui n'étaient pas directement liées à la crise financière. Catastrophes naturelles et crises alimentaires ont durement éprouvé l'économie et la population haïtienne en 2008. Il est par conséquent difficile de faire la distinction entre les problèmes insolubles liés à une pauvreté aiguë et durable qui résulte d'une évolution lente et irrégulière du développement et la détérioration macroéconomique qui résulte de la crise financière actuelle. L'économie informelle occupant une large place dans l'activité du pays, les recettes fiscales du gouvernement sont limitées et le fragile système bancaire n'est pas exposé aux turbulences internationales. Haïti met en place des politiques de soutien destinées à renforcer le développement de l'appareil productif, en particulier dans le secteur de l'agriculture, ainsi que des programmes de subventionnement des dépenses du secteur alimentaire et des transports.

Haïti bénéficie d'un volume considérable d'aide extérieure directe au titre du soutien budgétaire, tout comme de divers types d'aide au développement socioéconomique de la part de donateurs (65 % du total du revenu national en 2007, 60 % attendus en 2009). Les donateurs bilatéraux contribuent à hauteur de 64 % du volume total l'aide octroyée à Haïti quand la contribution des bailleurs multilatéraux, et des Nations Unies en particulier, s'élève à 36 %. La conférence internationale qui s'est tenue en 2008 pour déterminer le montant du soutien extérieur au budget haïtien n'a laissé entrevoir aucun signe de retrait des donateurs. Reste néanmoins à savoir si les décaissements réels seront à la hauteur des promesses. Pour l'heure, le rythme des décaissements enregistrés sur le terrain est faible.

### Annexe 3 : Hypothèses relatives à l'APD en % du Revenu national brut (RNB)

	2007	2008	2010	Hypothèses
Autriche	0,49 %	0,42 %	0,51 %	0,51 % en 2010
Belgique	0,43 %	0,47 %	0,70 %	0,7 % en 2010
Danemark	0,81 %	0,82 %	0,80 %	Minimum 0,8 %
Finlande	0,40 %	0,43 %	0,51 %	0,51 % en 2010
France	0,39 %	0,39 %	0,51 %	0,51 % en 2010 et 0,7 % en 2015
Allemagne	0,37 %	0,38 %	0,51 %	0,51 % en 2010
Grèce	0,16 %	0,20 %	0,35 %	0,35 % en 2010
Irlande	0,54 %	0,58 %	0,60 %	0,6 % en 2010 et 0,7 % en 2012
Italie	0,19 %	0,20 %	0,51 %	0,51 % en 2010
Luxembourg	0,90 %	0,92 %	0,93 %	0,93 % en 2010 et 1 % les années suivantes
Pays-Bas	0,81 %	0,80 %	0,80 %	Minimum 0,8 %
Portugal	0,19 %	0,27 %	0,51 %	0,51 % en 2010
Espagne	0,41 %	0,43 %	0,56 %	0,5 % en 2008, 0,56 % en 2010 et 0,7 % en 2012
Suède	0,93 %	0,98 %	1,00 %	1,00 %
Royaume-Uni	0,36 %	0,43 %	0,56 %	0,56 % en 2010-11 et 0,7 % en 2013
<b>Membres EU CAD, Total</b>	<b>0,39 %</b>	<b>0,42 %</b>	<b>0,56 %</b>	
Australie	0,30 %	0,34 %	0,37 %	Objectif APD/RNB annoncé de 0,5 % d'ici 2015-16, avec objectifs intermédiaires de 0,35 % en 2009-10, 0,37 % en 2010-11 et 0,38 % en 2011-12.
Canada	0,28 %	0,32 %	0,34 %	Doublément de son Enveloppe de l'aide internationale 2001 (IAE) d'ici 2010 en valeur nominale. Les autorités canadiennes estiment que l'APD (composée en grande partie de l'IAE) atteindra 5,1 milliards de dollars canadiens en 2010. Le montant APD indiqué est corrigé de l'inflation et converti en dollars EU au taux de change 2008.
Japon	0,17 %	0,18 %	0,28 %	Le Japon a l'intention d'augmenter son APD de 10 milliards de dollars EU au total sur cinq ans (2005-2009) par rapport à 2004, soit 4,39 milliards de dollars EU (montant estimé) de plus en 2009 qu'en 2004, et ce, en supposant que le volume net de l'APD sera maintenu en 2009. Calculs non corrigés de l'inflation.
Nouvelle Zélande	0,27 %	0,30 %	0,35 %	Rapport APD/RNB estimé à 0,35 % en 2010
Norvège	0,95 %	0,88 %	1,00 %	1 % sur 2006-09
Suisse	0,37 %	0,41 %	0,40 %	APD égale à 0,5 % du RNB d'ici 2015. Maintien d'un rapport APD/RNB égal à 0,40 % à compter de 2009
Etats-Unis	0,16 %	0,18 %	0,20 %	Pas de prévisions sur l'APD projetée publiées ou approuvées par les Etats-Unis.
<b>Membres CAD, Total</b>	<b>0,28 %</b>	<b>0,30 %</b>	<b>0,39 %</b>	

Source : OCDE, Résultats de l'enquête 2009 du CAD sur les plans prospectifs de dépenses des donateurs, 28 avril 2009

#### Annexe 4 : Prévisions relatives à l'aide programmable par pays – Scénario de base

Millions de dollars EU, valeur constante de 2007*	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>1. APD bilatérale du CAD</b>									
RNB CAD	37.344.962	37.507.553	35.894.729	35.858.834	36.615.455	37.721.242	38.849.107	39.878.608	40.935.392
Augmentation du RNB (CAD)	2,70 %	0,90 %	-4,30 %	-0,10 %	2,11 %	3,02 %	2,99 %	2,65 %	2,65 %
APD/RNB	0,28 %	0,30 %	0,34 %	0,37 %	0,38 %	0,39 %	0,40 %	0,40 %	0,41 %
APD totale	103.487	113.999	122.849	133.632	139.049	147.735	155.303	160.838	166.557
APD bilatérale	92.152	101.513	109.393	118.996	123.819	131.554	138.293	143.221	148.314
APP totale	75.295	77.087	79.962	84.268	86.485	90.809	95.349	100.117	105.122
APP bilatérale	56.042	57.376	59.516	62.720	64.370	67.589	70.968	74.517	78.243
Soutien budgétaire général en \$ constants 2007	2.331	2.387	2.476	2.609	2.678	2.812	2.952	3.100	3.255
Soutien budgétaire général en % de l'APP	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %
<b>Aide totale à l'éducation / pays</b>	<b>4.209</b>	<b>4.548</b>	<b>4.964</b>	<b>5.492</b>	<b>5.904</b>	<b>6.479</b>	<b>7.098</b>	<b>7.762</b>	<b>8.475</b>
APP à l'éducation	3.743	4.070	4.469	4.970	5.368	5.917	6.508	7.142	7.824
APP à l'éducation (% de l'APP totale)	6,7 %	7,1 %	7,5 %	7,9 %	8,3 %	8,8 %	9,2 %	9,6 %	10,0 %
% du soutien budgétaire général pour l'éducation	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %
<b>Aide totale à l'éducation de base / pays</b>	<b>2.241</b>	<b>2.429</b>	<b>2.660</b>	<b>2.952</b>	<b>3.184</b>	<b>3.506</b>	<b>3.853</b>	<b>4.227</b>	<b>4.630</b>
APP spécifique à l'éducation de base	1.445	1.579	1.741	1.945	2.110	2.336	2.581	2.845	3.130
APP à l'éducation de base (% de l'APP à l'éducation)	38,6 %	38,8 %	39,0 %	39,1 %	39,3 %	39,5 %	39,7 %	39,8 %	40,0 %
Niveau non spécifié	1.124	1.222	1.342	1.493	1.612	1.777	1.955	2.145	2.350
Niveau non spécifié en % de l'APP à l'éducation	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %
<b>2. APD multilatérale</b>									
APP multilatérale*	19.253	19.711	20.446	21.547	22.114	23.220	24.381	25.600	26.880
Soutien budgétaire général	2.919	2.988	3.100	3.266	3.352	3.520	3.696	3.881	4.075
Soutien budgétaire général en % de l'APP	15,2 %	15,2 %	15,2 %	15,2 %	15,2 %	15,2 %	15,2 %	15,2 %	15,2 %
<b>Aide totale à l'éducation / pays</b>	<b>2.140</b>	<b>2.287</b>	<b>2.473</b>	<b>2.711</b>	<b>2.891</b>	<b>3.149</b>	<b>3.426</b>	<b>3.723</b>	<b>4.041</b>
APP à l'éducation	1.556	1.690	1.853	2.058	2.221	2.445	2.687	2.947	3.226
APP à l'éducation (% de l'APP totale)	8,1 %	8,6 %	9,1 %	9,6 %	10,0 %	10,5 %	11,0 %	11,5 %	12,0 %
% du soutien budgétaire général pour l'éducation	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %	20,0 %
<b>Aide totale à l'éducation de base / pays</b>	<b>973</b>	<b>1.062</b>	<b>1.173</b>	<b>1.314</b>	<b>1.432</b>	<b>1.594</b>	<b>1.772</b>	<b>1.967</b>	<b>2.182</b>
APP spécifique à l'éducation de base	423	486	563	658	746	861	989	1.131	1.290
APP à l'éducation de base (% de l'APP à l'éducation)	27,2 %	28,8 %	30,4 %	32,0 %	33,6 %	35,2 %	36,8 %	38,4 %	40,0 %
Niveau non spécifié	516	553	599	658	701	762	827	896	968
Niveau non spécifié en % de l'APP à l'éducation	33,1 %	32,7 %	32,4 %	32,0 %	31,6 %	31,2 %	30,8 %	30,4 %	30,0 %

<b>Millions de dollars EU, valeur constante de 2007*</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>3. Aide totale au secteur éducatif / pays</b>	<b>6.349</b>	<b>6.835</b>	<b>7.437</b>	<b>8.204</b>	<b>8.795</b>	<b>9.629</b>	<b>10.524</b>	<b>11.485</b>	<b>12.516</b>
dont éducation de base	3.213	3.491	3.833	4.266	4.616	5.100	5.625	6.194	6.812
% de l'éducation de base	51 %	51 %	52 %	52 %	52 %	53 %	53 %	54 %	54 %
<b>4. Afrique, subsaharienne (bilatérale+multilatérale)</b>									
APP à destination de l'Afrique subsaharienne	27.587	28.568	29.969	31.937	33.140	35.179	37.339	39.626	42.049
en % de l'APP totale	36,6 %	37,1 %	37,5 %	37,9 %	38,3 %	38,7 %	39,2 %	39,6 %	40,0 %
Soutien budgétaire général	3.294	3.411	3.578	3.813	3.957	4.200	4.458	4.731	5.020
Soutien budgétaire général en % de l'APP totale	11,9 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %
<b>Aide totale à l'éducation / pays</b>	<b>2.726</b>	<b>2.958</b>	<b>3.190</b>	<b>3.492</b>	<b>3.720</b>	<b>4.051</b>	<b>4.408</b>	<b>4.794</b>	<b>5.209</b>
APP à l'éducation	2.068	2.275	2.474	2.729	2.929	3.211	3.517	3.847	4.205
APP à l'éducation en % de l'APP totale Afrique	7,5 %	8,0 %	8,3 %	8,5 %	8,8 %	9,1 %	9,4 %	9,7 %	10 %
Dont bilatérale	1.512	1.669	1.821	2.015	2.169	2.386	2.621	2.877	3.154
Part de l'aide bilatérale (%)	73 %	73,4 %	73,6 %	73,8 %	74,1 %	74,3 %	74,5 %	74,8 %	75 %
<b>Aide totale à l'éducation de base / pays</b>	<b>1.576</b>	<b>1.718</b>	<b>1.870</b>	<b>2.067</b>	<b>2.223</b>	<b>2.444</b>	<b>2.685</b>	<b>2.949</b>	<b>3.237</b>
APP spécifique à l'éducation de base	883	986	1.094	1.231	1.347	1.505	1.680	1.872	2.084
APP à l'éducation de base (% de l'APP à l'éducation)	32,4 %	33,3 %	34,3 %	35,2 %	36,2 %	37,1 %	38,1 %	39,0 %	40,0 %
Niveau non spécifié	726	782	837	909	961	1.038	1.120	1.208	1.302
Niveau non spécifié en % de l'APP à l'éducation	26,6 %	26,4 %	26,2 %	26,0 %	25,8 %	25,6 %	25,4 %	25,2 %	25,0 %
<b>5. Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne (par rapport au revenu national)</b>									
Déficits de financement de l'éd. (RDC, Nigeria, Soudan)	1.371	1.599	1.999	2.565	3.092	3.879	4.902	6.425	8.298
dont : EPT	1.021	1.302	1.776	2.226	2.669	3.100	3.596	4.198	5.268
Déficits de financement de l'éd. (toute l'Afrique subsahar.)	4.113	4.798	5.996	7.694	9.277	11.636	14.706	19.275	24.893
dont : EPT	3.062	3.905	5.327	6.679	8.008	9.300	10.787	12.595	15.804
en % de l'APP totale pour l'Afrique subsaharienne	11 %	14 %	18 %	21 %	24 %	26 %	29 %	32 %	38 %
<b>6. Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne ED (après déduction du soutien APP)</b>									
Secteur éducatif	1.387	1.840	2.807	4.202	5.557	7.585	10.298	14.481	19.684
Déficit % APP	51 %	62 %	88 %	120 %	149 %	187 %	234 %	302 %	378 %
Éducation de base	1.486	2.187	3.457	4.612	5.785	6.856	8.101	9.645	12.567
Déficit % APP	94 %	127 %	185 %	223 %	260 %	281 %	302 %	327 %	388 %
en % de l'APP totale pour l'Afrique subsaharienne	5 %	8 %	12 %	14 %	17 %	19 %	22 %	24 %	30 %

N.B. :

\* APP 2007 représente la moyenne des engagements sur 2005-2007 ; le soutien budgétaire général représente une moyenne sur 2005-2007

\*\* APP multilatérale = décaissements bruts

## Annexe 5: APD – Aide à l'éducation à l'échelon mondial et en Afrique subsaharienne (4 scénarios)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Scénario de base</b>									
<b>Total de l'aide au secteur éducatif / pays</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	6.349	6.835	7.437	8.204	8.795	9.629	10.524	11.485	12.516
Aide totale à l'éducation de base / pays	3.213	3.491	3.833	4.266	4.616	5.100	5.625	6.194	6.812
<b>Afrique, subsaharienne</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	2.726	2.958	3.190	3.492	3.720	4.051	4.408	4.794	5.209
Aide totale à l'éducation de base / pays	1.576	1.718	1.870	2.067	2.223	2.444	2.685	2.949	3.237
<b>Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne</b>									
Déficits de financement de l'éducation (par rapport au revenu national)	4.113	4.798	5.996	7.694	9.277	11.636	14.706	19.275	24.893
Déficits de financement de l'éducation de base (par rap. au revenu nat.)	3.062	3.905	5.327	6.679	8.008	9.300	10.787	12.595	15.804
Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	1.387	1.840	2.807	4.202	5.557	7.585	10.298	14.481	19.684
Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	1.486	2.187	3.457	4.612	5.785	6.856	8.101	9.645	12.567
% Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	51 %	62 %	88 %	120 %	149 %	187 %	234 %	302 %	378 %
% Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	94 %	127 %	185 %	223 %	260 %	281 %	302 %	327 %	388 %
<b>Scénario de base, hors crise</b>									
<b>Total de l'aide au secteur éducatif / pays</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	6.349	6.890	7.883	8.351	9.077	10.056	11.004	11.844	12.730
Aide totale à l'éducation de base / pays	3.213	3.519	4.063	4.343	4.764	5.326	5.881	6.388	6.928
<b>Afrique, subsaharienne</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	2.726	2.981	3.381	3.555	3.839	4.231	4.609	4.944	5.298
Aide totale à l'éducation de base / pays	1.576	1.732	1.982	2.104	2.294	2.552	2.808	3.041	3.292
<b>Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne</b>									
Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	1.387	1.817	2.615	4.139	5.437	7.405	10.097	14.331	19.595
Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	1.486	2.173	3.345	4.575	5.714	6.748	7.979	9.553	12.512
% Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	51 %	61 %	77 %	116 %	142 %	175 %	219 %	290 %	370 %
% Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	94 %	125 %	169 %	217 %	249 %	264 %	284 %	314 %	380 %
<b>Scénario pessimiste</b>									
<b>Total de l'aide au secteur éducatif / pays</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	6.349	6.377	6.103	6.097	6.225	6.413	6.605	6.780	6.960
Aide totale à l'éducation de base / pays	3.213	3.231	3.095	3.095	3.164	3.263	3.364	3.457	3.552
<b>Afrique, subsaharienne</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	2.726	2.770	2.681	2.708	2.796	2.912	3.031	3.145	3.263

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Aide totale à l'éducation de base / pays	1.576	1.598	1.544	1.557	1.604	1.668	1.733	1.795	1.859
<b>Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne</b>									
Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	1.387	2.028	3.316	4.986	6.481	8.725	11.675	16.130	21.630
Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	1.486	2.307	3.784	5.122	6.403	7.632	9.053	10.799	13.945
% Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	51 %	73 %	124 %	184 %	232 %	300 %	385 %	513 %	663 %
% Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	94 %	144 %	245 %	329 %	399 %	458 %	522 %	602 %	750 %
<b>Scénario optimiste</b>									
<b>Total de l'aide au secteur éducatif / pays</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	6.349	7.984	9.299	11.066	13.236	15.756	18.541	21.540	24.822
Aide totale à l'éducation de base / pays	3.213	4.078	4.792	5.755	6.946	8.345	9.910	11.618	13.510
<b>Afrique, subsaharienne</b>									
Aide totale à l'éducation / pays	2.726	3.725	4.605	5.791	7.292	9.108	11.213	13.595	16.313
Aide totale à l'éducation de base / pays	1.576	2.186	2.761	3.552	4.580	5.862	7.398	9.197	11.316
<b>Déficit de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne</b>									
Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	1.387	1.073	1.391	1.902	1.985	2.529	3.493	5.680	8.580
Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	1.486	1.719	2.566	3.127	3.428	3.438	3.389	3.398	4.488
% Déficits de financement de l'éducation (après déduction APP prévue)	51 %	29 %	30 %	33 %	27 %	28 %	31 %	42 %	53 %
% Déficits de financement de l'éd. de base (après déduction APP prévue)	94 %	79 %	93 %	88 %	75 %	59 %	46 %	37 %	40 %

## Annexe 6 : Dépenses publiques consacrées à l'éducation en Arménie

Après l'essor économique enregistré ces dernières années, avec une croissance annuelle à son maximum en 2007 (13,8 %), l'Arménie a vu son taux de croissance du PIB se ralentir en 2008 (6,8 %) et elle s'attend à une contraction de 3 % de son revenu national en 2009.

Total du budget national et des dépenses publiques consacrées à l'éducation en 2006-2009 (millions de dollars EU)

	2006		2007		2008		2009
	Voté	Réel	Voté	Réel	Voté	Réel	Voté
<b>Dépenses publiques</b>	<b>1.148,1</b>	<b>1.156,7</b>	<b>1.564,9</b>	<b>1.855,4</b>	<b>2.528,2</b>	<b>2.648,9</b>	<b>3.113,2</b>
Courantes	788,3	857,2	1.124,5	1.214,9	2.014,6	2.344,8	2.538,0
Investissements	319,2	256,5	380,4	572,5	513,6	304,1	575,2
Prêts, moins rembours.	40,6	43,0	60,0	68,0	-	-	-
<b>Dépenses d'éducation</b>	<b>182,6</b>	<b>160,1</b>	<b>239,5</b>	<b>259,4</b>	<b>318,9</b>	<b>338,3</b>	<b>417,9</b>
Courantes	133,3	135,1	187,8	191,7	235,4	245,2	323,5
Investissements	49,3	25,0	51,7	67,6	83,5	93,2	94,4
Courantes, écart par rap. à l'année antérieure	nd	nd	41 %	42 %	25 %	28 %	37 %
Investissements, écart par rap. à l'année antérieure	nd	nd	5 %	171 %	62 %	38 %	13 %

L'évolution des recettes publiques, ainsi que des dépenses publiques consacrées à l'éducation, reflète la croissance économique : les dépenses d'éducation ont progressé de 42 % en 2007, tandis que la croissance, bien que moins importante que les années précédentes, demeurait forte en 2008. L'augmentation des dépenses d'investissements a été particulièrement forte en 2007 et 2008.

Le budget 2009 adopté est en augmentation de 23,5 % par rapport aux dépenses réelles de 2008. Mais, à cause de la récession économique, il a été envisagé d'amputer de 30 % le budget 2009 adopté (soit une réduction de 10 % par rapport au niveau antérieur des dépenses réelles).

Dans la dernière décision en date (juin 2009), il n'était pas prévu d'amputer le budget national. Le gouvernement a réaffecté des fonds (qui devaient être débloqués en début d'année) en les reprogrammant pour le dernier trimestre, anticipant une amélioration de la situation budgétaire d'ici là et la réception d'un soutien budgétaire direct du FMI, de la Banque mondiale et de la Fédération de Russie. Ce soutien permettrait de maintenir le budget approuvé et éviterait des compressions budgétaires.

	2008		2009	
	Adopté	Réel	Adopté	Réaffecté sur le dernier trimestre
Dépenses d'éducation	318,9	338,3	417,9	61,6
Enseignement préscolaire et primaire général	49,3	51,8	68,1	4,6
Enseignement général secondaire	132,3	143,5	182,3	13,3
Enseignement préprofessionnel et professionnel intermédiaire	12,6	12,7	16,6	0,2
Enseignement supérieur	20,5	21,9	25,3	0,0
Enseignement non classifié par niveaux	7,2	8,0	12,1	1,4
Services supplémentaires à l'enseignement	95,6	99,1	111,8	41,9
Enseignement (hors catégorie)	1,4	1,4	1,7	0,1
% des salaires dans dépenses récurrentes d'éducation	80,7		77,5	

Le montant total réaffecté au budget de l'éducation sur le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année s'élève à 18.700.866.600 AMD (drams arméniens), soit 60 millions de dollars des Etats-Unis. Le tableau ci-dessus montre la ventilation des dépenses par niveau d'enseignement en 2008 et 2009, ainsi que le montant des fonds réaffectés sur le dernier trimestre 2009. Le poste budgétaire le plus touché concerne, semble-t-il, les services supplémentaires à l'éducation, ce qui pourrait avoir une incidence sur la qualité de l'éducation.



## Annexe 7 : Références

- Backer, J.L. 2000. *Evaluating the impact of development projects on poverty*. Washington D.C: LCSPR/PRMPO, La Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2009. *Battling the forces of global recession*. East Asia and Pacific Update (Avril 2009).
- \_\_\_\_\_. 2009. *Averting a Human Crisis during the global downturn: Policy Options from the World Bank's Human Development Network*.
- \_\_\_\_\_. 2009. *Commodities at the crossroads*. Global Economic Prospects.
- \_\_\_\_\_. 2009. *The Indonesia Economic Quarterly: Weathering the storm* (Juin 2009).
- \_\_\_\_\_. 2009. *Impact of Global Financial Crisis on South Asia*. Région Asie du Sud.
- \_\_\_\_\_. 2009. *Swimming against the tide: How developing countries are coping with the global crisis*. Background Paper prepared by World Bank Staff for the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting, Horsham, Royaume-Uni (Mars 2008).
- Behrendt, C. Haq, T. et Kamel, N. 2009. *The impact of the financial and economic crisis on Arab states: considerations on employment and social protection policy responses*. Bureau régional du BIT pour les Etats arabes (Avril 2009).
- Bresciani, F. Feder, G. O. Gilligan, D. Jacoby, H. Onchan, T et Quizon. J. 2002. *Weathering the Storm: The Impact of the East Asian Crisis on Farm Households in Indonesia and Thailand*. The World Bank Research Observer, vol. 17, no. 1, pp. 1-20.
- Filmer, D. et Sayed, H. 1998. *The Impact of Indonesia's Economic Crisis on Basic education: Findings from a survey of schools*. La Banque mondiale.
- Fond monétaire international (FMI). 2009. *The implications of the global financial crisis for low-income countries* (Mars 2009).
- Campagne mondiale pour l'éducation. 2009. *Education on the brink: will the IMF's new lease on life ease or block progress towards education goals*.
- Griffith-J,S. et Ocampo, JA. 2009. *The financial crisis and its impact on the developing countries*. International Policy Centre for Inclusive Growth. Programme des Nations Unies pour le développement (Avril 2009).
- ODI. 2008. *The global financial crisis: financial flows to developing countries set to fall by one quarter*. (Novembre 2008).
- OCDE. 2009. *Growth Projection for Donor countries*. DAC Database.
- \_\_\_\_\_. 2009. *Réponse stratégique de l'OCDE à la crise économique et financière : contributions à l'effort mondial*.
- \_\_\_\_\_. 2009. *Réformes économiques : Objectif croissance 2009*.

- \_\_\_\_\_. 2009. *DAC Report on Aid Predictability: Survey on Donors' Forward Spending Plans 2009-2011*. (Juin 2009).
- \_\_\_\_\_. 2009. *Latin American economic outlook*.
- OIT. 2009. *The Financial and Economic Crisis: A Decent Work Response*. Organisation internationale du travail (Mars 2009).
- \_\_\_\_\_. 2008. *A Global Policy Package to Address the Global Crisis*. Policy Brief based on data and analysis developed in the World of World Report 2008, the new Institute's flagship publication.
- ONE. 2009. *The DATA report 2009: Monitoring the G8 Promise to AFRICA*.
- Pineda, R. Perez-Caldenty, E. et Titelman, D. 2009. *The current financial crisis: Old wine in new goatskins or is this time different for Latin America?*. Development Studies Section, ECLAC. Santiago, Chili (Mars 2009).
- UNESCO. 2008. *The Global Financial and Economic Crisis: What Impact on Multilateralism and UNESCO?*. Notes préparées par l'UNESCO après le forum sur le thème.
- \_\_\_\_\_. 2008. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT. L'éducation pour tous en 2015 : Un objectif accessible ?*
- \_\_\_\_\_. 2009. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Vaincre l'inégalité: l'importance de la gouvernance ?*
- Varghese, N.V. 2001. *Impact of the economic crisis on higher education in East Asia: Country experiences*. Paris. IPE/UNESCO.

### Useful links

- The Global Monitoring Report 2009: A Development Emergency.  
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTGLOBALMONITOR/EXTGLOMONREP2009/0,,menuPK:5924413~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:5924405,00.html>
- Economist Intelligence Unit: The Economist.  
[http://www.eiu.com/site\\_info.asp?info\\_name=corporate\\_landing\\_united\\_nations&rf=0](http://www.eiu.com/site_info.asp?info_name=corporate_landing_united_nations&rf=0)
- Education International. Invest in education: Smart Strategy for Recovery.  
<http://www.ei-ie.org/handsup/en/index.php>
- Funding Education: Crisis Watch.  
<http://fundingeducation.blogspot.com/>

## Annexe 8 : Acronymes et abréviations

<b>AFR</b>	Région Afrique
<b>APA</b>	Région Asie et Pacifique
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>ARB</b>	Région Etats arabes
<b>APP</b>	Aide programmable par pays
<b>BAsB</b>	Banque asiatique de développement
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>BM</b>	Banque mondiale
<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement
<b>CCG</b>	Conseil de coopération du Golfe
<b>CEA</b>	Commission économique pour l'Afrique
<b>CEPAL</b>	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
<b>DFID</b>	Ministère britannique du Développement international
<b>EIU</b>	Economist Intelligence Unit
<b>EPT</b>	Education pour tous
<b>FMI</b>	Fond monétaire international
<b>FO</b>	Bureau hors Siège de l'UNESCO
<b>FRPC</b>	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
<b>IDE</b>	Investissement direct à l'étranger
<b>IMOA</b>	Initiative de mise en œuvre accélérée
<b>LAC</b>	Région Amérique latine et Caraïbes
<b>Lao RDP</b>	République démocratique populaire lao
<b>MENA</b>	Moyen-Orient & Afrique du Nord
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODM</b>	Objectif du millénaire pour le développement
<b>OPEP</b>	Organisation des pays exportateurs de pétrole
<b>OIL</b>	Organisation internationale du travail
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PFR</b>	Pays à faible revenu
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>REM</b>	Rapport élève/enseignant
<b>RNB</b>	Revenu national brut
<b>SNPC</b>	Système de notification des pays créanciers
<b>SSA</b>	Afrique subsaharienne
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>USAID</b>	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
<b>VFF</b>	Mécanisme de financement en faveur des pays vulnérables